



Communiqué

Le 5 mai 2016

TELUS communique ses résultats du premier trimestre 2016

Hausse des produits d'exploitation consolidés de 2,6 pour cent et du BAIIA de 3,1 pour cent

Position de tête maintenue en matière d'expérience client avec un taux de désabonnement des services mobiles postpayés de 0,97 pour cent

La société confirme ses objectifs de croissance financière parmi les meilleurs de l'industrie pour 2016

Le dividende trimestriel a augmenté de 10 pour cent pour atteindre 46 cents par action

Prolongation du programme de croissance du dividende visant une croissance annuelle de 7 à 10 pour cent de 2017 à 2019

Annonce d'un programme annuel d'achat d'actions à hauteur de 250 millions de dollars de 2017 à 2019

TELUS conclut un accord pour étendre sa clientèle des services mobiles au Manitoba

Acquisition par Baring Private Equity Asia d'une participation de 35 pour cent dans TELUS International

L'accord conclu avec Baring Private Equity Asia estime la valeur de TELUS International comme entreprise à 1,2 milliard de dollars

TELUS recevra les produits de ces transactions d'une valeur d'environ 600 millions de dollars de TELUS International; ces produits continueront de soutenir l'expansion de ses réseaux à large bande au Canada

Vancouver (C.-B.) – Les produits d'exploitation consolidés de TELUS Corporation ont augmenté de 2,6 pour cent pour atteindre 3,1 milliards de dollars au premier trimestre 2016, par rapport à l'année précédente, en raison d'une croissance continue des produits des services de données dans les secteurs mobiles et filaires. Dans le secteur filaire, les produits des services de données ont augmenté de 10 pour cent menant à une croissance de 3,7 pour cent des services filaires externes. Dans le secteur mobile, les produits des services de données ont crû de 8,3 pour cent par rapport à l'année précédente, menant à une croissance du revenu général du réseau mobile de 2,5 pour cent. Le bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement (BAIIA)¹ a été touché par une hausse de 31 millions de dollars des frais de restructuration et autres frais. En excluant ces frais de restructuration et autres frais des deux périodes, le BAIIA était en hausse de 3,1 pour cent pour atteindre 1,2 milliard de dollars, reflétant la croissance dans les secteurs filaire et mobile de TELUS ainsi que l'amélioration de son efficacité opérationnelle. Le BAIIA incluant les frais de restructuration et autres frais a augmenté de 0,4 pour cent par rapport à l'exercice précédent.

« La croissance de notre produit et du BAIIA au premier trimestre reflète la qualité et la résilience de nos opérations malgré les défis économiques actuels, surtout en Alberta. Nous avons continué de livrer les éléments fondamentaux de notre stratégie cohérente et gagnante, y compris le maintien de notre position de chef de file en matière de fidélité de la clientèle, de croissance du BAIIA dans le secteur filaire et un taux de désabonnement des services sans fil postpayés de 0,97 pour cent », a déclaré Darren Entwistle, président et chef de la direction de TELUS.

« L'extension de notre programme pluriannuel de croissance du dividende jusqu'en 2019 reflète la confiance de l'entreprise dans les opportunités futures du marché, découlant de notre stratégie de croissance durable. S'appuyant sur la cohérence de nos initiatives de programme pluriannuel de croissance du dividende passées, notre nouveau programme ciblera entre 7 et 10 pour cent de croissance annuelle du dividende entre 2017 et 2019, et continuera d'être complété par notre programme discrétionnaire synergique de rachat d'actions pouvant atteindre jusqu'à 250 millions de dollars par an au cours des trois prochaines années. Nous avons établi le bilan et le rendement opérationnel nécessaires pour lancer et mener à bien ces programmes favorables aux actionnaires et nous sommes fiers de nos réalisations. Entre 2004 et avril 2016, TELUS a distribué 13 milliards de dollars à ses actionnaires, y compris 7,9 milliards de dollars en dividendes et 5,1 milliards en rachats d'actions, ce qui représente près de 22 dollars par action », a ajouté M. Entwistle.

M. Entwistle a également commenté : « Aujourd'hui, nous annonçons l'étape suivante sur le parcours de croissance de notre entreprise, à savoir un accord conclu avec Baring Private Equity Asia, relatif à l'acquisition pour le long terme d'une participation de 35 pour cent dans TELUS International. Ce partenariat permettra d'intégrer le service à la clientèle de rang mondial et l'engagement des membres de l'équipe de TELUS International à la présence étendue sur les marchés asiatiques et l'expérience mondiale de Baring Private Equity Asia, afin de trouver de nouvelles possibilités de croissance pour les activités d'externalisation mondiale de TELUS International dans les domaines de l'informatique, des processus commerciaux et des opérations d'assistance à la clientèle. Autre point important, le produit de la cession, soit environ 600 millions de dollars, renforcera le bilan déjà solide de TELUS et contribuera à notre stratégie de longue date visant à développer sans cesse nos réseaux de services filaires et sans fil à large bande, afin d'appuyer l'économie numérique au Canada pour les générations futures ».

John Gossling, vice-président exécutif et directeur financier de TELUS, a commenté : « Nos résultats financiers pour le premier trimestre reflètent la solide exécution par l'équipe de TELUS, ainsi que les retombées de nos initiatives en matière d'efficacité opérationnelle. Dans le contexte d'un marché hautement concurrentiel, nous continuons de respecter nos engagements à l'égard d'une approche équilibrée de l'allocation de capitaux, afin de non seulement appuyer nos objectifs de croissance à long terme, mais également de pouvoir rembourser régulièrement du capital à nos actionnaires ».

Le revenu net et le bénéfice par action (BPA) ont été affectés par des frais de restructuration et autres frais plus élevés; une augmentation des dépenses de dépréciation et d'amortissement reflétant, en partie, la base d'actifs plus élevée de TELUS du fait des investissements continus dans ses réseaux de fibre optique et 4G; ainsi que des coûts de financement plus élevés. Le revenu net ajusté³, frais de restructuration et autres frais exclus, a chuté de 3,0 pour cent à 414 millions de dollars, tandis que le BPA ajusté³ de 0,7 dollar est resté inchangé par rapport à l'année précédente. Sur une base rapportée, le revenu net a chuté de 9,1 pour cent à 378 millions de dollars, tandis que le bénéfice par action (BPA) a baissé de 6,8 pour cent à 0,64 dollar.

FAITS SAILLANTS SUR LES RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

En dollars canadiens et en millions, sauf les données par action (non audités)	Trimestre clos le		Variation en %
	31 mars 2016	2015	
Produits d'exploitation	3 108	3 028	2,6
Dépenses d'exploitation avant dépréciation et amortissements	1 968	1 893	4,0
BAIIA ⁽¹⁾	1 140	1 135	0,4
BAIIA, frais de restructuration et autres frais exclus ⁽¹⁾⁽²⁾	1 188	1 152	3,1
Revenu net	378	415	(9,1)
Revenu net ajusté ⁽³⁾	414	427	(3,0)
Bénéfice par action (BPA)	0,64	0,68	(6,8)
BPA de base ajusté ⁽³⁾	0,70	0,70	-
Dépenses en immobilisations	618	635	(2,7)
Flux de trésorerie disponible ⁽⁴⁾	108	271	(60,1)
Connexions d'abonnés totales ⁽⁵⁾	12 443	12 260	1,5

(1) Le BAIIA n'a pas de définition normalisée prescrite par l'IFRS-IASB. TELUS donne des prévisions et fait état de données concernant son BAIIA parce qu'il s'agit d'un instrument clé de l'évaluation de la performance aux niveaux consolidé et segmenté. Pour plus de définitions et d'explications, veuillez consulter la section 11.1 du rapport de gestion du premier trimestre 2016 ci-joint.

- (2) Pour le premier trimestre de 2016 et de 2015, les coûts de restructuration et autres frais similaires étaient respectivement de 48 millions de dollars et de 17 millions de dollars.
- (3) Le revenu net ajusté et le BPA de base ajusté n'ont pas de définition normalisée prescrite par l'IFRS-IASB. Ces termes sont définis dans le présent communiqué de presse comme excluant (après impôts sur le revenu) les coûts de restructuration et autres frais. Pour une analyse plus approfondie du BPA de base ajusté, veuillez consulter la section 1.3 du rapport de gestion du premier trimestre 2016 ci-joint.
- (4) Le flux de trésorerie disponible n'a pas de définition normalisée prescrite par l'IFRS-IASB. Pour une définition et des explications, veuillez consulter la section 11.1 du rapport de gestion du premier trimestre 2016 ci-joint.
- (5) La somme des abonnés actifs des services mobiles, des lignes résidentielles, des abonnés aux services Internet haute vitesse et des abonnés au service de télévision (Télé OPTIK^{MC} et TELUS TV Satellite^{MC}) mesurés à la fin des périodes respectives selon les renseignements provenant du système de facturation et d'autres systèmes. Le nombre d'abonnés comptabilisé au 1^{er} janvier 2015 a été ajusté rétrospectivement pour exclure 1 613 000 lignes d'affaires du fait de leur importance réduite comme indicateur de performance clé. Après un nouvel examen de la base d'abonnés de TELUS, le nombre d'abonnés des services mobiles postpayés au début du T1 2016 a diminué de 45 000 abonnés et le nombre d'abonnés des services Internet haute vitesse au début du T1 2016 a augmenté de 21 000 abonnés.

Dans le secteur mobile, les produits des services de données ont été stimulés par une croissance du nombre d'abonnés, une proportion accrue de forfaits de deux ans à tarif plus élevé, une composition d'abonnés des services postpayés plus favorable, et une plus grande utilisation des données. Cet élan a toutefois été ralenti par les effets du ralentissement économique, notamment en Alberta. La croissance des produits des services de données dans le secteur filaire a été générée par la croissance des services d'impartition des processus d'affaires de TELUS International, par une augmentation des produits des services Internet et de données améliorées (du fait d'une hausse constante du nombre des abonnés des services Internet haute vitesse et d'une augmentation des produits par client), par une augmentation continue du nombre d'abonnés des services TELUS TV et par une hausse du chiffre d'affaires de TELUS Santé.

Au cours du premier trimestre de 2016, TELUS a attiré 31 000 abonnés nets des services mobiles postpayés, des services Internet haute vitesse et des services de télévision. Cela comprend 12 000 abonnés des services Internet haute vitesse, 11 000 abonnés des services de télévision et 8 000 abonnés des services mobiles postpayés. Ces gains ont été en partie limités par la perte continue des lignes téléphoniques traditionnelles et un déclin du nombre d'abonnés des services mobiles prépayés. La base totale de 8,4 millions d'abonnés des services mobiles a crû de 1,2 pour cent par rapport à l'année dernière, le nombre de connexions Internet haute vitesse a augmenté de 6,7 pour cent pour atteindre 1,6 million et le nombre d'abonnés au service TELUS TV est en hausse de 8,4 pour cent, à 1 million.

Au cours du trimestre, TELUS a continué de maintenir un taux de désabonnement mensuel des services mobiles postpayés de premier plan à l'échelle nationale qui se situe à 0,97 pour cent. Il s'agit de la dixième fois au cours des 11 derniers trimestres que le taux de désabonnement des services postpayés de TELUS est inférieur à 1 pour cent, malgré des pressions croissantes de la concurrence due à l'expiration simultanée des ententes de deux et trois ans dès juin 2015. Le taux de désabonnement combiné de 1,26 pour cent au premier trimestre de 2016 est le plus faible enregistré par TELUS pour un premier trimestre depuis que l'entreprise est devenue un fournisseur national il y a 16 ans. Cela illustre encore davantage la réussite de la culture unique de TELUS qui accorde la priorité aux clients et des efforts continus de l'entreprise pour proposer un service à la clientèle remarquable, associé à de nouveaux produits et services attrayants.

Le flux de trésorerie⁴ disponible de 108 millions de dollars au premier trimestre a reculé de 163 millions de dollars par rapport à l'année dernière, principalement du fait de paiements de l'impôt sur le revenu final plus élevés pour l'exercice 2015, une hausse des intérêts payés et des dépenses de restructuration plus élevées, le tout partiellement compensé par une rémunération basée sur les actions inférieure.

Au premier trimestre de 2016, TELUS a distribué 313 millions de dollars à ses actionnaires, dont 263 millions de dollars en dividendes payés et 50 millions de dollars par l'achat d'actions lors de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2016. Jusqu'à la fin avril, TELUS a distribué 574 millions de dollars à ses actionnaires, dont 524 millions de dollars en dividendes payés et 50 millions de dollars par l'achat de 1,3 million d'actions.

Déclaration de dividende – Le dividende a augmenté de 46 cents par trimestre

Le conseil d'administration de TELUS a déclaré un dividende trimestriel de 46 cents (0,46 \$) canadiens par action sur les actions ordinaires émises et en circulation de la Société. Ce dividende sera versé le 4 juillet 2016 aux détenteurs inscrits à la clôture des marchés le 10 juin 2016.

Ce dividende du deuxième trimestre représente une augmentation de quatre cents depuis le dividende trimestriel de 0,42 dollar versé le 2 juillet 2015. Il s'agit en outre de la onzième hausse de dividende depuis que TELUS a annoncé son programme pluriannuel de croissance du dividende en mai 2011. Sur cette période, le dividende de TELUS a augmenté de 75 pour cent.

TELUS annonce son intention de prolonger ses programmes pluriannuels de croissance du dividende et d'achat d'actions

TELUS a annoncé son intention de viser des hausses de dividende semestrielles continues, avec une augmentation annuelle variant entre sept et 10 pour cent de 2017 à la fin de 2019. Cette annonce prolonge le programme pluriannuel de croissance du dividende de TELUS annoncé à l'origine en mai 2011 et prolongé en mai 2013. Le programme offre aux investisseurs une certaine clarté concernant le modèle d'augmentation du dividende de TELUS.

Nonobstant cet objectif, les décisions concernant le dividende continueront d'être soumises à l'évaluation du conseil d'administration et à l'examen de notre situation et de nos perspectives financières sur une base trimestrielle. Notre ligne directrice relative au ratio dividendes/bénéfice à long terme est de 65 à 75 pour cent du bénéfice net prospectif. Rien ne garantit que TELUS maintiendra le programme de croissance du dividende jusqu'en 2019.

TELUS a également annoncé son intention de renouveler son programme d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour chacune des trois prochaines années afin de permettre des achats allant jusqu'à 250 millions de dollars pour chacune de ces années civiles. Cette annonce prolonge le programme d'achat d'actions de TELUS annoncé à l'origine en mai 2013. Rien ne garantit que TELUS mènera à terme son programme d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités 2016 ou qu'il renouvellera et mènera à terme son programme d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour chacune des trois prochaines années puisque ces décisions dépendent de l'évaluation et de l'examen du conseil d'administration de TELUS, menés de temps à autre, selon la situation et les perspectives financière de TELUS.

TELUS va étendre sa clientèle des services mobiles au Manitoba

TELUS a conclu un accord de principe avec Bell Canada Entreprises (BCE) stipulant qu'environ un tiers des clients des services mobiles postpayés de Manitoba Telecom Services (MTS) deviendront des clients de TELUS une fois l'achat de MTS par BCE conclu. Par cet accord, Bell remettra également à TELUS un tiers des points de vente de détaillants de MTS au Manitoba. Grâce aux compétences et aux efforts des membres de l'équipe, TELUS peut compter sur l'une des clientèles parmi les plus fidèles au monde. L'entreprise a l'intention d'offrir au Manitoba le même service à clientèle exceptionnel qu'il propose partout au Canada. L'accord est sous réserve de l'approbation du Bureau de la concurrence et d'autres conditions.

TELUS annonce l'acquisition par Baring Private Equity Asia d'une participation de 35 pour cent dans TELUS International; l'accord avec Baring Private Equity Asia évalue TELUS International à 1,2 milliard de dollars

TELUS a conclu un accord avec Baring Private Equity Asia, une entreprise d'investissement basée en Asie qui gère des fonds ayant plus de 13 milliards de dollars (10 milliards USD) en actifs, pour établir un intérêt minoritaire de 35 pour cent dans TELUS International (TI), un fournisseur mondial de services d'externalisation dans les domaines de l'informatique, des processus commerciaux et des opérations d'assistance à la clientèle. L'accord évalue TI à 1,2 milliard de dollars. Grâce à cette collaboration, TELUS International est en bonne position pour tirer profit de la forte présence de Baring sur les marchés asiatiques et de son expérience et de ses relations internationales pour accroître ses activités. Par ailleurs, cette transaction permettra à TELUS d'augmenter ses investissements au Canada, y compris dans l'expansion de son réseau de fibre optique vers davantage de collectivités, de son réseau mobile avancé et ses solutions de soins de santé. TELUS conservera une participation majoritaire et le contrôle de TELUS International et ne prévoit aucune modification significative au soutien qu'elle apporte à TELUS International, y compris les services touchant les installations, le réseau, les TI, la marque et les médias. Parallèlement, TELUS a également obtenu un financement bancaire de 425 millions de dollars supplémentaires, garanti par les actifs

de TELUS International et de ses filiales, expirant en 2021 et sans recours contre TELUS Corporation. Grâce à cette transaction et à la dette additionnelle au sein de TELUS International, TELUS recevra des produits d'environ 600 millions de dollars. L'accord est sous réserve des conditions habituelles.

Le présent communiqué contient des énoncés portant sur le rendement financier et le rendement d'exploitation prévus de TELUS (la « Société ») et sur des événements futurs, dont les hausses futures du dividende et les processus normaux d'offres publiques de rachat dans le cours normal des activités jusqu'en 2019, les prévisions et cibles annuelles pour 2016, l'achat proposé de MTS par BCE et le transfert d'une certaine partie des abonnés des services mobiles postpayés et des points de vente de MTS à TELUS (la « Transaction ») et l'accord conclu entre TELUS International et Baring Private Equity Asia (la « Transaction TELUS International-Baring »), qui sont de nature prospective. De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent de la Société qu'elle émette des hypothèses et des prévisions, et à ce titre, ils sont soumis à des risques et à des incertitudes. Rien ne garantit que les conditions pour conclure la transaction MTS-BCE seront satisfaites, y compris, les approbations réglementaires pertinentes ou le fait que les conditions de conclusion de la Transaction seront satisfaites ou que les avantages associés à la Transaction seront réalisés pour les actionnaires et les clients de TELUS, ou que la Transaction aura lieu dans les conditions prévues dans le présent communiqué. En outre, rien ne garantit que les conditions pour conclure la Transaction TELUS International-Baring seront satisfaites, que les avantages associés à la Transaction TELUS International-Baring seront réalisés pour les actionnaires et les clients de TELUS ou que les plans de croissance pour TELUS International verront le jour. Il existe un risque important que les énoncés prospectifs se révèlent inexacts. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué font état de nos prévisions à la date du présent communiqué et, de ce fait, pourraient subir des modifications après cette date. Les lecteurs devraient faire preuve de prudence et ne pas se fier indûment à ces énoncés, puisque divers facteurs pourraient faire en sorte que les événements et le rendement futurs réels diffèrent grandement de ceux qui sont décrits dans les énoncés prospectifs. Par conséquent, le présent communiqué est assujéti à une limitation de responsabilité et est donné sous réserve des hypothèses (y compris les hypothèses pour les prévisions et cibles annuelles pour 2016, les hausses de dividendes semestrielles jusqu'en 2019 et notre capacité à soutenir et à mener à bien notre programme d'achat d'action pluriannuel jusqu'en 2019), des conditions et des facteurs de risque mentionnés dans le rapport de gestion du premier trimestre et dans le rapport annuel de 2015, ainsi que dans les autres documents d'information publiés par TELUS et les documents déposés auprès des commissions des valeurs mobilières du Canada (sur SEDAR à sedar.com) et des États-Unis (sur EDGAR à sec.gov). Sauf là où la loi l'exige, TELUS n'a ni l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de modifier ses énoncés prospectifs et se réserve le droit de modifier, en tout temps et à sa discrétion, sa pratique actuelle relative à la mise à jour de ses cibles et prévisions annuelles.

Faits saillants des activités du premier trimestre 2016

Services mobiles de TELUS

- Les produits tirés du réseau mobile ont atteint 1,6 milliard de dollars au premier trimestre de 2016, soit une augmentation de 38 millions de dollars (ou 2,5 pour cent) comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette croissance a été stimulée par une augmentation de 8,3 pour cent des produits des services de données, du fait de la croissance du nombre d'abonnés, une proportion accrue de forfaits de deux ans à tarifs plus élevés, une composition d'abonnés des services postpayés plus favorable, et une plus grande utilisation des données. Cet élan a toutefois été ralenti par les effets du ralentissement économique, notamment en Alberta et un déclin constant des produits des services vocaux dû à l'adoption accrue des forfaits d'appels nationaux illimités.
- Le PMAA combiné a augmenté de 1,2 pour cent pour atteindre 63,08 dollars, le vingt-deuxième trimestre consécutif de croissance en cumul annuel du PMAA combiné de TELUS.
- Le taux de désabonnement mensuel des services postpayés a augmenté de six points de base d'un exercice à l'autre, pour se fixer à 0,97 pour cent. L'augmentation reflète l'intensité accrue de la concurrence due à l'expiration simultanée des ententes de deux et trois ans dès juin 2015, ainsi que les effets du ralentissement économique, notamment en Alberta. Le taux de désabonnement mensuel combiné s'est amélioré de deux points de base à 1,26 pour cent indiquant une proportion croissante du nombre d'abonnés des services postpayés dans la clientèle d'abonnés et l'efficacité des programmes de fidélisation et du programme Les clients d'abord de TELUS.
- Le nombre de 8 000 nouveaux clients postpayés était en baisse de 29 000 par rapport à la même période l'an passé en raison du nombre d'ajouts bruts de nouveaux abonnés résultant principalement du ralentissement économique, notamment en Alberta, de la croissance modérée de la pénétration sur le marché des services

postpayés, d'une intensité accrue de la concurrence, de l'effet du prix plus élevé des appareils et des forfaits sur la demande et d'un taux de désabonnement en hausse. Les pertes nettes totales pour les services mobiles étaient de 25 000 abonnés par rapport aux additions nettes de 8 000 il y a un an, ce qui reflète des additions nettes pour les services postpayés inférieures et des pertes pour les services prépayés supérieures de 33 000 abonnés.

- Le BAIIA du secteur des services mobiles, frais de restructuration et autres frais exclus, a augmenté de 15 millions de dollars (ou 2,0 pour cent) au cours de l'année dernière pour atteindre 765 millions de dollars. L'augmentation est due à la croissance des produits du réseau et aux initiatives d'efficacité opérationnelle, lesquelles ont été partiellement atténuées par une hausse des dépenses de rétention et des dépenses dans la main-d'œuvre externe et les réseaux de distribution. Les coûts de rétention représentaient 13,5 pour cent des produits du réseau, reflétant une hausse de 26 millions de dollars sur la même période de l'exercice précédent, alors que les coûts de financement plus élevés indiquant la préférence soutenue des clients pour des téléphones intelligents plus coûteux étaient partiellement compensés par des volumes de rétention moindres.
- Le BAIIA du secteur des services mobiles, frais de restructuration et autres frais exclus, moins les dépenses en immobilisations, a augmenté d'une année à l'autre de 83 millions de dollars, jusqu'à 585 millions de dollars, en raison d'un BAIIA supérieur et de dépenses en immobilisations moins élevées.

Services filaires de TELUS

- Les produits externes tirés des services filaires ont augmenté de 50 millions de dollars (ou 3,7 pour cent) pour atteindre 1,4 milliard de dollars au premier trimestre 2016, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette croissance a été principalement générée par des produits plus élevés des services de données et de l'équipement.
- Les produits tirés des services de données et de l'équipement ont crû de 90 millions de dollars (ou 10 pour cent) du fait de la croissance des services d'impartition des processus d'affaires, par une augmentation des produits des services Internet et de données améliorées (du fait d'une hausse constante du nombre des abonnés des services Internet haute vitesse et d'une augmentation des produits par client), par une augmentation continue du nombre d'abonnés des services TELUS TV et par une hausse du chiffre d'affaires de TELUS Santé.
- Les ajouts nets du service Internet haute vitesse de 12 000 ont reculé de 11 000 abonnés par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, ce qui reflète une intensification de la concurrence ayant mené à un taux de désabonnement plus élevé et à un total d'ajouts bruts en baisse au cours du trimestre, ainsi que les effets du ralentissement économique sur le marché d'affaires. Le tout a été en partie atténué par l'expansion continue du service haute vitesse à large bande de TELUS dans diverses collectivités urbaines et rurales, dont la fibre jusqu'au domicile, et l'effet de levier de regroupement des services avec Télé OPTIK.
- Les ajouts nets totaux aux services de télévision de 11 000 ont reculé de 10 000 abonnés par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, ce qui reflète un taux de désabonnement en hausse, un total d'ajouts bruts inférieur et une baisse du nombre d'abonnés aux services de télévision par satellite. Les effets du ralentissement de la croissance des abonnés aux services de télévision payés et l'intensification de la concurrence, y compris les services par contournement, étaient partiellement compensés par l'expansion soutenue du service haute vitesse à large bande adressable de TELUS et la montée des vitesses à large bande.
- Pour le trimestre, le nombre total de lignes résidentielles a baissé de 26 000 lignes, comparativement à une baisse de 20 000 au même trimestre de l'exercice précédent. Les pertes de lignes résidentielles continuent de souligner la tendance bien ancrée consistant à remplacer ces lignes par les services mobiles et Internet. Ces pertes sont en partie atténuées par la réussite de la stratégie de TELUS visant à regrouper les services.
- Le BAIIA des services filaires, frais de restructuration et autres frais de 423 millions de dollars exclus, a augmenté de 21 millions de dollars (ou 5,1 pour cent) d'une année à l'autre. Cette amélioration indique la croissance des produits d'exploitation, l'amélioration de la marge des services de données, y compris les services Internet, les services d'impartition des processus d'affaires, les services de télévision et TELUS Santé, ainsi que des initiatives d'efficacité opérationnelles.
- Le BAIIA du secteur filaire, frais de restructuration et autres frais exclus, moins les dépenses en immobilisations, a baissé de 30 millions de dollars pour atteindre (15) millions de dollars. Le BAIIA, frais de restructuration et autres frais exclus, a été plus que compensé par des dépenses en immobilisations plus élevées qui soutiennent la croissance à long terme de TELUS. Les dépenses en immobilisations ont augmenté par rapport à la même période de l'exercice précédent, du fait des investissements stratégiques continus dans l'infrastructure du réseau à bande large, notamment pour connecter davantage de domiciles et

d'entreprises directement au réseau à fibre optique de TELUS et accroître la résilience et la fiabilité du réseau.

Faits saillants de la société

TELUS apporte une contribution et des investissements importants dans les collectivités où vivent et travaillent les membres de l'équipe, et dans l'économie canadienne, au nom des clients, des actionnaires et des membres de l'équipe, des manières suivantes :

- En payant, recueillant et versant un total de 689 millions de dollars en taxes et impôts pendant le premier trimestre de 2016 au profit des gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux au Canada. Ce montant est constitué d'impôts sur le bénéfice des sociétés, de taxes de ventes, d'impôts fonciers, de la part de l'employeur des taxes sur la masse salariale et de divers droits réglementaires. Depuis 2000, la société a versé plus de 19 milliards de dollars en taxes et impôts.
- En déboursant 53 millions de dollars en frais de renouvellement du spectre au ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique (anciennement Industrie Canada) lors du premier trimestre de 2016. Depuis 2002, les remises visant les taxes et le spectre versées par TELUS aux gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux au Canada ont totalisé plus de 23 milliards de dollars.
- En investissant 618 millions de dollars en dépenses en immobilisations dans les collectivités partout au Canada au premier trimestre de 2016, et plus de 29 milliards de dollars depuis 2000.
- En dépensant 1,8 milliard de dollars dans les activités d'exploitation au premier trimestre de 2016, notamment par l'achat de biens et de services au coût de 1,2 milliard de dollars. Depuis 2000, TELUS a dépensé respectivement 93 milliards de dollars et 61 milliards de dollars dans ces secteurs.
- En versant aux membres de l'équipe des salaires totalisant 706 millions de dollars au premier trimestre de 2016, dont 58 millions de dollars en taxes sur la masse salariale. Depuis 2000, TELUS a versé un total de 37 milliards de dollars en salaire aux membres de l'équipe.
- En versant au premier trimestre de 2016, 263 millions de dollars en dividendes aux actionnaires particuliers, aux détenteurs de fonds communs de placement, aux fonds de retraite et autres investisseurs institutionnels, et en rachetant 1,3 millions d'actions, pour un montant de 50 millions de dollars au nom des actionnaires dans le cadre du programme d'achat d'actions pluriannuel de TELUS.
- En distribuant 13 milliards de dollars aux actionnaires au moyen des dividendes et des programmes d'achat d'actions de TELUS de 2004 à la fin d'avril 2016, dont 7,9 milliards de dollars en dividendes et 5,1 milliards de dollars en rachats d'actions, représentant près de 22 dollars par action.

À propos de TELUS

TELUS (TSX : T, NYSE : TU) est la société de télécommunication nationale connaissant la croissance la plus rapide au Canada, grâce à des produits d'exploitation annuels de 12,6 milliards de dollars et à plus de 12,4 millions de connexions clients, dont 8,4 millions d'abonnés des services sans fil, 1,4 million de lignes d'accès au réseau résidentiel, 1,6 million d'abonnés des services Internet haute vitesse et 1 million d'abonnés des services TELUS TV. TELUS offre une gamme complète de produits et de services de communication, notamment des services sans fil, de transmission de données, de protocole Internet (IP), des services vocaux, de télévision, de divertissement et vidéo, et est le fournisseur de services TI le plus important au Canada dans le domaine des soins de santé.

Fidèles à leur philosophie communautaire « Nous donnons où nous vivons », TELUS et les membres de son équipe, actuels et retraités, ont versé 440 millions de dollars à des organismes caritatifs et sans but lucratif, et offert plus de 6,8 millions d'heures de bénévolat au service des communautés locales depuis 2000. Créés en 2005 par Darren Entwistle, président et chef de la direction de TELUS, les onze comités d'investissement communautaire de TELUS au Canada et ses quatre comités à l'étranger dirigent les actions de soutien aux organismes de bienfaisance locaux. En 2015, ils ont remis au-delà de 54 millions de dollars en appui à plus de 4 900 projets locaux contribuant à enrichir la vie de plus de 2 millions d'enfants et de jeunes. D'ailleurs, TELUS a eu l'insigne honneur d'être désignée l'entreprise philanthropique la plus remarquable au monde en 2010 par l'Association of Fundraising Professionals, devenant ainsi la première entreprise canadienne à recevoir cette prestigieuse marque de reconnaissance internationale.

Pour en savoir plus sur TELUS, veuillez consulter le site telus.com

Personne-ressource pour les relations avec les médias :

Shawn Hall
604-619-7913
shawn.hall@telus.com

Personne-ressource pour les relations avec les investisseurs :

Paul Carpino
647-837-8100
ir@telus.com

Accès à l'information sur les résultats trimestriels

Les investisseurs, les représentants des médias et toute autre personne intéressée peuvent consulter ce communiqué sur les résultats trimestriels, le rapport de gestion, les diapositives sur les résultats trimestriels, la version audio et la transcription de la webdiffusion à l'intention des investisseurs, ainsi que les renseignements financiers supplémentaires et la version intégrale de notre rapport annuel 2015 sur notre site web à telus.com/investisseurs.

La conférence téléphonique de TELUS sur les résultats du premier trimestre de 2016 est fixée au 5 mai 2016 à 15 h HE (12 h HP) et comprendra un exposé suivi d'une période de questions avec les analystes. Les parties intéressées peuvent accéder à la webdiffusion à telus.com/investisseurs. Un enregistrement sera accessible par téléphone du 5 mai au 15 juin 2016 en composant le 1-855-201-2300. Veuillez utiliser le numéro de réservation 1196520# et le code d'accès 77377#. La webdiffusion sera également archivée à telus.com/investisseurs, et la transcription sera affichée sur le site web après quelques jours ouvrables.

TELUS CORPORATION

Rapport de gestion

Premier trimestre de 2016

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent document contient des énoncés prospectifs portant sur des événements prévus ainsi que sur la performance financière et le rendement opérationnel de TELUS Corporation. Les termes *TELUS*, la *société*, *nous*, *notre*, *nos*, *notre* et *nous-mêmes* se rapportent à TELUS Corporation et, dans les cas où le contexte de la description narrative le permet ou l'exige, à ses filiales. Les énoncés prospectifs incluent des énoncés concernant les objectifs et les perspectives pour l'exercice et les mises à jour qui y sont apportées, notre programme pluriannuel de croissance du dividende, notre programme pluriannuel de rachat d'actions et les tendances. Les mots *hypothèse*, *but*, *indication*, *objectif*, *perspective*, *stratégie*, *cible* et autres expressions semblables ou l'emploi, au futur ou au conditionnel, de verbes tels que *avoir pour but*, *s'attendre à*, *croire*, *pouvoir*, *prévoir*, *avoir l'intention de*, *planifier*, *viser à*, *chercher à*, *devoir* et *s'efforcer de* dénotent généralement des énoncés prospectifs. Par leur nature, les énoncés prospectifs ne renvoient pas à des faits historiques, ils peuvent faire l'objet de risques et ils exigent que nous émettions des hypothèses. Il existe un risque considérable que les énoncés prospectifs se révèlent inexacts. En conséquence, les lecteurs sont mis en garde de ne pas se fier indûment à ces énoncés. Sauf dans les cas exigés par la loi, nous n'avons pas l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés prospectifs. Une mise à jour de nos hypothèses pour l'exercice 2016 est présentée à la *rubrique 9*, « *Mise à jour des hypothèses* », du présent rapport de gestion.

Les facteurs pouvant faire en sorte que le rendement réel diffère considérablement des énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport et dans les autres documents déposés par TELUS incluent, sans toutefois s'y limiter :

- La concurrence, y compris l'intense rivalité continue touchant tous les services entre les entreprises de télécommunications offrant des services mobiles et filaires, les câblodistributeurs, d'autres entreprises de communications et des entreprises offrant des services par contournement qui, entre autres choses, crée des pressions sur les produits mensuels moyens par appareil d'abonné (les « PMAA ») et sur les taux de désabonnement liés à tous les services; les fusions et les acquisitions de concurrents au sein de l'industrie, y compris l'intégration de sociétés de câblodistribution et de services mobiles; l'entrée possible sur le marché de nouveaux concurrents; la concurrence de sociétés internationales concernant les services d'itinérance mondiale; notre capacité à continuer de fidéliser les clients en leur offrant une expérience client améliorée; les pressions sur les PMAA et le taux de désabonnement du secteur des services mobiles découlant des conditions du marché et des mesures prises par le gouvernement; les habitudes d'utilisation des clients; la tendance favorisant les tarifs fixes pour les services de transmission de la voix et de données, y compris les forfaits interurbains liés aux services de transmission de la voix, la croissance modérée du taux de pénétration du marché des services postpayés et la disponibilité croissante des réseaux Wi-Fi permettant la transmission de données; les pressions sur les PMAA et les taux de désabonnement liés au service Internet haute vitesse et au service de télévision découlant des conditions du marché, des mesures prises par le gouvernement et des habitudes d'utilisation des clients; les pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau; les ajouts d'abonnés et les volumes de fidélisation des abonnés aux services mobiles, aux services de télévision et au service Internet haute vitesse ainsi que les coûts connexes; la concurrence concernant le spectre pour les services sans fil; ainsi que notre capacité d'obtenir et d'offrir du contenu de données en temps opportun au moyen de divers appareils sur les plateformes mobiles et de télévision, à un coût raisonnable.
- Le remplacement de la technologie, y compris l'utilisation réduite et la banalisation accrue des services filaires locaux et interurbains de transmission de la voix traditionnels découlant de l'incidence des applications de services par contournement et du remplacement des services mobiles, de même que la plus faible croissance générale du nombre d'abonnés dans le secteur des services filaires; l'accroissement du nombre de foyers qui utilisent uniquement des services téléphoniques mobiles ou par Internet; la baisse continue des PMAA tirés des services mobiles de transmission de la voix, en raison notamment du remplacement de la technologie en faveur de la messagerie textuelle et des applications de services par contournement; le remplacement des services mobiles par les services Wi-Fi, lesquels sont de plus en plus accessibles; ainsi que les services par contournement IP (protocole Internet) qui pourraient supplanter les services de télévision et de divertissement et se répercuter sur les produits.
- La technologie, y compris la demande des abonnés visant les services de transmission de données qui met à l'épreuve la capacité des réseaux mobiles et la capacité spectrale; notre recours à des systèmes existants et à la technologie de l'information; les options au chapitre de la technologie, les voies d'évolution des technologies et les plans de mise en œuvre des réseaux filaires et mobiles [y compris les initiatives liées aux réseaux à large bande, telles que le déploiement de la fibre optique jusqu'aux locaux de l'abonné (« FTTP ») et le déploiement de petites cellules pour les services mobiles]; notre recours à des ententes de partage de réseau mobile; le choix des fournisseurs et la capacité de ces derniers à maintenir leurs gammes de produits et à offrir des services à l'égard de ces produits; le taux de concentration et de pénétration sur le marché des fournisseurs d'équipement pour réseaux, de services TELUS TV^{MD} et d'appareils mobiles; le rendement de la technologie LTE (d'après l'anglais *long-term evolution*); notre besoin prévu à long terme d'acquérir du spectre additionnel dans le cadre des futures enchères de spectre et auprès de tiers afin de composer avec la demande croissante visant les services de transmission de données; le déploiement et l'exploitation de nouveaux réseaux mobiles ainsi que le succès remporté par les nouveaux produits, de nouveaux services et systèmes de soutien, y compris Internet des objets (« IDO ») en ce qui a trait aux appareils connectés à Internet; le déploiement et l'exploitation de nouveaux réseaux filaires à large bande à un coût raisonnable et d'une disponibilité raisonnable, ainsi que le succès remporté par les nouveaux produits et services lancés sur ces réseaux; la disponibilité de ressources et notre aptitude à accroître de façon adéquate la capacité du réseau à large bande; la fiabilité du réseau et la gestion des changements; le moment auquel auront lieu les mises hors service de certains réseaux, systèmes et services filaires existants afin de réduire les coûts d'exploitation; le moment auquel aura lieu la mise hors service des réseaux sans fil fondés sur les technologies iDEN et AMRC afin de redéployer du spectre et de réduire les coûts d'exploitation, ainsi que les coûts de migration connexes des abonnés et les risques liés à la fidélisation des abonnés; de même que la mise à niveau réussie et l'évolution de la technologie sur laquelle se fonde TELUS TV, qui dépendent de tiers fournisseurs.
- La croissance et les fluctuations de l'économie, y compris la situation économique au Canada, qui pourrait être touchée par des faits nouveaux d'ordre économique à l'étranger; les taux d'intérêt futurs; l'inflation; les taux de chômage, l'incidence des faibles prix du pétrole; l'incidence des faibles dépenses des entreprises (entraînant une réduction des investissements et de la structure de coûts); le rendement et la capitalisation des régimes de retraite de même que les taux d'actualisation; ainsi que les taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain.
- Le niveau des dépenses d'investissement et les décaissements possibles aux fins de l'acquisition de licences de spectre dans le cadre des enchères de spectre ou auprès de tiers, en raison de notre déploiement continu de la technologie LTE et de futures technologies mobiles; de l'utilisation du nouveau spectre acquis; de nos initiatives liées aux services à large bande filaires, y compris le branchement direct de plus de foyers et d'entreprises aux installations à fibres optiques; des investissements dans la résilience et la fiabilité du réseau; de la demande des abonnés visant les services de transmission de données; des systèmes et des processus d'affaires en pleine évolution; de la mise en œuvre d'initiatives en matière d'efficacité; du soutien relatif aux contrats d'envergure et complexes; ainsi que des futures enchères concernant le spectre pour les services sans fil que doit tenir le ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique du Canada. L'atteinte de nos objectifs au chapitre des résultats d'exploitation et des résultats financiers pourrait influencer sur les niveaux de nos dépenses d'investissement.
- Les décisions réglementaires et les changements à la réglementation, y compris les interventions possibles du gouvernement afin d'accroître davantage la concurrence dans le secteur des services mobiles; l'examen des services mobiles de gros du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (le « CRTC »), dans le cadre duquel il a été déterminé que le CRTC réglementera les tarifs d'itinérance liés aux services de gros basés sur

la technologie GSM au Canada ainsi que l'établissement de ces tarifs; les futures enchères de spectre (y compris les limites visant les fournisseurs de services sans fil établis, le spectre réservé favorisant certaines entreprises de télécommunications et les autres avantages dont bénéficient les nouveaux participants et les participants étrangers ainsi que la quantité de spectre acquis et les coûts engagés pour acquérir ce spectre); les restrictions concernant l'acquisition, la vente et le transfert de licences de spectre; l'incidence à long terme indéterminée de l'examen des services filaires de gros effectué par le CRTC, ce dernier ayant conclu que les concurrents sur le marché des services de gros ont droit à un accès réglementé aux installations FTTP dont les fournisseurs de services Internet titulaires sont propriétaires; les exigences accrues en matière de financement concernant les installations de télécommunications au Yukon, au Nunavut et dans les Territoires du Nord-Ouest, de même que les modifications possibles de la portée et de la nature des obligations en matière de services de base, y compris la réglementation possible de la qualité, de la disponibilité et du caractère abordable des services Internet résidentiels; le nouveau code de conduite pour les fournisseurs de services de télévision mis en place par le CRTC; l'intégration verticale des concurrents aux fins de la propriété du contenu de radiodiffusion ainsi que la mise en application efficace et au moment opportun des balises réglementaires connexes; la surveillance continue des restrictions concernant la propriété d'actions ordinaires de TELUS par des non-Canadiens et la conformité à ces restrictions; la modification, l'interprétation et la mise en application des règles concernant le partage des pylônes d'antennes et les services d'itinérance; ainsi que la non-harmonisation des lois provinciales visant la protection des consommateurs, particulièrement à la lumière du Code sur les services sans fil du CRTC (le « Code »), qui est en vigueur depuis le 2 décembre 2013, et les pressions sur les frais de fidélisation de même que les autres défis opérationnels découlant du caractère rétroactif du Code, en raison duquel les contrats de clients d'une durée de deux ans et de trois ans arriveront à échéance simultanément à compter de juin 2015.

- La capacité de mettre en œuvre avec succès les initiatives en matière de réduction des coûts et de réaliser les économies prévues, déduction faite des coûts de restructuration et autres coûts, tout en demeurant axés sur le service à la clientèle et en s'assurant que ces initiatives n'aient pas d'incidence négative sur les activités commerciales. Ces initiatives comprennent notre programme de bonification du bénéfice visant à soutenir une amélioration du bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (le « BAIIA »), y compris la réduction d'environ 1 500 postes (équivalents temps plein) (« ETP ») annoncée en novembre 2015; l'intégration des activités; l'impartition des processus d'affaires, des activités de délocalisation et de réorganisation, y compris tous programmes de réduction du nombre d'employés ETP; les activités d'approvisionnement; ainsi que la rationalisation de biens immobiliers. D'autres initiatives en matière de réduction des coûts pourraient s'avérer nécessaires si nous n'atteignons pas nos objectifs au chapitre des résultats d'exploitation et des résultats financiers.
- Les exigences en matière de financement et d'endettement, y compris notre capacité d'effectuer des financements et de maintenir des notations du crédit de première qualité se situant dans la fourchette BBB+, ou des notations équivalentes.
- La capacité de maintenir notre programme de croissance du dividende par année jusqu'en 2019 et la capacité de maintenir et d'exécuter notre programme pluriannuel de rachat d'actions jusqu'en 2019. Ces programmes pourraient être touchés par des facteurs comme les faits nouveaux et les décisions en matière de réglementation, notre bénéfice et nos flux de trésorerie disponibles, le niveau de nos dépenses d'investissement et l'acquisition de licences de spectre, ainsi que l'environnement concurrentiel et la performance économique au Canada. Les décisions concernant les dividendes trimestriels sont assujetties à une évaluation et à une détermination effectuées par le conseil d'administration (le « conseil ») en fonction de la situation financière et des perspectives de la société. Le programme de rachat d'actions pourrait être touché par tout changement quant à notre intention de racheter des actions, ainsi que par l'évaluation et la détermination de la situation financière par le conseil de temps à autre. En conséquence, il n'existe aucune certitude que ces programmes seront maintenus jusqu'en 2019.
- Les risques liés aux processus, y compris notre dépendance à l'égard des systèmes en place et la capacité à offrir et à soutenir de nouveaux produits et services ainsi que les activités commerciales; notre capacité à assurer une gestion efficace des changements liés au remplacement et à la mise à niveau des systèmes, à la réingénierie des processus et à l'intégration des activités; la mise en œuvre d'ententes complexes avec de grandes entreprises qui pourraient être touchées de façon défavorable par les ressources disponibles, les limites des systèmes et le niveau de collaboration d'autres fournisseurs de services; notre capacité à gérer avec succès nos activités à l'étranger; les atteintes à la sécurité de l'information et à la vie privée, y compris la perte ou le vol de données; les menaces intentionnelles concernant notre infrastructure et nos activités, ainsi que les risques liés aux activités de réaménagement des coentreprises immobilières.
- Les litiges et les questions d'ordre juridique, y compris notre capacité à faire en sorte que notre défense dans le cadre des enquêtes, des instances réglementaires, des réclamations et des poursuites, y compris les réclamations en matière de violation de la propriété intellectuelle et les recours collectifs dont nous faisons l'objet, ainsi que des poursuites, réclamations en matière de violation de la propriété intellectuelle et recours collectifs possibles fondés sur des réclamations faites par des consommateurs, des infractions aux données personnelles, à la vie privée et à la sécurité, ainsi que la responsabilité sur le marché secondaire, soit couronnée de succès, de même que le caractère complexe que revêt la conformité aux lois au pays et à l'étranger.
- Les questions touchant les ressources humaines, y compris l'embauche, la fidélisation et la formation appropriée du personnel dans un secteur hautement concurrentiel; l'issue des futures négociations collectives visant la convention conclue avec le Syndicat des travailleurs(euses) en télécommunications (« STT ») et avec la section locale 1944 du Syndicat des Métallos, qui est arrivée à échéance à la fin de 2015; le niveau de participation des employés.
- Les questions fiscales, y compris les lois fiscales complexes susceptibles de faire l'objet d'interprétations par les administrations fiscales qui pourraient différer de nos interprétations; les modifications apportées aux lois fiscales, y compris les taux d'imposition; le fait qu'il n'est plus possible de différer l'impôt sur le résultat au moyen de l'utilisation de fins d'année d'imposition différentes pour les sociétés de personnes en exploitation et les entreprises associées; ainsi que la complexité des lois fiscales internationales et la conformité à ces lois.
- Les événements touchant la poursuite des activités, y compris notre capacité à maintenir notre service à la clientèle et à exploiter nos réseaux en cas d'erreurs humaines ou de menaces liées aux interventions humaines, telles que les attaques électroniques et les pannes d'équipement susceptibles d'entraîner diverses interruptions du réseau; les perturbations de la chaîne d'approvisionnement; les menaces de catastrophes naturelles; les épidémies; les pandémies; ainsi que l'exhaustivité et l'efficacité des plans et des mesures de continuité des activités et de reprise après sinistre.
- Les partenariats, les acquisitions ou les dessaisissements, y compris notre capacité à faire en sorte que l'intégration de ces acquisitions, les dessaisissements ou l'établissement de partenariats soient fructueux et effectués au moment opportun, et à concrétiser les avantages stratégiques prévus.
- Les développements touchant la santé, la sécurité et l'environnement et les autres facteurs de risque dont il est question dans le présent document et qui sont mentionnés de temps à autre dans les rapports et dans les documents d'information que nous publions, y compris notre rapport annuel et notre notice annuelle, et dans d'autres documents déposés auprès des commissions des valeurs mobilières ou d'autorités de réglementation semblables au Canada (sur le site SEDAR à l'adresse [sedar.com](http://www.sedar.com)) et auprès de la Securities and Exchange Commission (la « SEC ») aux États-Unis, y compris sur formulaire 40-F (sur le site EDGAR à l'adresse [sec.gov](http://www.sec.gov)). La rubrique 10, « Risques et gestion des risques », de notre rapport de gestion annuel 2015 et du présent rapport de gestion, est intégrée par renvoi dans la présente mise en garde concernant les énoncés prospectifs.

Rapport de gestion

Le 5 mai 2016

Table des matières

Rubrique	Description
1. Introduction	1.1 Préparation du rapport de gestion 1.2 Environnement au sein duquel nous exerçons nos activités 1.3 Faits saillants – données consolidées
2. Activités principales et stratégie	
3. Priorités de la société pour 2016	
4. Capacités	4.1 Principaux marchés et concurrents 4.2 Ressources opérationnelles 4.3 Situation de trésorerie et sources de financement 4.4 Changements au contrôle interne à l'égard de l'information financière
5. Analyse des résultats d'exploitation	5.1 Généralités 5.2 Sommaire des résultats trimestriels consolidés et tendances 5.3 Résultats d'exploitation consolidés 5.4 Secteur des services mobiles 5.5 Secteur des services filaires
6. Évolution de la situation financière	
7. Situation de trésorerie et sources de financement	7.1 Aperçu 7.2 Entrées liées aux activités d'exploitation 7.3 Sorties liées aux activités d'investissement 7.4 Entrées liées aux activités de financement 7.5 Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement 7.6 Facilités de crédit 7.7 Vente de créances clients 7.8 Notations du crédit 7.9 Instruments financiers, engagements et passifs éventuels 7.10 Information sur les actions en circulation 7.11 Transactions entre parties liées
8. Questions comptables	8.1 Estimations comptables critiques 8.2 Faits nouveaux concernant les méthodes comptables
9. Mise à jour des hypothèses	
10. Risques et gestion des risques	10.1 Questions de réglementation
11. Définitions et rapprochements	11.1 Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières 11.2 Indicateurs opérationnels

1. Introduction

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du présent rapport de gestion.

1.1 Préparation du rapport de gestion

Les rubriques qui suivent constituent une analyse de la situation financière et de la performance financière consolidées de TELUS pour le trimestre clos le 31 mars 2016, qui doit être lue conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés de TELUS au 31 mars 2016 (les « états financiers consolidés intermédiaires »). Les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») que nous utilisons sont les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). Nos états financiers consolidés intermédiaires sont conformes aux IFRS de l'IASB et aux PCGR du Canada, et ils ont été préparés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*. L'utilisation du terme IFRS dans le présent rapport de gestion fait référence à ces normes. Dans notre analyse, nous utilisons également certaines mesures financières non définies par les PCGR, telles que le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (le « BAIIA »), pour évaluer notre rendement, surveiller le respect des clauses restrictives de nos conventions d'emprunt et gérer notre structure du capital. Ces mesures sont définies clairement et font l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR les plus semblables à la *rubrique 11.1*. Sauf indication contraire, tous les montants sont présentés en dollars canadiens.

Nos contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que toute l'information pertinente est recueillie et présentée en temps opportun à la haute direction, pour que les décisions appropriées concernant les informations à fournir au public puissent être prises. Le présent rapport de gestion et les états financiers consolidés intermédiaires ont été revus par le comité d'audit de TELUS, et notre conseil d'administration a autorisé leur publication le 5 mai 2016.

1.2 Environnement au sein duquel nous exerçons nos activités

Croissance de l'économie

Nous estimons que la croissance de l'économie au Canada s'élèvera à environ 1,4 % en 2016 et à environ 2,0 % en 2017, selon une combinaison d'estimations formulées par des banques canadiennes et d'autres sources. En ce qui concerne les provinces de l'Ouest canadien où nous sommes une entreprise de services locaux titulaire (« ESLT »), nous estimons que la croissance de l'économie s'élèvera à environ 2,5 % en Colombie-Britannique en 2016 et en 2017, et que la croissance (la contraction) de l'économie se situera entre (1,0) % et (1,5) % en 2016 et s'élèvera à environ 1,6 % en 2017 en Alberta, en raison en partie de la faiblesse des prix du pétrole. Dans son Rapport sur la politique monétaire d'avril 2016, la Banque du Canada estime que la croissance de l'économie canadienne s'élèvera à 1,7 % en 2016 et à 2,3 % en 2017. Selon l'Enquête sur la population active publiée par Statistique Canada pour le mois de mars 2016, le taux de chômage au pays s'est élevé à 7,1 % (7,1 % en décembre 2015 et 6,8 % en mars 2015).

Faits les plus récents en matière de réglementation

D'importants faits nouveaux en matière de réglementation se sont produits au premier trimestre de 2016. Se reporter à la rubrique 10.1, « Questions de réglementation ».

1.3 Faits saillants – données consolidées

Investissement dans TELUS International (Cda.) Inc. (« TI »)

Après le 31 mars 2016, nous avons conclu un accord avec Baring Private Equity Asia, une société de placement asiatique qui conseille des fonds gérant des actifs d'un montant total supérieur à 13 milliards de dollars (10 milliards de dollars US), afin que cette dernière fasse l'acquisition d'une participation ne donnant pas le contrôle de 35 % dans TI, un fournisseur de services à la clientèle, de services informatiques et de services d'impartition des processus d'affaires à l'échelle mondiale. D'après l'accord, la valeur de TI s'élève à 1,2 milliard de dollars. Grâce à cette collaboration, TI est bien positionnée pour bénéficier de la forte présence de Baring Private Equity Asia sur le marché asiatique et de son expérience à l'échelle mondiale, ainsi que pour tirer parti de son réseau mondial afin d'accroître les activités de TI. Cette transaction nous permettra également d'affecter des capitaux importants aux fins de nos dépenses d'investissement au Canada, notamment aux fins du déploiement de notre réseau à fibres optiques dans un plus grand nombre de collectivités, de la prise en charge de notre réseau mobile évolué et de nos services dans le secteur des soins de santé. Nous conserverons une participation majoritaire et le contrôle de TI, et nous ne nous attendons pas à des changements importants en ce qui a trait au soutien que nous fournissons à TI, y compris les services liés aux installations, au réseau, aux services informatiques, à la valorisation de la marque et au support médiatique. Dans le cadre de la transaction, nous avons également obtenu un financement bancaire supplémentaire de 425 millions de dollars, qui est garanti par les actifs de TI et de ses filiales; ce financement arrivera à échéance en 2021 et il ne confère aucun droit de recours à l'égard de TELUS Corporation. Grâce à cette transaction et à la dette additionnelle liée à TI, nous prévoyons monétiser environ 600 millions de dollars pour TELUS. L'entente est assujettie aux conditions de clôture habituelles.

Programme pluriannuel de croissance du dividende

Le 5 mai 2016, nous avons annoncé que nous avons l'intention d'effectuer des hausses de dividendes semestrielles continues, la hausse annuelle devant se situer de 7 % à 10 % entre 2017 et la fin de 2019, et en conséquence, de proroger à nouveau notre programme initial annoncé en mai 2011, qui avait été prorogé en mai 2013. Nonobstant cet objectif, les décisions concernant les dividendes demeurent assujetties à l'évaluation et à la détermination trimestrielles, par notre conseil d'administration, de notre situation financière et de nos perspectives. Notre indication concernant le ratio de distribution à long terme est de 65 % à 75 % des bénéfices nets, sur une base prospective. Il n'existe aucune certitude que nous maintiendrons un programme de croissance du dividende jusqu'en 2019. Se reporter à la rubrique 4.3, « Situation de trésorerie et sources de financement ».

Programme de rachat d'actions

Le 5 mai 2016, nous avons annoncé que nous avons l'intention de renouveler notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités chaque année pour les trois prochaines années, de manière à permettre le rachat d'actions pour un montant maximal de 250 millions de dollars au cours de chacune de ces années civiles. Nous prévoyons ainsi proroger le programme de rachat d'actions annoncé en mai 2013. Il n'existe aucune certitude que nous exécuterons notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2016, ni que nous renouvelerons ou exécuterons notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités au cours de chacune des trois prochaines années, car les décisions à cet égard se fondent sur l'évaluation et la détermination par notre conseil d'administration, de temps à autre, de notre situation financière et de nos perspectives. Se reporter à la rubrique 4.3, « Situation de trésorerie et sources de financement ».

Faits saillants – données consolidées

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars, sauf indication contraire)	2016	2015	Variation
Comptes consolidés de résultat			
Produits d'exploitation	3 108	3 028	2,6 %
Bénéfice d'exploitation	640	679	(5,7) %
Bénéfice avant impôt	517	562	(8,0) %
Bénéfice net	378	415	(9,1) %
Bénéfice par action (BPA) (en dollars)			
BPA de base	0,64	0,68	(6,8) %
BPA de base ajusté ¹	0,70	0,70	— %
Dilué	0,64	0,68	(6,7) %
Dividendes déclarés par action ordinaire (en dollars)	0,44	0,40	10,0 %
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, de base (en millions)	593	608	(2,5) %
Tableaux consolidés des flux de trésorerie			
Entrées liées aux activités d'exploitation	563	718	(21,6) %
Sorties liées aux activités d'investissement	(660)	(926)	(28,7) %
Dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre) ²	(618)	(635)	(2,7) %
Entrées liées aux activités de financement	352	1 727	(79,6) %
Autres faits saillants			
Nombre de connexions d'abonnés ³ (en milliers)	12 443	12 260	1,5 %
BAIIA ¹	1 140	1 135	0,4 %
Coûts de restructuration et autres coûts compris dans le BAIIA ¹	48	17	182,4 %
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts ¹	1 188	1 152	3,1 %
Marge du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts ⁴ (en %)	38,2	38,0	0,2 pt
Flux de trésorerie disponibles ¹	108	271	(60,1) %
Ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts ¹ (fois)	2,74	2,30	0,44

Abréviations utilisées dans le rapport de gestion : n.s. – non significatif; pts – points de pourcentage

- Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières. Se reporter à la rubrique 11.1.
- Les dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre) comprennent les actifs acquis relativement auxquels aucun paiement n'a encore été effectué; par conséquent, ces dépenses diffèrent des paiements en trésorerie au titre des immobilisations, compte non tenu des licences de spectre, présentés dans les tableaux consolidés intermédiaires des flux de trésorerie.
- Le total du nombre d'appareils d'abonnés actifs aux services mobiles, de lignes résidentielles d'accès au réseau, d'abonnés à Internet haute vitesse et d'abonnés au service TELUS TV (abonnés au service Télé OPTIK^{MC} et abonnés au service TELUS TV Satellite^{MD}) à la fin des périodes respectives, calculé à l'aide de renseignements tirés du système de facturation et d'autres systèmes. Le solde d'ouverture relatif au nombre d'abonnés présenté au 1^{er} janvier 2015 a été ajusté sur une base rétrospective de manière à exclure 1 613 000 lignes d'affaires d'accès au réseau en raison de la pertinence réduite de ces lignes d'affaires en tant qu'indicateur de rendement clé. De plus, par suite d'un examen du nombre d'abonnés, nous avons réduit de 45 000 le solde d'ouverture relatif au nombre d'abonnés aux services mobiles postpayés pour 2016, et nous avons augmenté de 21 000 le solde d'ouverture relatif au nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse pour 2016.
- BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts en pourcentage des produits d'exploitation.

Faits saillants de l'exploitation

- Les **produits d'exploitation consolidés** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 80 millions de dollars au premier trimestre de 2016, résultat qui reflète la croissance d'un exercice à l'autre de 30 millions de dollars, ou 1,8 %, des produits externes du secteur des services mobiles et la croissance de 50 millions de dollars, ou 3,7 %, des produits externes du secteur des services filaires.

Les produits tirés des services de réseau mobile se sont accrus d'un exercice à l'autre de 38 millions de dollars, ou 2,5 %, résultat qui tient à la croissance de 1,2 % du nombre d'abonnés aux services mobiles sur 12 mois et à la croissance de 0,74 \$, ou 1,2 %, des produits mensuels moyens par appareil d'abonné (les « PMAA ») combinés par rapport au premier trimestre de 2015. Les produits tirés de l'équipement mobile ont diminué d'un exercice à l'autre de 8 millions de dollars, ou 6,4 %, en raison de la réduction des ajouts bruts et des volumes de fidélisation, ainsi que de la réduction des ventes découlant des magasins Black's Photography par suite de la fermeture de ces magasins en août 2015, facteurs neutralisés en partie par la plus grande proportion de téléphones intelligents dont le prix est plus élevé vendus. Se reporter à la *rubrique 5.4, « Secteur des services mobiles »*.

Les produits tirés des services et de l'équipement de transmission de données liés aux services filaires ont augmenté d'un exercice à l'autre de 90 millions de dollars, ou 10 %, en raison i) de la croissance des produits tirés des services d'impartition des processus d'affaires; ii) de l'accroissement des produits tirés des services Internet et des services de transmission de données améliorés reflétant la croissance de 6,7 % du nombre d'abonnés sur 12 mois et la hausse des produits d'exploitation par abonné; iii) de l'augmentation des produits tirés du service TELUS TV reflétant la croissance de 8,4 % du nombre d'abonnés sur 12 mois; iv) de la croissance des produits tirés de TELUS Santé. Les autres produits tirés des services et de l'équipement liés aux services filaires se sont accrus d'un exercice à l'autre de 2 millions de dollars, ou 3,6 %, en raison essentiellement de l'augmentation de l'amortissement des honoraires des développeurs qui sont différés. Cette croissance a été neutralisée en partie par la baisse continue de 34 millions de dollars, ou 8,9 %, des produits tirés des services filaires de transmission de la voix existants découlant du remplacement de la technologie et du maintien de pressions concurrentielles, ainsi que par la réduction de 8 millions de dollars, ou 53 %, des autres produits d'exploitation. Se reporter à la *rubrique 5.5, « Secteur des services filaires »*.

- Au 31 mars 2016, le total du **nombre de connexions d'abonnés** s'élevait à 12,4 millions, ce qui représente une hausse de 183 000 du nombre d'abonnés au cours de la période de 12 mois close le 31 mars 2016. Ce résultat reflète une hausse de 1,2 % du nombre d'abonnés aux services mobiles sur 12 mois, une croissance de 8,4 % du nombre d'abonnés au service TELUS TV et une croissance de 6,7 % du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse, résultats neutralisés en partie par la réduction de 6,2 % des lignes résidentielles d'accès au réseau.

Les ajouts nets d'abonnés aux services mobiles postpayés se sont établis à 8 000 au premier trimestre de 2016, en baisse de 29 000 par rapport au premier trimestre de 2015. Ce résultat reflète la baisse des ajouts bruts imputable au ralentissement économique, particulièrement en Alberta, l'intensification de la concurrence, la croissance modérée du taux de pénétration du marché et l'incidence de la hausse des prix des appareils et des forfaits sur la demande des clients, ainsi que la hausse du taux de désabonnement des abonnés aux services postpayés. Le taux de désabonnement mensuel des abonnés aux services postpayés s'est établi à 0,97 % au premier trimestre de 2016, comparativement à 0,91 % au premier trimestre de 2015. Se reporter à la *rubrique 5.4, « Secteur des services mobiles »*, pour de plus amples renseignements.

Les pertes nettes d'abonnés aux services filaires se sont établies à 3 000 au premier trimestre de 2016, par rapport à des ajouts nets de 24 000 à la période correspondante de 2015. Les ajouts nets d'abonnés au service Internet haute vitesse se sont élevés à 12 000 au premier trimestre de 2016, soit une baisse d'un exercice à l'autre de 11 000 qui tient à une intensification de la concurrence ayant entraîné une augmentation du taux de désabonnement et une réduction des mises en service au cours du trimestre, ainsi qu'à l'incidence du ralentissement de l'économie dans le marché d'affaires, facteurs neutralisés en partie par l'élargissement de notre couverture à large bande ainsi que par l'incidence favorable de l'offre continue de services groupés avec Télé OPTIK. Les ajouts nets d'abonnés à TELUS TV se sont établis à 11 000 au premier trimestre de 2016, ce qui reflète une baisse d'un exercice à l'autre de 10 000 en raison de la hausse du taux de désabonnement, de la réduction des mises en service brutes et de la diminution du nombre d'abonnés aux services de télévision par satellite, l'incidence de la plus lente croissance des services de télévision payés et l'intensification de la concurrence, y compris celle liée aux services par contournement, ayant été neutralisées en partie par l'élargissement de notre couverture à large bande et par l'accroissement des vitesses liées aux services à large bande. Les pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau se sont établies à 26 000 au premier trimestre de 2016, par rapport à 20 000 en 2015, résultat qui reflète la tendance continue au chapitre du remplacement de la technologie en faveur des services mobiles et des services Internet, ainsi que l'intensification de la concurrence. Se reporter à la *rubrique 5.5, « Secteur des services filaires »*, pour de plus amples renseignements.

- Le **BAIIA** consolidé a augmenté d'un exercice à l'autre de 5 millions de dollars au premier trimestre de 2016, résultat qui reflète la croissance des produits tirés des services de réseau mobile et des services filaires de transmission de données, l'amélioration des marges liées aux services Internet, aux services d'impartition des

processus d'affaires, aux services de télévision et à TELUS Santé, de même que la mise en œuvre de nos initiatives d'efficacité opérationnelle. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts de restructuration et autres coûts, par l'augmentation des frais de fidélisation des abonnés des services mobiles et par la baisse continue des produits tirés des services filaires de transmission de la voix existants. Le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts a augmenté d'un exercice à l'autre de 36 millions de dollars au premier trimestre de 2016. Se reporter à la *rubrique 5.4, « Secteur des services mobiles »*, et à la *rubrique 5.5, « Secteur des services filaires »*, pour de plus amples renseignements.

- Le **bénéfice d'exploitation** a diminué d'un exercice à l'autre de 39 millions de dollars au premier trimestre de 2016. La diminution reflète l'augmentation du BAIIA dont il est fait mention ci-dessus, laquelle a été largement neutralisée par la hausse du total de la dotation aux amortissements tenant à la croissance des immobilisations et à l'incidence de notre programme continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs.
- Le **bénéfice avant impôt** a diminué d'un exercice à l'autre de 45 millions de dollars au premier trimestre de 2016, résultat qui reflète la réduction du bénéfice d'exploitation et la hausse des coûts de financement. La hausse des coûts de financement découle de l'augmentation des charges d'intérêts tenant à l'accroissement du solde moyen de la dette à long terme et de l'augmentation des pertes de change, facteurs neutralisés en partie par la hausse des intérêts sur la dette à long terme capitalisés et par la diminution du coût moyen pondéré de la dette à long terme.
- L'**impôt sur le résultat** a diminué d'un exercice à l'autre de 8 millions de dollars, ou 5,4 %, au premier trimestre de 2016, en raison de la diminution du bénéfice avant impôt dont il est fait mention ci-dessus (se reporter à la *rubrique 5.3, « Résultats d'exploitation consolidés »*).
- Le **bénéfice net** a diminué d'un exercice à l'autre de 37 millions de dollars au premier trimestre de 2016, résultat qui reflète la hausse de la dotation aux amortissements et l'augmentation des coûts de financement, facteurs neutralisés en partie par la croissance du BAIIA et par la diminution de la charge d'impôt.
- Le **bénéfice par action (BPA de base)** a diminué d'un exercice à l'autre de 0,04 \$ au premier trimestre de 2016. Une tranche d'environ 0,02 \$, d'un exercice à l'autre, du BPA de base tient à la réduction du nombre d'actions en circulation découlant de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, déduction faite de l'exercice d'options d'achat. En excluant l'incidence des coûts de restructuration et autres coûts, le BPA de base est demeuré inchangé d'un exercice à l'autre au premier trimestre de 2016.

Analyse du BPA de base

Trimestres clos les 31 mars (en dollars)	2016	2015	Variation
BPA de base	0,64	0,68	(0,04)
Ajouter (déduire) :			
Coûts de restructuration et autres coûts après impôt, par action	0,06	0,02	0,04
BPA de base ajusté	0,70	0,70	—

- Les **dividendes déclarés par action ordinaire** ont totalisé 0,44 \$ au premier trimestre de 2016, en hausse de 10 % par rapport au premier trimestre de 2015, ce qui est conforme à notre programme pluriannuel de croissance du dividende décrit à la *rubrique 4.3*. Le 4 mai 2016, le conseil a déclaré un dividende pour le deuxième trimestre de 0,46 \$ par action sur les actions ordinaires émises et en circulation, payable le 4 juillet 2016 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 10 juin 2016. Le dividende déclaré pour le deuxième trimestre reflète une hausse cumulative de 0,04 \$ par action, ou 9,5 %, par rapport au dividende par action de 0,42 \$ déclaré à l'exercice précédent.

Faits saillants – situation de trésorerie et sources de financement

- Le **ratio de la dette nette par rapport au BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts** au 31 mars 2016 était de 2,74 fois, en hausse par rapport à 2,30 fois au 31 mars 2015, l'augmentation de la dette nette découlant principalement de l'acquisition de licences de spectre ayant été neutralisée en partie seulement par la croissance du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts (se reporter à la *rubrique 4.3, « Situation de trésorerie et sources de financement »*, et à la *rubrique 7.5, « Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement »*).
- Les **entrées liées aux activités d'exploitation** ont diminué d'un exercice à l'autre de 155 millions de dollars au premier trimestre de 2016. La diminution reflète principalement la hausse des paiements d'impôt sur le résultat et l'augmentation des intérêts payés, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation du BAIIA consolidé et par la réduction des paiements au titre de la rémunération fondée sur des actions.

- Les **sorties liées aux activités d'investissement** ont diminué d'un exercice à l'autre de 266 millions de dollars au premier trimestre de 2016, en raison essentiellement du dépôt en mars 2015 au titre des licences de spectre acquises dans le cadre des enchères portant sur le spectre des SSFE-3 tenues au premier trimestre de 2015. Les **dépenses d'investissement excluant les licences de spectre** ont diminué d'un exercice à l'autre de 17 millions de dollars au premier trimestre de 2016, en raison principalement de la réduction des dépenses au titre du déploiement du spectre, facteur neutralisé en partie par nos investissements continus dans l'infrastructure à large bande, y compris le branchement direct de plus de foyers et d'entreprises à notre réseau à fibres optiques.
- Les **entrées liées aux activités de financement** ont diminué d'un exercice à l'autre de 1,38 milliard de dollars au premier trimestre de 2016, en raison principalement de l'émission, en mars 2015, de titres de créance de 1,75 milliard de dollars sous forme de billets de premier rang non garantis, facteur neutralisé en partie par l'augmentation des émissions de papier commercial au premier trimestre de 2016 (se reporter à la rubrique 7.4, « Entrées liées aux activités de financement »).
- Les **flux de trésorerie disponibles** se sont établis à 108 millions de dollars au premier trimestre de 2016, soit une baisse d'un exercice à l'autre de 163 millions de dollars qui reflète la hausse des paiements d'impôt sur le résultat, l'augmentation des intérêts payés et la hausse des décaissements au titre de la restructuration, facteurs neutralisés en partie par la diminution des paiements au titre de la rémunération fondée sur des actions.

2. Activités principales et stratégie

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du présent rapport de gestion.

Nos activités principales sont décrites dans notre rapport de gestion annuel 2015. Nous présentons ci-après une mise à jour de nos activités en fonction de nos impératifs stratégiques.

Cibler inlassablement les marchés en croissance des services de transmission de données, IP et mobile

Les produits tirés des services mobiles externes et des services filaires de transmission de données ont totalisé 2,7 milliards de dollars au premier trimestre de 2016, soit une hausse de 120 millions de dollars, ou 4,7 %, par rapport à la période correspondante de 2015. Les produits tirés des services filaires de transmission de la voix et autres produits ainsi que les autres produits d'exploitation du secteur des services filaires ont totalisé 413 millions de dollars au premier trimestre de 2016, soit une baisse de 40 millions de dollars, ou 8,8 %, par rapport à la période correspondante de 2015. Ensemble, les produits tirés des services mobiles et des services filaires de transmission de données représentent 87 % des produits consolidés de TELUS pour le premier trimestre de 2016, par rapport à 85 % pour la période correspondante de 2015.

Offrir des solutions intégrées qui démarquent TELUS de ses concurrents

Le 1^{er} mars 2016, nous avons lancé de nouveaux forfaits Écono de base pour Télé OPTIK et les services de télévision par satellite, afin d'offrir un autre choix aux abonnés désirant des services de base comportant un moins grand nombre de chaînes. Ces nouveaux forfaits, tout comme les petits groupes thématiques que nous offrons à l'heure actuelle, sont conformes à l'objectif du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (le « CRTC »), et visent à offrir un plus grand choix aux abonnés à nos services de télévision et à donner aux téléspectateurs canadiens une plus grande liberté afin qu'ils puissent s'abonner aux chaînes qu'ils désirent vraiment regarder. Même avant le début des consultations du CRTC visant à modifier le cadre réglementaire des services de télévision amorcées en 2014, nous avons commencé à axer nos efforts sur la prestation de services de télévision qui reflètent plus étroitement la demande des clients, plutôt que d'offrir des forfaits de programmation plus vaste à tarif global plus élevé.

Se doter de moyens nationaux pour les services de données, IP, de voix et mobile

En mai 2016, nous avons conclu un accord de rationalisation et de cession de licences de spectre avec Xplornet Communications Inc., un fournisseur canadien de services Internet à large bande. Dans le cadre de cet accord, nous avons transféré des licences de spectre destinées à l'accès fixe sans fil dans la bande de fréquence de 3 500 MHz dans les régions secondaires et tertiaires, ainsi qu'une contrepartie monétaire, en échange des licences de spectre dans la bande de fréquence de 2 300 MHz de Xplornet dans des régions similaires. La demande connexe de transfert des licences de spectre a été approuvée par le ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique du Canada le 21 avril 2016. Cet échange de spectre donnera aux

Canadiens un meilleur accès au service sans fil à large bande mobile et fixe, puisque chaque partie à la transaction peut utiliser ces licences plus efficacement dans ses réseaux. Le spectre dans la bande de fréquence de 2 300 MHz est associé à un solide écosystème d'infrastructures et d'appareils réseau; il complétera le spectre dans la bande de fréquence de 2 300 MHz que détient TELUS à Montréal, à Québec et dans des marchés clés de l'Ouest canadien, et nous donnera accès au spectre dans cette bande dans presque tous les marchés.

Créer des partenariats et procéder à des acquisitions et à des désinvestissements pour accélérer la mise en œuvre de notre stratégie et concentrer nos ressources sur nos activités de base

En février 2016, nous avons conclu un accord avec Microsoft et Avanade, un fournisseur mondial de premier plan de solutions de commerce numérique et de services technologiques innovateurs au sein de l'écosystème de Microsoft, en vue d'offrir Skype Entreprise. Optimisé par TELUS, le service Skype Entreprise propose une gamme complète d'outils de communication et de collaboration pour la grande entreprise, notamment des appels vocaux et vidéo, la messagerie instantanée et les réunions en ligne. Ce service est offert sous forme d'une solution en nuage privée entièrement gérée à partir de notre réseau de centres de données Internet intelligents situés partout au Canada, et accessible au moyen d'une interface unique sur pratiquement tout type d'appareil.

En mars 2016, le Conseil du bâtiment durable du Canada a accordé à la tour de bureaux Jardin TELUS^{MC} la certification LEED (d'après l'anglais *Leadership in Energy and Environmental Design*) platine. Cette certification, qui constitue la plus haute certification LEED qu'un bâtiment peut recevoir, renforce notre engagement à l'égard de l'innovation technologique et de la gérance environnementale. Ouvert en partenariat avec Westbank Projects Corp., le complexe Jardin TELUS, dont la superficie totalise un million de pieds carrés, comprend des locaux pour bureaux de 450 000 pieds carrés, des locaux pour commerce de détail de 65 000 pieds carrés et une tour d'habitation en cours de construction, qui sera conforme à la norme LEED or.

Après le 31 mars 2016, nous avons conclu un accord avec Baring Private Equity Asia, une société de placement asiatique qui conseille des fonds gérant des actifs d'un montant total supérieur à 13 milliards de dollars (10 milliards de dollars US), afin que cette dernière fasse l'acquisition d'une participation ne donnant pas le contrôle de 35 % dans TELUS International (Cda.) Inc. (« TI »), un fournisseur de services à la clientèle, de services informatiques et de services d'impartition des processus d'affaires à l'échelle mondiale. D'après l'accord, la valeur de TI s'élève à 1,2 milliard de dollars. Grâce à cette collaboration, TI est bien positionnée pour bénéficier de la forte présence de Baring Private Equity Asia sur le marché asiatique et de son expérience à l'échelle mondiale, ainsi que pour tirer parti de son réseau mondial afin d'accroître les activités de TI. Cette transaction nous permettra également d'affecter des capitaux importants aux fins de nos dépenses d'investissement au Canada, notamment aux fins du déploiement de notre réseau à fibres optiques dans un plus grand nombre de collectivités, de la prise en charge de notre réseau mobile évolué et de nos services dans le secteur des soins de santé. Nous conserverons une participation majoritaire et le contrôle de TI, et nous ne nous attendons pas à des changements importants en ce qui a trait au soutien que nous fournissons à TI, y compris les services liés aux installations, au réseau, aux services informatiques, à la valorisation de la marque et au support médiatique. Dans le cadre de la transaction, nous avons également obtenu un financement bancaire supplémentaire de 425 millions de dollars, qui est garanti par les actifs de TI et de ses filiales; ce financement arrivera à échéance en 2021 et il ne confère aucun droit de recours à l'égard de TELUS Corporation. Grâce à cette transaction et à la dette additionnelle liée à TI, nous prévoyons monétiser environ 600 millions de dollars pour TELUS. L'entente est assujettie aux conditions de clôture habituelles.

Pénétrer le marché comme une seule et même équipe, sous une seule marque et en mettant en œuvre une stratégie unique

Notre grande priorité est d'accorder la priorité aux clients alors que nous nous efforçons d'offrir constamment une expérience client exceptionnelle et de devenir la société la plus recommandée dans les marchés où nous offrons des services. En mars 2016, le bureau du Commissaire aux plaintes relatives aux services de télécommunications (le « CPRST ») a publié son rapport semestriel et, une fois de plus, TELUS a fait l'objet du nombre de plaintes le moins élevé parmi les entreprises de télécommunications nationales, et Koodo a reçu le nombre de plaintes le moins élevé en ce qui a trait aux marques dérivées des entreprises titulaires. Les plaintes présentées relativement à TELUS, à Koodo et à Public Mobile ont représenté 6,8 %, 2,3 % et 0,6 %, respectivement, du total des plaintes présentées au CPRST par les clients, soit 9,7 % du total des plaintes présentées, tandis que notre part du marché des abonnés aux services mobiles au Canada s'élève à environ 28,5 %.

3. Priorités de la société pour 2016

Les priorités de la société pour 2016 sont présentées dans notre rapport de gestion annuel 2015.

4. Capacités

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du présent rapport de gestion.

4.1 Principaux marchés et concurrents

Pour une analyse complète de nos principaux marchés, de même qu'un aperçu de la concurrence, se reporter à la *rubrique 4.1* de notre rapport de gestion annuel 2015. Le 1^{er} mars 2016, Shaw Communications Inc., un câblodistributeur situé dans l'Ouest canadien, a annoncé la conclusion de l'acquisition de Wind Mobile Corp, pour 1,6 milliard de dollars. Par suite de cette acquisition, Shaw est devenue le quatrième fournisseur de services mobiles en Colombie-Britannique, en Alberta et en Ontario. L'acquisition donne également à Shaw l'occasion de développer un réseau mobile et filaire convergent en Colombie-Britannique et en Alberta.

Le 2 mai 2016, BCE Inc. a annoncé qu'elle avait conclu une entente définitive visant l'acquisition de la totalité des actions ordinaires émises et en circulation de Manitoba Telecom Services Inc. (« MTS ») pour un montant d'environ 3,1 milliards de dollars, ainsi que la prise en charge de l'encours de la dette nette d'environ 0,8 milliard de dollars. L'entente est assujettie aux conditions de clôture habituelles, y compris aux approbations requises auprès de la Cour, des actionnaires et des organismes de réglementation, et elle devrait être conclue à la fin de 2016 ou au début de 2017. En outre, nous avons annoncé une entente de principe avec BCE Inc. en vertu de laquelle nous ferons l'acquisition d'environ un tiers des abonnés des services mobiles postpayés de MTS et nous nous verrons attribuer un tiers des magasins de MTS au Manitoba, sous réserve de la conclusion de l'acquisition de MTS par BCE Inc.

4.2 Ressources opérationnelles

Pour une analyse de nos ressources opérationnelles, se reporter à la *rubrique 4.2* de notre rapport de gestion annuel 2015. L'analyse présentée ci-après reflète les changements survenus depuis le dépôt de notre rapport de gestion annuel 2015.

Secteur des services mobiles

Au premier trimestre de 2016, nous avons continué d'occuper une place dominante au chapitre des taux de désabonnement à l'échelle nationale. Le taux de désabonnement mensuel des abonnés des services postpayés s'est établi à 0,97 % au premier trimestre de 2016, ce qui constitue le dixième des onze derniers trimestres au cours desquels notre taux de désabonnement des abonnés des services postpayés est en deçà de 1 %, malgré l'intensification des pressions concurrentielles découlant des contrats d'une durée de deux ans et de trois ans qui ont commencé à arriver à échéance simultanément à compter de juin 2015. Le taux de désabonnement combiné s'est établi à 1,26 % au premier trimestre de 2016, soit le plus faible taux de désabonnement enregistré pour un premier trimestre depuis que nous sommes devenus une entreprise de télécommunications nationale il y a 16 ans. Cela constitue un autre exemple du succès découlant de la culture qui nous démarque et qui vise à accorder la priorité aux clients ainsi que de l'attention que nous continuons de porter à la prestation d'un service à la clientèle exceptionnel, conjuguées aux nouveaux produits et services attrayants que nous offrons et à nos programmes de fidélisation.

Au cours du premier trimestre de 2016, nous avons poursuivi le déploiement du spectre pour les services sans fil dans les bandes de fréquence de 700 MHz et de 2 500 MHz acquises dans le cadre des enchères visant le spectre pour les services sans fil tenues par le ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique du Canada, et nous avons commencé à exploiter ce spectre de manière à ce que nos abonnés puissent en bénéficier. Depuis le milieu de 2013, nous avons investi plus de 3,6 milliards de dollars pour acquérir des licences de spectre pour les services sans fil dans le cadre des enchères tenues et d'autres transactions, et nous avons ainsi plus que doublé le spectre que nous détenons à l'échelle nationale afin de soutenir notre objectif visant à accorder la priorité aux clients. La consommation de données mobiles augmente rapidement, et nous avons en conséquence effectué des investissements afin d'accroître la capacité de notre réseau pour prendre en charge la plus importante consommation de données et la croissance du nombre d'abonnés aux services mobiles.

Au 31 mars 2016, notre réseau 4G LTE couvrait près de 97 % de la population canadienne, soit une augmentation par rapport à 92 % de la population que ce réseau rejoignait au 31 mars 2015. De plus, nous continuons d'investir dans le lancement de notre réseau fondé sur les technologies LTE évoluées, qui couvrait près de 50 % de la population canadienne au 31 mars 2016. À l'extérieur des zones de couverture du réseau LTE et du réseau LTE évolué, les appareils fondés sur la technologie LTE que nous offrons fonctionnent également sur notre réseau HSPA+, qui couvrait 99 % de la population canadienne au 31 mars 2016.

Secteur des services filaires

Nous continuons d'investir dans les collectivités urbaines et rurales et nous nous engageons à fournir des capacités en matière de réseau à large bande au plus grand nombre possible de Canadiens. Nous avons accru le déploiement de la fibre optique en branchant directement plus de foyers et d'entreprises aux installations à fibres optiques. Nous analysons nos investissements dans la fibre optique en fonction de chaque collectivité, afin de nous assurer que chaque projet générera un rendement économique approprié. Au cours de 2015 et en 2016, nous avons annoncé des investissements totalisant des milliards de dollars aux fins du déploiement de notre réseau à fibres optiques dans diverses villes de la Colombie-Britannique, de l'Alberta et de l'est du Québec. En outre, nous avons accru les vitesses du service Internet à large bande, nous avons élargi notre bibliothèque de vidéos sur demande offertes dans le cadre des services TV^{MD} ainsi que le contenu haute définition, et nous avons amélioré la commercialisation des produits et services groupés de transmission de données. Nous avons par ailleurs continué d'investir dans nos centres de données Internet de pointe et créé une infrastructure informatique évoluée et diversifiée dans les régions au Canada.

Au 31 mars 2016, notre réseau à large bande haute vitesse couvrait environ 2,9 millions de foyers et d'entreprises en Colombie-Britannique, en Alberta et dans l'est du Québec, y compris environ 0,75 million de foyers et d'entreprises couverts par nos installations à fibres optiques, qui fournissent à ceux-ci un accès immédiat à notre réseau gigabit à fibres optiques.

4.3 Situation de trésorerie et sources de financement

Politiques financières liées à la structure du capital

Nous gérons le capital dans le but de maintenir une structure du capital souple qui optimise le coût et la disponibilité du capital en fonction d'un risque acceptable.

Dans notre définition du capital et aux fins de la gestion du capital, nous incluons les actions ordinaires (excluant le cumul des autres éléments du résultat global), la dette à long terme (y compris les facilités de crédit à long terme, le papier commercial adossé aux facilités de crédit à long terme et tous les actifs ou passifs de couverture connexes, déduction faite des montants inscrits dans le cumul des autres éléments du résultat global), la trésorerie et les placements temporaires, ainsi que les créances clients titrisées.

Nous gérons notre structure du capital et ajustons celle-ci en fonction des variations de la conjoncture et des risques liés à notre infrastructure de télécommunications. Afin de maintenir ou d'ajuster notre structure du capital, nous pouvons ajuster le montant des dividendes versés aux détenteurs d'actions ordinaires, pouvons racheter des actions à des fins d'annulation dans le cadre de nos offres de rachat dans le cours normal des activités, pouvons émettre de nouvelles actions, pouvons émettre de nouveaux titres de créance, pouvons émettre de nouveaux titres de créance afin de remplacer une dette existante dotée de caractéristiques différentes, ou pouvons accroître ou réduire le montant des créances clients vendues à une fiducie de titrisation sans lien de dépendance.

Nous surveillons le capital au moyen de diverses mesures, notamment le ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts, ainsi que les ratios de distribution. Se reporter aux définitions, à la rubrique 11.1.

Plan financier et plan de gestion de la structure du capital

Compte rendu – Plan financier et plan de gestion de la structure du capital

Payer des dividendes aux détenteurs d'actions ordinaires en vertu de notre programme pluriannuel de croissance du dividende

- En mai 2013, nous avons annoncé que nous comptons effectuer des hausses de dividendes semestrielles continues, la hausse annuelle devant se situer aux alentours de 10 % jusqu'à la fin de 2016, prolongeant par le fait même la politique annoncée en mai 2011. De plus, le 5 mai 2016, nous avons annoncé que nous comptons procéder à des hausses semestrielles des dividendes, les hausses annuelles s'élevant de 7 % à 10 % entre 2017 et la fin de 2019. Nonobstant cet objectif, les décisions touchant les dividendes continueront d'être assujetties à l'évaluation du conseil ainsi qu'à la détermination de notre situation financière et de nos perspectives sur une base trimestrielle. Notre indication concernant le ratio de distribution à long terme est de 65 % à 75 % des bénéfices nets sur une base prospective. Il n'existe aucune certitude que nous maintiendrons un programme de croissance du dividende jusqu'en 2019. Se reporter à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs – La capacité de maintenir notre programme de croissance du dividende par année jusqu'en 2019*.
- Le 4 mai 2016, un dividende pour le deuxième trimestre de 0,46 \$ par action a été déclaré sur les actions ordinaires émises et en circulation; ce dividende est payable le 4 juillet 2016 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 10 juin 2016. Le dividende déclaré pour le deuxième trimestre de 2016 reflète une hausse cumulative de 0,04 \$ par action, ou 9,5 %, par rapport au dividende de 0,42 \$ par action versé en juillet 2015.

Compte rendu – Plan financier et plan de gestion de la structure du capital

Racheter des actions ordinaires aux fins d'annulation dans le cadre de nos programmes pluriannuels de rachat d'actions

- Le 11 septembre 2015, nous avons reçu l'approbation de la Bourse de Toronto (la « TSX ») visant une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités (l'« offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2016 »), aux fins du rachat et de l'annulation d'un nombre maximal de 16 millions de nos actions ordinaires d'une valeur maximale de 500 millions de dollars, sur une période de 12 mois débutant le 15 septembre 2015. Ce nombre d'actions représente le rachat et l'annulation d'une tranche maximale de 2,7 % des actions ordinaires de TELUS en circulation avant le début de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2016. Ces rachats sont effectués par l'intermédiaire de la TSX, de la New York Stock Exchange (la « NYSE ») ou d'autres types de plateformes de négociation, ou autrement, dans la mesure permise par les lois et règlements sur les valeurs mobilières applicables. Les actions ordinaires seront rachetées seulement au moment souhaité et si nous le jugeons souhaitable. Au 30 avril 2016, nous avons racheté environ 7,7 millions d'actions ordinaires à des fins d'annulation pour 300 millions de dollars en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2016, au prix moyen de 39,07 \$ par action.
- Nous avons également mis en place un programme de rachat d'actions automatique avec un courtier, qui nous permet de racheter nos actions ordinaires en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités à des moments auxquels nous ne serions pas autorisés à négocier nos actions pendant les périodes internes d'interdiction de transiger, y compris les périodes trimestrielles prévues à cet effet. Les rachats seront déterminés par le courtier à sa seule discrétion, selon les paramètres que nous avons établis avant toute période d'interdiction de transiger, conformément aux règles de la TSX et aux lois sur les valeurs mobilières applicables. Le programme de rachat d'actions automatique a été approuvé par la TSX et exécuté le 1^{er} octobre 2015; il pourrait être exécuté de temps à autre par la suite. Tous les autres rachats d'actions en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2016 seront effectués au gré de la société.
- L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2016 constitue la dernière offre dans le cadre de notre programme de rachat d'actions d'une durée de trois ans annoncée en mai 2013. Le 5 mai 2016, nous avons annoncé que nous avons l'intention de renouveler notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités chaque année pour les trois prochaines années, de manière à permettre le rachat d'actions pour un montant maximal de 250 millions de dollars au cours de chacune de ces années civiles. Il n'existe aucune certitude que nous exécuterons notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2016, ni que nous renouvelerons ou exécuterons notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités au cours de chacune des trois prochaines années, car les décisions à cet égard se fondent sur l'évaluation et la détermination par notre conseil d'administration, de temps à autre, de notre situation financière et de nos perspectives. Se reporter à « *La capacité de maintenir et d'exécuter le programme pluriannuel de rachat d'actions jusqu'en 2019* », à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs*.

Utiliser le produit des créances clients titrisées (emprunts à court terme), les facilités bancaires, le papier commercial et la trésorerie conservée au moyen du réinvestissement des dividendes, au besoin, pour compléter les flux de trésorerie disponibles et combler les autres besoins de trésorerie

- Le papier commercial émis et en cours s'élevait à 891 millions de dollars au 31 mars 2016 et était intégralement libellé en dollars américains (686 millions de dollars US), par rapport à 256 millions de dollars au 31 décembre 2015 et à 519 millions de dollars au 31 mars 2015.
- Le produit des créances clients titrisées s'élevait à 100 millions de dollars au 31 mars 2016 (100 millions de dollars au 31 mars et au 31 décembre 2015).

Maintenir la conformité aux objectifs financiers

Nous respectons deux de nos quatre objectifs :

- Maintenir des notations du crédit de première qualité de BBB+ ou des notations équivalentes – Au 5 mai 2016, les notations du crédit de première qualité attribuées par les quatre agences de notation qui couvrent TELUS se situaient dans la fourchette visée.
- Ratio de la dette nette par rapport au BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts de 2,00 à 2,50 fois – Au 31 mars 2016, ce ratio sortait de la fourchette en raison principalement du financement des licences de spectre acquises dans le cadre des enchères concernant le spectre pour les services sans fil tenues par le ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique en 2014 et en 2015. Nous nous efforcerons de faire en sorte que ce ratio revienne dans la fourchette cible à moyen terme, car nous sommes d'avis que cette fourchette s'aligne sur notre stratégie à long terme. Se reporter à la *rubrique 7.5, « Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement »*.
- Ratio de distribution de 65 % à 75 % des bénéfices nets sur une base prospective – Le ratio de distribution présenté constitue une mesure historique fondée sur les dividendes déclarés et le bénéfice par action des quatre derniers trimestres, et est présenté à titre indicatif dans le cadre de l'évaluation de notre indication visée. Au 31 mars 2016, ce ratio historique sortait de la fourchette visée, en raison principalement de la hausse des coûts de restructuration et autres coûts tenant en partie à la réduction de 1 500 postes (équivalents temps plein) annoncée en novembre 2015. Se reporter à la *rubrique 7.5, « Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement »*.
- Maintenir des liquidités inutilisées d'au moins 1 milliard de dollars – Au 31 mars 2016, les liquidités inutilisées s'élevaient à plus de 1 milliard de dollars. Se reporter à la *rubrique 7.6, « Facilités de crédit »*.

4.4 Changements au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu aucun changement au contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

5. Analyse des résultats d'exploitation

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du présent rapport de gestion.

5.1 Généralités

Nos secteurs opérationnels constituant des secteurs à présenter sont les services mobiles et les services filaires. L'information sectorielle présentée à la *note 5* des états financiers consolidés intermédiaires est régulièrement communiquée à notre chef de la direction (le principal décideur opérationnel).

5.2 Sommaire des résultats trimestriels consolidés et des tendances

Sommaire des résultats trimestriels

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	T1 2016	T4 2015	T3 2015	T2 2015	T1 2015	T4 2014	T3 2014	T2 2014
Produits d'exploitation	3 108	3 217	3 155	3 102	3 028	3 128	3 028	2 951
Charges d'exploitation								
Achat de biens et services ¹	1 300	1 482	1 394	1 372	1 284	1 476	1 333	1 268
Charge au titre des avantages du personnel ¹	668	757	693	649	609	651	630	610
Dotations aux amortissements	500	518	471	464	456	468	459	444
Total des charges d'exploitation	2 468	2 757	2 558	2 485	2 349	2 595	2 422	2 322
Bénéfice d'exploitation	640	460	597	617	679	533	606	629
Coûts de financement	123	114	106	110	117	115	124	115
Bénéfice avant impôt	517	346	491	507	562	418	482	514
Charge d'impôt sur le résultat	139	85	126	166	147	106	127	133
Bénéfice net et bénéfice net attribuable aux actions ordinaires	378	261	365	341	415	312	355	381
Bénéfice net par action ordinaire :								
Bénéfice par action de base (BPA de base)	0,64	0,44	0,61	0,56	0,68	0,51	0,58	0,62
BPA de base ajusté ²	0,70	0,54	0,66	0,66	0,70	0,53	0,64	0,63
Dilué	0,64	0,44	0,61	0,56	0,68	0,51	0,58	0,62
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,44	0,44	0,42	0,42	0,40	0,40	0,38	0,38
Information supplémentaire :								
BAIIA ²	1 140	978	1 068	1 081	1 135	1 001	1 065	1 073
Coûts de restructuration et autres coûts compris dans le BAIIA ²	48	99	51	59	17	26	30	11
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts ²	1 188	1 077	1 119	1 140	1 152	1 027	1 095	1 084
Entrées liées aux activités d'exploitation	563	863	1 018	943	718	917	1 037	855
Flux de trésorerie disponibles ²	108	197	310	300	271	337	219	210

1. L'achat de biens et services et la charge au titre des avantages du personnel comprennent les coûts de restructuration et autres coûts.

2. Se reporter à la rubrique 11.1, « Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières ».

Tendances

La tendance observée au chapitre des produits consolidés continue de refléter l'augmentation d'un exercice à l'autre i) des produits tirés du réseau mobile, en raison de la croissance, quoique plus modérée, du nombre d'abonnés tenant à l'incidence du ralentissement économique, particulièrement en Alberta, du ralentissement de la croissance du taux de pénétration du marché des services postpayés mobiles, de l'intensification de la concurrence et de la hausse des prix des appareils et des forfaits, ainsi que de l'augmentation, quoique plus modérée, des produits moyens par appareil d'abonné (les « PMAA ») mensuels découlant de la plus grande proportion des forfaits de deux ans de nos abonnés assortis de tarifs plus élevés, d'une composition plus favorable des abonnés des services postpayés et de la hausse de l'utilisation des données; ii) des produits tirés de l'équipement mobile qui se sont de façon générale accrus en raison de la préférence des clients à l'égard des téléphones intelligents ayant une plus grande valeur et de l'accroissement des volumes de fidélisation, particulièrement en 2015 en raison des contrats d'une durée de deux ans et de trois ans ayant commencé à

arriver à échéance simultanément, facteurs neutralisés en partie par le plus grand nombre de clients dont les contrats sont arrivés à échéance qui ont retardé le renouvellement de leur contrat partiellement en raison de l'augmentation des coûts des appareils et des forfaits; iii) de la croissance des produits tirés des services filaires de transmission de données stimulés par l'impartition des processus d'affaires, par le service Internet, par les services de transmission de données améliorés, et par les services TELUS TV et TELUS Santé. Cette croissance a été neutralisée en partie par la diminution continue des produits tirés des services mobiles et filaires de transmission de la voix.

La tendance au chapitre de la croissance des produits tirés des services mobiles de transmission de données est à la baisse et est touchée par les pressions concurrentielles qui entraînent l'affectation de quantités de données plus importantes aux forfaits, y compris le partage de données et les caractéristiques et forfaits concernant les services de transmission de données en itinérance internationale, les forfaits de messagerie textuelle illimitée, les réactions des abonnés concernant la fréquence accrue des avis d'utilisation de données en temps réel ainsi que le délestage du trafic de données de notre réseau mobile vers les points d'accès Wi-Fi qui sont de plus en plus disponibles. En juillet 2013, les forfaits de deux ans pour les services mobiles que nous avons lancés ont eu une incidence sur les tendances au chapitre de l'acquisition et de la fidélisation des abonnés, ainsi que sur l'utilisation des données, les abonnés ayant optimisé leurs forfaits d'appels et de messagerie textuelle illimitée et leurs forfaits de partage de données. Les PMAA devraient continuer d'augmenter au fil du temps, mais les taux de croissance seront cependant plus faibles, en raison de la croissance continue de l'utilisation des données, et de la variation continue de la composition de notre clientèle en faveur d'abonnés aux services postpayés à valeur plus élevée. Toutefois, le niveau des PMAA dépend fortement de la concurrence, de la conjoncture économique, du comportement des consommateurs, des décisions prises par le gouvernement, ainsi que du choix des appareils et d'autres facteurs. En conséquence, il n'existe aucune certitude que la croissance des PMAA se poursuivra.

Les frais de fidélisation exprimés en pourcentage des produits tirés des services de réseau ont augmenté d'un exercice à l'autre, passant de 12,1 % au premier trimestre de 2015 à 13,5 % au premier trimestre de 2016, en raison principalement de la plus grande proportion de téléphones intelligents dont les coûts de financement sont plus élevés. En raison des contrats d'une durée de deux ans et de trois ans qui ont commencé à arriver à échéance simultanément le 3 juin 2015, nous avons enregistré un volume de renouvellements de contrats plus élevé qu'il ne l'était avant le 3 juin 2015. Nous nous attendons au maintien de cette tendance. Nous nous attendons également à ce que des pressions continuent de s'exercer sur le taux de désabonnement aux services postpayés si l'intensification de la concurrence se poursuit, en raison en partie du plus grand nombre de clients dont le contrat est arrivé à échéance. En conséquence, les résultats d'exploitation du secteur des services mobiles dans le passé et les tendances précédant l'arrivée à échéance simultanée des contrats d'une durée de deux ans et de trois ans pourraient ne pas refléter les résultats et les tendances des périodes futures.

Les ajouts plus élevés d'abonnés des services mobiles, l'augmentation des frais d'acquisition connexes et des ventes d'équipement, de même que la hausse des frais de fidélisation découlant du renouvellement de contrats ont, dans le passé, revêtu un caractère saisonnier important aux troisième et quatrième trimestres. Ces facteurs peuvent habituellement avoir une plus grande incidence lorsque survient le lancement d'appareils populaires. Le BAIIA du secteur des services mobiles affiche habituellement une baisse séquentielle du troisième trimestre au quatrième trimestre, en raison du caractère saisonnier des volumes de mises en service. Cependant, en raison des contrats d'une durée de deux ans et de trois ans qui ont commencé à arriver à échéance simultanément en juin 2015, cette tendance pourrait différer de la tendance antérieure. Les ajouts d'abonnés sont habituellement à leur plus faible niveau au premier trimestre. Dans le passé, les PMAA mensuels tirés des services mobiles ont enregistré des hausses séquentielles aux deuxième et troisième trimestres, en raison de l'utilisation accrue de ces services et du recours aux services d'itinérance au printemps et en été, et des baisses séquentielles saisonnières aux quatrième et premier trimestres. Cette incidence saisonnière sur les PMAA devrait diminuer dans l'avenir, au fur et à mesure que les forfaits voix illimitée au pays deviendront plus prépondérants et que les services utilisés pouvant être facturés et que les montées en flèche des services interurbains deviendront moins prononcés.

La tendance à la hausse au chapitre des produits tirés des services filaires de transmission de données reflète la croissance des services d'impartition des processus d'affaires étayée par la demande des clients dans toutes les régions, la croissance des services Internet haute vitesse et des services de transmission de données améliorés, y compris une hausse de l'utilisation et de l'adoption de services assortis de vitesses plus élevées, l'augmentation continue, quoique plus modérée, du nombre d'abonnés à TELUS TV (en hausse de 8,4 % au cours de la période de 12 mois close le 31 mars 2016), la croissance des solutions TELUS Santé et certaines hausses de tarifs. La croissance des produits tirés des services Internet tient à l'accroissement du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse (croissance de 6,7 % au cours de la période de 12 mois close le 31 mars 2016), ainsi qu'à l'offre de services groupés avec le service Télé OPTIK, à l'élargissement de notre couverture à large bande, au lancement de la facturation fondée sur l'utilisation et à certaines hausses de tarifs. La tendance à la baisse générale des produits tirés des services filaires de transmission de la voix découle de la concurrence exercée par des fournisseurs offrant

des services VoIP (y compris des câblodistributeurs concurrents), des revendeurs et des entreprises propriétaires d'installations, ainsi que du remplacement de la technologie en faveur des services mobiles et des services et applications IP, de l'intensification de la concurrence sur le marché des petites et moyennes entreprises, ainsi que de l'incidence du ralentissement économique et du rajustement connexe des services effectué par les clients.

La tendance au chapitre des charges liées à l'achat de biens et services reflète de façon générale l'augmentation des charges au titre de l'équipement mobile liées aux téléphones intelligents ayant une plus grande valeur vendus, l'accroissement des coûts de restructuration et autres coûts non liés à la main-d'œuvre tenant essentiellement à la rationalisation des biens immobiliers, et l'augmentation des charges du secteur des services mobiles liées au service à la clientèle, aux frais d'administration, à la main-d'œuvre externe et aux canaux de distribution, afin de prendre en charge la croissance, quoique plus modérée, du nombre d'abonnés.

La tendance au chapitre de la charge au titre des avantages du personnel reflète l'augmentation des charges de rémunération et des coûts de restructuration liés à l'effectif, ainsi que l'accroissement du nombre d'employés afin de prendre en charge la croissance des produits tirés de l'impartition des processus d'affaires, facteurs neutralisés en partie par la diminution du nombre d'employés au pays tenant en partie à la réduction du nombre de postes (équivalents temps plein) annoncée en novembre 2015, et par la hausse des coûts liés à la main-d'œuvre inscrits à l'actif qui sont associés à l'accroissement des dépenses d'investissement.

La tendance générale au chapitre de la dotation aux amortissements reflète une augmentation en raison de la croissance des immobilisations afin de prendre en charge l'élargissement de notre infrastructure à large bande et l'élargissement de la couverture du réseau LTE, ainsi que des ajustements découlant de notre programme continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs.

La tendance générale au chapitre des coûts de financement reflète l'augmentation de l'encours de la dette à long terme liée aux investissements importants relatifs aux licences de spectre acquises dans le cadre des enchères visant le spectre pour les services sans fil tenues en 2014 et en 2015. Les coûts de financement comprennent également le montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel qui a diminué en 2016, en raison principalement de la réduction du déficit au titre de ces régimes au 31 décembre 2015, par rapport à l'exercice précédent, facteur qui a été neutralisé en partie par l'augmentation du taux d'actualisation. Par ailleurs, les coûts de financement sont comptabilisés déduction faite des intérêts capitalisés au titre des licences de spectre acquises dans le cadre des enchères visant le spectre pour les services sans fil tenues par le ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique du Canada, ce spectre devant être déployé au sein de notre réseau existant au cours des périodes ultérieures (les intérêts sur la dette à long terme capitalisés s'établissent à 17 millions de dollars au premier trimestre de 2016, par rapport à néant au premier trimestre de 2015 et à 45 millions de dollars au cours de l'exercice 2015). Les coûts de financement pour les huit périodes présentées comprennent divers profits ou pertes de change et des montants variables de produits d'intérêts, y compris des produits d'intérêts de 20 millions de dollars comptabilisés au deuxième trimestre de 2015 découlant du règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs. De plus, les coûts de financement au troisième trimestre de 2014 comprennent la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme d'environ 13 millions de dollars.

La tendance observée au chapitre du bénéfice net reflète les facteurs dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que les ajustements hors trésorerie liés aux variations de l'impôt sur le résultat, et les ajustements comptabilisés dans la période considérée au titre de l'impôt sur le résultat de périodes antérieures, y compris les intérêts connexes après impôt sur les redressements. La tendance au chapitre du BPA de base reflète également l'incidence des rachats d'actions en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

La tendance au chapitre des entrées liées aux activités d'exploitation reflète un BAIIA consolidé relativement inchangé, la hausse des décaissements liés aux coûts de restructuration et autres coûts, l'augmentation des paiements d'impôt sur le résultat en 2016 et la hausse des intérêts payés liés à nos activités de financement. La tendance au chapitre des flux de trésorerie disponibles reflète les facteurs ayant une incidence sur les entrées liées aux activités d'exploitation ainsi que l'accroissement des dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre), mais ne tient pas compte de l'incidence de certaines variations du fonds de roulement, notamment les créances clients et les dettes fournisseurs.

5.3 Résultats d'exploitation consolidés

L'analyse qui suit porte sur notre performance financière consolidée. L'information sectorielle présentée à la *note 5* des états financiers consolidés intermédiaires est régulièrement communiquée à notre chef de la direction (le principal décideur opérationnel). Une analyse du rendement de nos secteurs opérationnels est présentée à la *rubrique 5.4*, « *Secteur des services mobiles* » et à la *rubrique 5.5*, « *Secteur des services filaires* », et une analyse des dépenses d'investissement est présentée à la *rubrique 7.3*, « *Sorties liées aux activités d'investissement* ».

Produits d'exploitation

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2016	2015	Variation
Services	2 924	2 829	3,4 %
Équipement	172	182	(5,5) %
Produits tirés de contrats conclus avec des clients	3 096	3 011	2,8 %
Autres produits d'exploitation	12	17	(29,4) %
	3 108	3 028	2,6 %

- Les **produits tirés des services** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 95 millions de dollars au premier trimestre de 2016. L'augmentation reflète la croissance du nombre d'abonnés aux services mobiles et des PMAA combinés du secteur des services mobiles; la hausse des produits tirés des services d'impartition des processus d'affaires du secteur des services filaires; l'accroissement des produits tirés des services Internet et des services de transmission de données améliorés du secteur des services filaires tenant à la croissance du nombre d'abonnés et à la hausse des produits d'exploitation par client; la croissance des produits tirés des services TELUS TV en raison de l'augmentation continue du nombre d'abonnés; la hausse des produits tirés des services TELUS Santé. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse continue des produits tirés des services filaires et mobiles de transmission de la voix, ainsi que par l'incidence du ralentissement économique, particulièrement en Alberta.
- Les **produits tirés de l'équipement** ont diminué d'un exercice à l'autre de 10 millions de dollars au premier trimestre de 2016, résultat qui reflète une baisse de 8 millions de dollars des produits tirés de l'équipement mobile découlant de la réduction des ajouts bruts et des volumes de fidélisation, ainsi que de la diminution des produits tirés des magasins Black's Photography tenant à la fermeture de ces magasins en août 2015 et de la réduction de 2 millions de dollars des produits tirés de l'équipement filaire, qui est en grande partie imputable à la baisse des activités de vente dans le marché des affaires.
- Les **autres produits d'exploitation** ont diminué d'un exercice à l'autre de 5 millions de dollars au premier trimestre de 2016, en raison principalement de la réduction des montants comptabilisés relativement au compte de report lié à la réglementation sur le plafonnement des prix aux fins de la prestation de services Internet à large bande dans les collectivités rurales et éloignées, ainsi que de l'augmentation de la provision liée aux options de vente position vendeur fournies pour des participations ne donnant pas le contrôle, facteurs neutralisés en partie par les profits à la cession d'immobilisations corporelles excédentaires au premier trimestre de 2016.

Charges d'exploitation

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2016	2015	Variation
Achat de biens et services	1 300	1 284	1,2 %
Charge au titre des avantages du personnel	668	609	9,7 %
Amortissement des immobilisations corporelles	385	347	11,0 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	115	109	5,5 %
	2 468	2 349	5,1 %

- L'**achat de biens et services** a augmenté d'un exercice à l'autre de 16 millions de dollars au premier trimestre de 2016. L'augmentation reflète la hausse des frais de fidélisation des abonnés des services mobiles, qui représentent 13,5 % des produits tirés du réseau mobile (par rapport à 12,1 % au premier trimestre de 2015), ainsi que la hausse des charges du secteur des services mobiles liées au service à la clientèle et aux canaux de distribution, l'augmentation des coûts d'exploitation liés au réseau du secteur des services filaires et l'accroissement des frais de publicité et de promotion, déduction faite de la réduction des frais de transit et de résiliation, de la réduction des provisions pour créances douteuses et de la baisse des coûts de restructuration et autres coûts non liés à la main-d'œuvre.
- La **charge au titre des avantages du personnel** a augmenté d'un exercice à l'autre de 59 millions de dollars au premier trimestre de 2016, en raison principalement de la hausse de 39 millions de dollars des coûts de restructuration liés à la main-d'œuvre imputable en grande partie à la réduction du nombre d'employés équivalents temps plein annoncée en novembre 2015, ainsi que des hausses de la rémunération liées à l'inflation et de la croissance des salaires liée au secteur des services filaires reflétant le plus grand nombre d'employés afin de prendre en charge la croissance des produits tirés des services d'impartition des processus d'affaires. Cette augmentation a été neutralisée en partie par la baisse des coûts au chapitre de la rémunération et des avantages découlant de la réduction du nombre d'employés au pays liée aux initiatives d'efficacité opérationnelle, ainsi que par la diminution des charges au titre des régimes de retraite à prestations définies du personnel et de la rémunération fondée sur des actions.

- L'**amortissement des immobilisations corporelles** a augmenté d'un exercice à l'autre de 38 millions de dollars au premier trimestre de 2016, en raison de la croissance au titre des immobilisations (telles que les actifs liés au réseau à large bande, au réseau LTE mobile et aux services TELUS TV), ainsi que de l'incidence de notre programme continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs.
- L'**amortissement des immobilisations incorporelles** a augmenté d'un exercice à l'autre de 6 millions de dollars au premier trimestre de 2016, résultat qui reflète la croissance des immobilisations incorporelles, facteur neutralisé en partie par les ajustements relatifs à la durée d'utilité des logiciels effectués dans le cadre de notre programme continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs.

Bénéfice d'exploitation

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2016	2015	Variation
	640	679	(5,7) %

Le bénéfice d'exploitation a diminué d'un exercice à l'autre de 39 millions de dollars au premier trimestre de 2016, résultat qui reflète la réduction de 7 millions de dollars du BAIIA du secteur des services filaires en raison de la hausse des coûts de restructuration liés à la main-d'œuvre (se reporter à la *rubrique 5.5*) et l'accroissement de 44 millions de dollars de la dotation aux amortissements dont il est fait mention ci-dessus, facteurs neutralisés en partie par la croissance de 12 millions de dollars du BAIIA du secteur des services mobiles (se reporter à la *rubrique 5.4*). La plus faible croissance d'un exercice à l'autre du BAIIA du secteur des services mobiles est essentiellement attribuable à la hausse des frais de fidélisation et des coûts de restructuration liés à la main-d'œuvre.

Coûts de financement

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2016	2015	Variation
Montant brut des charges d'intérêts	137	117	17,1 %
Intérêts sur la dette à long terme capitalisés	(17)	—	n.s.
Montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel	1	7	(85,7) %
Pertes (profits) de change	2	(7)	128,6 %
	123	117	5,1 %

- Le **montant brut des charges d'intérêts**, en excluant les intérêts sur la dette à long terme capitalisés, a augmenté d'un exercice à l'autre de 20 millions de dollars au premier trimestre de 2016. Cette augmentation tient principalement à l'accroissement du solde moyen de la dette à long terme découlant en grande partie de l'acquisition de licences de spectre, facteur neutralisé en partie par la réduction du taux d'intérêt effectif. En raison de nos activités de financement au cours des 12 derniers mois, le taux d'intérêt moyen pondéré sur la dette à long terme (excluant le papier commercial) s'élevait à 4,32 % au 31 mars 2016, par rapport à 4,42 % à l'exercice précédent. Pour des renseignements supplémentaires, se reporter à « *Émission et remboursement de titres de créance à long terme* », à la *rubrique 7.4*.
- Les **intérêts sur la dette à long terme capitalisés** ont trait à la dette contractée aux fins de l'acquisition de licences de spectre dans le cadre des enchères de spectre tenues par le ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, ce spectre devant être déployé au sein de notre réseau existant au cours des périodes ultérieures. Nous continuerons de capitaliser les intérêts sur la dette à long terme tant que la quasi-totalité des activités nécessaires au déploiement de ce spectre aux fins prévues n'auront pas été menées à terme, c'est-à-dire jusqu'au moment où les sites cellulaires seront prêts à être mis en service.
- Le **montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel** a diminué d'un exercice à l'autre de 6 millions de dollars au premier trimestre de 2016, en raison principalement de la réduction du déficit au titre des régimes à prestations définies au 31 décembre 2015, qui se chiffrait à 53 millions de dollars comparativement à 598 millions de dollars à l'exercice précédent, facteur neutralisé en partie par la hausse du taux d'actualisation.
- Les **pertes (profits) de change** fluctuent d'une période à l'autre, en raison des couvertures de change liées au dollar américain.

Impôt sur le résultat

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars, sauf les taux d'imposition)	2016	2015	Variation
Impôt sur le résultat calculé selon les taux prévus par la loi applicables	137	148	(6,8) %
Réévaluation du passif d'impôt différé pour tenir compte des taux d'imposition prévus par la loi futurs	1	—	n.s.
Autres	1	(1)	200,0 %
Impôt sur le résultat	139	147	(5,4) %
Taux d'imposition prévus par la loi applicables (en %)	26,6	26,3	0,3 pt
Taux d'imposition effectif (en %)	26,9	26,2	0,7 pt

Le total de la charge d'impôt sur le résultat a diminué de 8 millions de dollars au premier trimestre de 2016, par rapport à la période correspondante de 2015, en raison essentiellement d'une réduction du bénéfice avant impôt. Notre taux d'imposition effectif a augmenté pour s'établir à 26,9 % au premier trimestre de 2016, par rapport à 26,2 % à la période correspondante de 2015, ce qui s'explique en grande partie par la hausse du taux d'imposition provincial des sociétés en Alberta et au Nouveau-Brunswick, qui s'est traduite par une augmentation du taux d'imposition prévu par la loi moyen pondéré, ainsi que par un ajustement hors trésorerie de 1 million de dollars comptabilisé au titre de la réévaluation des passifs d'impôt différé découlant de la variation du taux d'imposition au Nouveau-Brunswick.

Bénéfice global

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2016	2015	Variation
Bénéfice net	378	415	(9,1) %
Autres éléments du résultat global (déduction faite de l'impôt sur le résultat) :			
Éléments qui peuvent ultérieurement être reclassés en résultat	(14)	3	n.s.
Élément qui ne sera jamais ultérieurement reclassé en résultat – réévaluation des régimes à prestations définies du personnel	(77)	237	(132,5) %
Bénéfice global	287	655	(56,2) %

Le bénéfice global a diminué de 368 millions de dollars au premier trimestre de 2016, par rapport à la période correspondante de 2015. Ce résultat s'explique principalement par la diminution des montants des réévaluations des régimes à prestations définies du personnel et par la réduction du bénéfice net. Les éléments qui peuvent ultérieurement être reclassés en résultat comprennent les variations de la juste valeur latente des dérivés désignés comme des couvertures de flux de trésorerie, les écarts de change découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger, ainsi que les variations de la juste valeur latente de placements disponibles à la vente.

5.4 Secteur des services mobiles

Indicateurs opérationnels – secteur des services mobiles

Aux 31 mars	2016	2015	Variation
Abonnés (en milliers) :			
Postpayés ¹	7 315	7 145	2,4 %
Prépayés	1 072	1 144	(6,3) %
Total	8 387	8 289	1,2 %
Proportion du nombre d'abonnés qui sont des abonnés des services postpayés (en %)	87,2	86,2	1,0 pt
Population couverte par le réseau HSPA+ ² (en millions)	35,7	35,6	0,3 %
Population couverte par le réseau LTE ² (en millions)	35,0	33,1	5,7 %
Périodes closes les 31 mars	2016	2015	Variation
Ajouts bruts d'abonnés (en milliers) :			
Postpayés	212	223	(4,9) %
Prépayés	79	104	(24,0) %
Total	291	327	(11,0) %
Ajouts nets (pertes nettes) d'abonnés (en milliers) :			
Postpayés	8	37	(78,4) %
Prépayés	(33)	(29)	(13,8) %
Total	(25)	8	n.s.
PMAA combinés, par mois³ (en dollars)	63,08	62,34	1,2 %
Taux de désabonnement, par mois³ (en %)			
Combinés	1,26	1,28	(0,02) pt
Services postpayés	0,97	0,91	0,06 pt
Frais d'acquisition par ajout brut d'abonné ³ (en dollars)	435	392	11,0 %
Frais de fidélisation par rapport aux produits tirés des services de réseau ³ (en %)	13,5	12,1	1,4 pt
Volumes de fidélisation ³ (en milliers)	466	485	(3,9) %

1. Par suite de l'examen du nombre de clients, nous avons réduit de 45 000 le solde d'ouverture relatif au nombre d'abonnés aux services postpayés pour 2016.

2. Y compris les ententes de partage de réseau conclues avec d'autres entreprises de télécommunications canadiennes.

3. Se reporter à la rubrique 11.2, « Indicateurs opérationnels ». Ces mesures ne sont pas définies par les IFRS de l'IASB. Il s'agit plutôt de paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement opérationnel d'une société de services mobiles.

Produits d'exploitation – secteur des services mobiles

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars, sauf les ratios)	2016	2015	Variation
Produits tirés des services de réseau	1 573	1 535	2,5 %
Équipement et autres produits	129	137	(5,8) %
Produits d'exploitation externes	1 702	1 672	1,8 %
Produits tirés des services de réseau liés aux activités intersectorielles	14	14	— %
Total des produits d'exploitation	1 716	1 686	1,8 %
Produits tirés des services de transmission de données par rapport aux produits tirés des services de réseau (en %)	56	53	3 pts

Les **produits tirés des services de réseau** provenant de clients externes se sont accrus d'un exercice à l'autre de 38 millions de dollars au premier trimestre de 2016. Les produits tirés des services de transmission de données ont augmenté d'un exercice à l'autre de 8,3 % au premier trimestre 2016, résultat qui reflète la croissance du nombre d'abonnés, la proportion accrue des forfaits de deux ans assortis de tarifs plus élevés dans la composition des produits, la composition plus favorable des abonnés des services postpayés et la hausse de l'utilisation des données découlant de l'adoption continue de téléphones intelligents et d'autres appareils mobiles centrés sur les données, ainsi que de l'utilisation accrue d'applications et de l'élargissement de la couverture de notre réseau LTE. Les produits tirés des services de transmission de la voix ont diminué d'un exercice à l'autre de 4,2 % au premier trimestre de 2016, en raison de l'adoption accrue de forfaits voix illimitée au pays, ainsi que de l'adoption continue, quoique plus modérée, des services de transmission de données.

- Les **PMAA combinés mensuels** se sont établis à 63,08 \$ au premier trimestre de 2016, ce qui reflète une hausse de 0,74 \$ par rapport au premier trimestre de 2015. L'augmentation est principalement attribuable à l'incidence des forfaits de deux ans assortis de tarifs plus élevés, à une composition plus favorable des abonnés des services postpayés, et à la hausse de l'utilisation des données. Cette augmentation a été neutralisée en partie par la diminution continue des produits tirés des services de transmission de la voix et par l'incidence de l'affectation de quantités de données plus importantes aux forfaits, par la fréquence accrue des avis d'utilisation de données aux clients ainsi que par le ralentissement économique, particulièrement en Alberta.

- Les **ajouts bruts d'abonnés** se sont élevés à 291 000 au premier trimestre de 2016, ce qui reflète une diminution de 36 000 par rapport au premier trimestre de 2015. Les ajouts bruts d'abonnés des services postpayés se sont établis à 212 000 au premier trimestre de 2016, ce qui reflète une diminution de 11 000 par rapport au premier trimestre de 2015. Les diminutions des ajouts d'abonnés découlent du ralentissement économique, particulièrement en Alberta, de la croissance, quoique plus modérée, du taux de pénétration du marché des services postpayés, de l'intensification de la concurrence et de l'incidence de l'augmentation du prix des appareils et des tarifs sur la demande des clients. Les ajouts bruts d'abonnés des services prépayés se sont établis à 79 000 au premier trimestre de 2016, ce qui reflète une diminution de 25 000 par rapport à la période correspondante de 2015, en raison essentiellement de l'intensification de la concurrence et de nos efforts en matière de commercialisation visant les mises en service à valeur plus élevée.
- Les **pertes nettes d'abonnés** se sont établies à 25 000 au premier trimestre de 2016, par rapport à des ajouts nets d'abonnés de 8 000 à la période correspondante de 2015. Ce résultat reflète une baisse d'un exercice à l'autre de 33 000 imputable à la réduction des ajouts bruts, qui a été neutralisée en partie par l'amélioration de notre taux de désabonnement mensuel combiné. Les ajouts nets d'abonnés des services postpayés se sont établis à 8 000 au premier trimestre de 2016, en baisse de 29 000 par rapport au premier trimestre de 2015, en raison des facteurs décrits ci-dessus ayant influé sur les ajouts bruts d'abonnés, ainsi que de la hausse du taux de désabonnement des abonnés des services postpayés, lequel s'est établi à 0,97 %. Le nombre d'abonnés des services prépayés a diminué de 33 000 au premier trimestre de 2016, par rapport à une baisse de 29 000 à la période correspondante de 2015. Les pertes d'abonnés des services prépayés reflètent les conversions aux services postpayés, l'intensification de la concurrence en ce qui a trait aux services prépayés et nos efforts en matière de commercialisation visant les mises en service à valeur plus élevée.
- Le **taux de désabonnement mensuel moyen des abonnés des services postpayés** s'est établi à 0,97 % au premier trimestre de 2016, par rapport à 0,91 % au premier trimestre de 2015. Le taux de désabonnement mensuel combiné s'est établi à 1,26 % au premier trimestre de 2016, par rapport à 1,28 % à la période correspondante de 2015. L'augmentation d'un exercice à l'autre du taux de désabonnement des abonnés des services postpayés au cours du trimestre tient principalement à l'intensification de la concurrence découlant en partie des contrats d'une durée de deux ans et de trois ans ayant commencé à arriver à échéance simultanément à compter de juin 2015, ainsi qu'à l'incidence du ralentissement économique, particulièrement en Alberta. L'amélioration d'un exercice à l'autre du taux de désabonnement combiné est attribuable au plus grand nombre d'abonnés qui sont des abonnés des services postpayés, à l'attention que nous continuons de prêter à nos initiatives accordant la priorité aux clients et à notre approche client transparente ainsi qu'à nos programmes de fidélisation, éléments qui ont été neutralisés en partie par les facteurs ayant influé sur le taux de désabonnement des abonnés des services postpayés dont il est fait mention ci-dessus.

Les **produits tirés de l'équipement et autres produits** ont diminué d'un exercice à l'autre de 8 millions de dollars au premier trimestre de 2016, en raison principalement de la réduction des ajouts bruts et des volumes de fidélisation, ainsi que de la baisse des produits tirés de Black's Photography découlant de la fermeture de ces magasins en août 2015, facteurs neutralisés en partie par la plus grande proportion de téléphones intelligents ayant une plus grande valeur vendus et par les profits à la cession d'immobilisations corporelles excédentaires au premier trimestre de 2016.

Les **produits tirés des services de réseau liés aux activités intersectorielles** représentent les services de réseau fournis au secteur des services filaires. Ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes.

Charges d'exploitation – secteur des services mobiles

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2016	2015	Variation
Achat de biens et services :			
Charges liées aux ventes d'équipement	363	348	4,3 %
Charges d'exploitation des services de réseau	185	184	0,5 %
Frais de marketing	91	90	1,1 %
Autres ¹	155	158	(1,9) %
Charge au titre des avantages du personnel ¹	166	162	2,5 %
Total des charges d'exploitation	960	942	1,9 %

1. Comprend les coûts de restructuration et autres coûts. Se reporter à la rubrique 11.1, « Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières ».

Les **charges liées aux ventes d'équipement** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 15 millions de dollars au premier trimestre de 2016, ce qui reflète la plus grande proportion de téléphones intelligents ayant une plus grande valeur vendus et la hausse des coûts des appareils, facteurs neutralisés en partie par la diminution des ajouts bruts et des volumes de fidélisation, ainsi que par la réduction du coût des ventes découlant de la fermeture des magasins Black's Photography en août 2015.

- Les **frais de fidélisation exprimés en pourcentage des produits tirés des services de réseau** se sont établis à 13,5 % au premier trimestre de 2016, par rapport à 12,1 % au premier trimestre de 2015. L'augmentation découle de l'accroissement des coûts de financement par appareil tenant à l'adoption continue de téléphones intelligents ayant une plus grande valeur, de l'intensification de la concurrence et de la réduction des frais d'échange d'appareils, facteurs neutralisés en partie par la baisse des volumes de fidélisation.
- Les **frais d'acquisition par ajout brut d'abonné** se sont élevés à 435 \$ au premier trimestre de 2016, en hausse de 43 \$ par rapport à la période correspondante de 2015, ce qui s'explique essentiellement par la hausse des coûts de financement par appareil reflétant l'intensification de la concurrence et la plus grande proportion de téléphones intelligents ayant une plus grande valeur vendus, ainsi que par la hausse des frais de publicité et de promotion.

Les **charges d'exploitation des services de réseau** sont demeurées relativement inchangées d'un exercice à l'autre au premier trimestre de 2016, en raison principalement de la hausse des coûts d'entretien, qui a été neutralisée par les initiatives d'efficacité opérationnelle continues.

Les **frais de marketing** sont demeurés relativement inchangés d'un exercice à l'autre au premier trimestre de 2016, ce qui tient en grande partie à la hausse des frais de publicité et de promotion, facteur neutralisé par la baisse des charges au titre des commissions en raison de la diminution des ajouts bruts et des volumes de fidélisation.

Les **autres charges au titre de l'achat de biens et services** ont diminué d'un exercice à l'autre de 3 millions de dollars au premier trimestre de 2016, résultat qui reflète la baisse des frais d'administration découlant des initiatives d'efficacité opérationnelle, la réduction de la provision pour créances douteuses et la diminution des coûts de restructuration et autres coûts non liés à la main-d'œuvre, facteurs neutralisés en partie par l'accroissement de nos canaux de distribution et par l'augmentation des coûts liés à la main-d'œuvre externe.

La **charge au titre des avantages du personnel** a augmenté d'un exercice à l'autre de 4 millions de dollars au premier trimestre de 2016, ce qui reflète la hausse des coûts de restructuration liés à la main-d'œuvre de 8 millions de dollars imputable aux initiatives en matière d'efficience, les hausses de la rémunération liées à l'inflation et la baisse des coûts liés à la main-d'œuvre inscrits à l'actif, facteurs neutralisés en partie par la diminution des salaires en raison de la réduction du nombre d'employés équivalents temps plein découlant de nos initiatives d'efficacité opérationnelle continues, et de la baisse des charges au titre de la rémunération fondée sur des actions.

BAlIA – secteur des services mobiles

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars, sauf les marges)	2016	2015	Variation
BAlIA	756	744	1,5 %
Coûts de restructuration et autres coûts compris dans le BAlIA	9	6	50,0 %
BAlIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts	765	750	2,0 %
Marge du BAlIA (en %)	44,1	44,1	— pt
Marge du BAlIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts (en %)	44,6	44,5	0,1 pt

Le BAlIA du secteur des services mobiles a augmenté de 12 millions de dollars au premier trimestre de 2016, par rapport à la période correspondante de 2015. Le BAlIA du secteur des services mobiles excluant les coûts de restructuration et autres coûts s'est accru d'un exercice à l'autre de 15 millions de dollars, résultat qui reflète la croissance des produits tirés des services de réseau découlant de l'accroissement du nombre d'abonnés et de la croissance des PMAA, ainsi que les initiatives d'efficacité opérationnelle continues, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des frais de fidélisation ainsi que par l'accroissement des charges liées à la main-d'œuvre externe et aux canaux de distribution.

5.5 Secteur des services filaires

Indicateurs opérationnels – secteur des services filaires

Aux 31 mars (en milliers)	2016	2015	Variation
Nombre d'abonnés :			
Abonnés à Internet haute vitesse ¹	1 599	1 498	6,7 %
Abonnés à TELUS TV	1 016	937	8,4 %
Lignes résidentielles d'accès au réseau	1 441	1 536	(6,2) %
Nombre total d'abonnés aux services filaires ¹	4 056	3 971	2,1 %
Trimestres clos les 31 mars (en milliers)	2016	2015	Variation
Ajouts nets (pertes nettes) d'abonnés :			
Abonnés à Internet haute vitesse	12	23	(47,8) %
Abonnés à TELUS TV	11	21	(47,6) %
Lignes résidentielles d'accès au réseau	(26)	(20)	(30,0) %
Ajouts nets au (pertes nettes du) nombre total d'abonnés aux services filaires	(3)	24	(112,5) %

1. Avec prise d'effet le 31 décembre 2015, le nombre d'abonnés présenté ne tient plus compte du nombre de lignes d'affaires d'accès au réseau, en raison de la pertinence réduite de ces lignes d'affaires en tant qu'indicateur de rendement clé. En conséquence, le solde d'ouverture relatif au nombre d'abonnés au 1^{er} janvier 2015 présenté a été ajusté sur une base rétrospective de manière à exclure 1 613 000 lignes d'affaires d'accès au réseau. De plus, par suite de l'examen du nombre d'abonnés, nous avons augmenté de 21 000 le solde d'ouverture relatif au nombre d'abonnés à Internet haute vitesse pour 2016.

Produits d'exploitation – secteur des services filaires

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2016	2015	Variation
Services et équipement de transmission de données	993	903	10,0 %
Services de transmission de la voix	348	382	(8,9) %
Autres services et équipement	58	56	3,6 %
Produits tirés de contrats conclus avec des clients	1 399	1 341	4,3 %
Autres produits d'exploitation	7	15	(53,3) %
Produits d'exploitation externes	1 406	1 356	3,7 %
Produits tirés d'activités intersectorielles	47	43	9,3 %
Total des produits d'exploitation	1 453	1 399	3,9 %

- Les **produits tirés des services et de l'équipement de transmission de données** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 90 millions de dollars, résultat qui est principalement attribuable i) à la croissance des produits tirés de l'impartition des processus d'affaires; ii) à l'accroissement des produits tirés des services Internet et des services de transmission de données améliorés reflétant la croissance de 6,7 % du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse sur 12 mois, l'augmentation des produits d'exploitation par client découlant des mises à niveau pour des vitesses Internet plus élevées et des forfaits permettant une plus grande utilisation des services de transmission de données, les abonnements auxquels les offres promotionnelles ne s'appliquent plus, la mise en œuvre de la facturation fondée sur l'utilisation de même que certaines hausses de tarifs; iii) à l'augmentation des produits tirés de TELUS TV découlant de la croissance de 8,4 % du nombre d'abonnés sur 12 mois; iv) à l'augmentation des produits tirés de TELUS Santé.
- Les **produits tirés des services de transmission de la voix** ont reculé d'un exercice à l'autre de 34 millions de dollars au premier trimestre de 2016. La diminution reflète la réduction continue des produits tirés des services de transmission de la voix existants découlant du remplacement de la technologie, l'intensification de la concurrence, l'utilisation accrue de forfaits interurbains et la baisse au chapitre du nombre de minutes par abonné des services interurbains, facteurs neutralisés en partie par certaines hausses de tarifs. Nous avons enregistré une réduction de 6,2 % des lignes résidentielles d'accès au réseau au cours de la période de 12 mois close le 31 mars 2016.
- Les **pertes nettes du nombre d'abonnés aux services filaires** se sont établies à 3 000 au premier trimestre de 2016, par rapport à des ajouts nets de 24 000 à la période correspondante de 2015.
 - Les **ajouts nets** d'abonnés à Internet haute vitesse se sont établis à 12 000 au premier trimestre de 2016, en baisse de 11 000 par rapport au premier trimestre de 2015, résultat qui tient à l'intensification de la concurrence ayant entraîné une hausse du taux de désabonnement et une baisse des mises en service au cours du trimestre, ainsi qu'à l'incidence du ralentissement de l'économie dans le marché des affaires, facteurs neutralisés en partie par l'élargissement continu de notre couverture à large bande haute vitesse dans les collectivités urbaines et rurales, ainsi que par l'incidence favorable de l'adoption

continue des services Télé OPTIK. Les ajouts nets d'abonnés à TELUS TV se sont établis à 11 000 au premier trimestre de 2016, ce qui reflète une baisse de 10 000 par rapport à la période correspondante de 2015 découlant de la hausse du taux de désabonnement, de la réduction des mises en service brutes et de la diminution du nombre d'abonnés aux services de télévision par satellite, l'incidence de la plus lente croissance des services de télévision payés et l'intensification de la concurrence, y compris celle liée aux services par contournement, ayant été neutralisées en partie par l'élargissement continu de l'accessibilité de notre couverture à large bande haute vitesse et par l'accroissement des vitesses liées aux services à large bande. La priorité que nous continuons d'accorder à l'élargissement de l'accessibilité de nos services Internet haute vitesse et Télé OPTIK, au branchement direct de plus de foyers et d'entreprises aux installations à fibres optiques et au groupement de ces services s'est traduite par une croissance du nombre combiné d'abonnés aux services Internet et de télévision de 180 000, ou 7,4 %, au cours des 12 derniers mois.

- Les **pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau** se sont chiffrées à 26 000 au premier trimestre de 2016, par rapport à 20 000 au premier trimestre de 2015, ce qui reflète la tendance continue au chapitre du remplacement de la technologie en faveur des services mobiles et des services Internet, ainsi que l'intensification de la concurrence, facteurs atténués en partie par le succès remporté par l'offre de services groupés et par les initiatives visant à accorder la priorité aux clients.
- Les **produits tirés des autres services et de l'équipement** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 2 millions de dollars au premier trimestre de 2016, résultat qui reflète principalement l'amortissement des honoraires des développeurs qui sont différés, facteur neutralisé en partie par la diminution des ventes d'équipement de transmission de la voix.

Les **autres produits d'exploitation** ont diminué d'un exercice à l'autre de 8 millions de dollars au premier trimestre de 2016, résultat qui tient à la réduction des montants comptabilisés au titre du compte de report lié à la réglementation sur le plafonnement des prix aux fins de la prestation de services Internet à large bande dans les collectivités rurales et éloignées admissibles, ainsi qu'à l'augmentation de la provision liée aux options de vente position vendeur fournies à l'égard de participations ne donnant pas le contrôle.

Les **produits tirés des activités intersectorielles** représentent les services fournis au secteur des services mobiles. Ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes.

Charges d'exploitation – secteur des services filaires

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2016	2015	Variation
Achat de biens et services ¹	567	561	1,1 %
Charges au titre des avantages du personnel ¹	502	447	12,3 %
Total des charges d'exploitation	1 069	1 008	6,1 %

1. Comprend les coûts de restructuration et autres coûts. Se reporter à la rubrique 11.1, « Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières ».

- Les **charges au titre de l'achat de biens et services** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 6 millions de dollars au premier trimestre de 2016, ce qui reflète la hausse des coûts d'exploitation liés au réseau, des coûts liés à la main-d'œuvre externe et des frais d'administration afin de prendre en charge la croissance du nombre d'abonnés, ainsi que l'accroissement des frais de publicité et de promotion. La croissance des charges au titre de l'achat de biens et services a été neutralisée en partie par une diminution des frais de transit et de résiliation ainsi que par la diminution des coûts de restructuration et autres coûts non liés à la main-d'œuvre.
- La **charge au titre des avantages du personnel** a augmenté d'un exercice à l'autre de 55 millions de dollars au premier trimestre de 2016, en raison essentiellement de la hausse de 31 millions de dollars des coûts de restructuration liés à la main-d'œuvre découlant des initiatives en matière d'efficacité, de l'accroissement de l'effectif de TELUS International afin de prendre en charge l'augmentation des produits tirés des services d'impartition des processus d'affaires et des hausses de la rémunération liées à l'inflation, facteurs neutralisés en partie par la réduction des coûts liés au programme de rémunération et d'avantages du personnel tenant à la diminution du nombre d'employés au pays découlant en partie de la réduction du nombre de postes (équivalents temps plein) annoncée en novembre 2015, ainsi que par la baisse des charges au titre des régimes de retraite à prestations définies du personnel et au titre de la rémunération fondée sur des actions.

BAIIA – secteur des services filaires

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars, sauf les marges)	2016	2015	Variation
BAIIA	384	391	(1,9) %
Coûts de restructuration et autres coûts compris dans le BAIIA	39	11	n.s.
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts	423	402	5,1 %
Marge du BAIIA (en %)	26,4	27,9	(1,5) pt
Marge du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts (en %)	29,1	28,7	0,4 pt

Le BAIIA du secteur des services filaires a diminué d'un exercice à l'autre de 7 millions de dollars au premier trimestre de 2016, en raison principalement de la hausse des coûts de restructuration et autres coûts liés à la main-d'œuvre et de la diminution continue des services de transmission de la voix existants, facteurs neutralisés en partie par la croissance des produits tirés des services et de l'équipement de transmission de données. Le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts s'est accru d'un exercice à l'autre de 5,1 %, comparativement à une hausse des produits de 3,9 %, résultats qui reflètent l'amélioration des marges liées aux services de transmission de données, y compris les services Internet, les services d'impartition des processus d'affaires, les services TELUS TV et TELUS Santé, de même que la mise en œuvre des programmes d'optimisation des coûts.

6. Évolution de la situation financière

Situation financière : (en millions de dollars)	Au 31 mars 2016	Au 31 déc. 2015	Variation		Les variations survenues comprennent ce qui suit :
Actifs courants					
Trésorerie et placements temporaires, montant net	478	223	255	n.s.	Se reporter à la rubrique 7, « Situation de trésorerie et sources de financement ».
Débiteurs	1 361	1 428	(67)	(5) %	Réception de crédits de fournisseurs et diminution du délai moyen de recouvrement des débiteurs du secteur des services mobiles, neutralisées par une augmentation des produits d'exploitation et une hausse du délai moyen de recouvrement des débiteurs du secteur des services filaires.
Impôt sur le résultat et autres impôts à recevoir	8	1	7	n.s.	Reflète le reclassement d'un débiteur qui était classé au poste « Impôt sur le résultat et autres impôts à payer ».
Stocks	341	360	(19)	(5) %	Diminution du nombre d'appareils mobiles et d'accessoires, neutralisée en partie par une augmentation du coût moyen par appareil découlant de la proportion de téléphones intelligents à valeur plus élevée.
Charges payées d'avance	325	213	112	53 %	Paiement anticipé des avantages du personnel prévus par la loi, des droits de licence annuels pour les services mobiles et des contrats d'entretien, déduction faite de l'amortissement.
Avances aux coentreprises immobilières	74	66	8	12 %	Avances versées à la coentreprise immobilière Jardin TELUS.
Actifs dérivés	7	40	(33)	(83) %	Diminution des éléments de couverture du dollar américain, neutralisée en partie par l'augmentation du nombre d'unités d'actions restreintes.
Passifs courants					
Emprunts à court terme	100	100	—	— %	Se reporter à la rubrique 7.7, « Vente de créances clients ».
Créditeurs et charges à payer	1 823	1 990	(167)	(8) %	Diminution des charges salariales et autres obligations liées au personnel et moment auquel les paiements au titre des créditeurs ont lieu.
Impôt sur le résultat et autres impôts à payer	9	108	(99)	(92) %	Diminution tenant au paiement d'impôt final pour l'année d'imposition 2015 effectué au premier trimestre de 2016.
Dividendes à payer	261	263	(2)	(1) %	Réduction du nombre d'actions en circulation découlant de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités.
Facturation par anticipation et dépôts de clients	758	760	(2)	— %	Diminution découlant du moins grand nombre d'appareils mobiles expédiés aux canaux de distribution externes, neutralisée en partie par une augmentation des dépôts de clients.
Provisions	173	197	(24)	(12) %	Principalement l'excédent des décaissements au titre de la restructuration liés à l'effectif sur les charges connexes.
Tranche à court terme de la dette à long terme	2 189	856	1 333	n.s.	Montants reclassés du poste « Dette à long terme », imputable à l'arrivée à échéance en mars 2017 de billets de série CD à 4,95 % d'un montant de 700 millions de dollars, et augmentation de l'encours du papier commercial de 635 millions de dollars.
Passifs dérivés courants	35	2	33	n.s.	Augmentation des éléments de couverture du dollar américain.

Situation financière : (en millions de dollars)	Au 31 mars 2016	Au 31 déc. 2015	Variation		Les variations survenues comprennent ce qui suit :
Fonds de roulement (actifs courants moins les passifs courants)	(2 754)	(1 945)	(809)	(42) %	Diminution du fonds de roulement tenant principalement à l'augmentation de la tranche à court terme de la dette à long terme, neutralisée en partie par l'accroissement de la trésorerie et des placements temporaires et par une baisse des crédateurs et charges à payer.
Actifs non courants					
Immobilisations corporelles, montant net	9 800	9 736	64	1 %	Se reporter à <i>Dépenses d'investissement</i> à la rubrique 7.3, « <i>Sorties liées aux activités d'investissement</i> » ainsi qu'à <i>Amortissement des immobilisations corporelles</i> à la rubrique 5.3.
Immobilisations incorporelles, montant net	10 047	9 985	62	1 %	Se reporter à <i>Dépenses d'investissement</i> à la rubrique 7.3, « <i>Sorties liées aux activités d'investissement</i> » ainsi qu'à <i>Amortissement des immobilisations incorporelles</i> à la rubrique 5.3.
Goodwill, montant net	3 761	3 761	—	— %	—
Autres actifs à long terme	515	593	(78)	(13) %	Diminution de l'actif au titre des régimes de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite découlant du rendement négatif des actifs des régimes, neutralisée en partie par les cotisations.
Passifs non courants					
Provisions	421	433	(12)	(3) %	Tranche des coûts de restructuration classée dans les passifs courants, et augmentation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations découlant de la désactualisation.
Dette à long terme	10 487	11 182	(695)	(6) %	Se reporter à la rubrique 7.4, « <i>Entrées liées aux activités de financement</i> » pour une analyse de nos activités de financement.
Autres passifs à long terme	710	688	22	3 %	Augmentation des déficits au titre des régimes de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite découlant du rendement négatif des actifs des régimes, déduction faite des cotisations, et augmentation de la charge à payer au titre de la rémunération fondée sur des actions.
Impôt sur le résultat différé	2 093	2 155	(62)	(3) %	Économie d'impôt différé, y compris une diminution des différences temporaires au titre de la réévaluation des régimes à prestations définies du personnel comptabilisée dans les autres éléments du résultat global.
Capitaux propres					
Capitaux propres attribuables aux actions ordinaires	7 658	7 672	(14)	— %	Bénéfice net de 378 millions de dollars, déduction faite des autres éléments du résultat global de 91 millions de dollars, des dividendes de 261 millions de dollars déclarés et du rachat d'actions pour un montant de 40 millions de dollars en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

7. Situation de trésorerie et sources de financement

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du présent rapport de gestion.

7.1 Aperçu

Les politiques financières liées à notre structure du capital, notre plan financier et notre compte rendu du plan financier et du plan de gestion de la structure du capital sont décrits à la *rubrique 4.3*.

Flux de trésorerie

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2016	2015	Variation
Entrées liées aux activités d'exploitation	563	718	(21,6) %
Sorties liées aux activités d'investissement	(660)	(926)	(28,7) %
Entrées liées aux activités de financement	352	1 727	(79,6) %
Augmentation de la trésorerie et des placements temporaires, montant net	255	1 519	(83,2) %
Trésorerie et placements temporaires, montant net au début	223	60	n.s.
Trésorerie et placements temporaires, montant net à la fin	478	1 579	(69,7) %

7.2 Entrées liées aux activités d'exploitation

Les entrées liées aux activités d'exploitation ont diminué d'un exercice à l'autre de 155 millions de dollars au premier trimestre de 2016.

Analyse des variations des entrées liées aux activités d'exploitation

(en millions de dollars)	Premier trimestre
Entrées liées aux activités d'exploitation pour le trimestre clos le 31 mars 2015	718
Variations d'un exercice à l'autre :	
Augmentation du BAIIA (se reporter à la rubrique 5.4, « Secteur des services mobiles », et à la rubrique 5.5, « Secteur des services filaires »)	5
Diminution des décaissements au titre de la rémunération fondée sur des actions, déduction faite des charges	39
Diminution des cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies, déduction faite des charges	(4)
Augmentation des décaissements au titre de la restructuration, déduction faite des coûts de restructuration	(21)
Augmentation des intérêts payés	(38)
Augmentation des paiements d'impôt sur le résultat, déduction faite des économies reçues	(158)
Autres variations du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation	22
Entrées liées aux activités d'exploitation pour le trimestre clos le 31 mars 2016	563

- Les paiements au titre de la rémunération fondée sur des actions, déduction faite des charges, ont diminué d'un exercice à l'autre en raison de la réduction du nombre d'unités d'actions restreintes pour lesquelles les droits sont devenus acquis au premier trimestre de 2016.
- Les intérêts payés ont augmenté au premier trimestre de 2016, en raison principalement de l'accroissement du solde moyen de la dette à long terme, facteur neutralisé en partie par la diminution du coût moyen pondéré de la dette à long terme.
- Les paiements d'impôt sur le résultat, déduction faite des économies reçues, ont augmenté au premier trimestre de 2016. Cette augmentation reflète essentiellement un paiement d'impôt final plus élevé pour l'année d'imposition 2015 que celui qui avait été requis au premier trimestre de 2015 pour l'année d'imposition 2014.

7.3 Sorties liées aux activités d'investissement

Les sorties liées aux activités d'investissement ont diminué d'un exercice à l'autre de 266 millions de dollars au premier trimestre de 2016. La diminution tient notamment à ce qui suit :

- L'augmentation d'un exercice à l'autre des paiements en trésorerie au titre des immobilisations (excluant les licences de spectre) de 33 millions de dollars au premier trimestre de 2016, laquelle se compose de ce qui suit :
 - la diminution d'un exercice à l'autre des dépenses d'investissement de 17 millions de dollars au premier trimestre de 2016 (se reporter au tableau et à l'analyse ci-dessous);
 - l'augmentation des paiements relatifs aux dépenses d'investissement tenant au moment auquel les paiements ont été effectués, les crédettes et charges à payer ayant diminué d'un exercice à l'autre de 50 millions de dollars au premier trimestre de 2016.

- Les paiements en trésorerie au titre des licences de spectre, qui se sont établis à néant au premier trimestre de 2016. Comparativement, au premier trimestre de 2015, nous avons versé un dépôt de 302 millions de dollars relativement aux licences de spectre pour les SSFE-3 acquises dans le cadre des enchères tenues en mars 2015 par le ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique du Canada, et nous avons payé le solde de 1 209 millions de dollars relatif à ces licences en avril 2015.
- Des avances et des apports aux coentreprises immobilières, déduction faite des sommes reçues, d'un montant de 12 millions de dollars au premier trimestre de 2016 (7 millions de dollars au premier trimestre de 2015), qui reflètent principalement les avances en vertu des facilités de crédit aux fins des travaux de construction, qui correspondent aux progrès accomplis dans le cadre de ces travaux.

Mesures des dépenses d'investissement

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars, sauf le ratio d'intensité du capital)	2016	2015	Variation
Dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre)¹			
Secteur des services mobiles	180	248	(27,4) %
Secteur des services filaires	438	387	13,2 %
Données consolidées	618	635	(2,7) %
Intensité du capital du secteur des services mobiles (en %)	10	15	(5) pts
Intensité du capital du secteur des services filaires (en %)	30	28	2 pts
Intensité du capital consolidé ² (en %)	20	21	(1) pt

1. Les dépenses d'investissement comprennent les actifs acquis relativement auxquels aucun paiement n'a encore été effectué; par conséquent, ces dépenses diffèrent des paiements en trésorerie au titre des immobilisations présentés dans les tableaux consolidés intermédiaires des flux de trésorerie.
2. Se reporter à la rubrique 11.1, « Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières », pour les calculs et pour une description.

Les **dépenses d'investissement du secteur des services mobiles** ont diminué d'un exercice à l'autre de 68 millions de dollars au premier trimestre de 2016, en raison de la diminution des dépenses liées au déploiement du spectre. Au cours du premier trimestre de 2016, nous avons poursuivi le déploiement du spectre dans les bandes de fréquence de 700 MHz et de 2 500 MHz, et nous avons également effectué des investissements continus dans les initiatives visant la résilience et la fiabilité du réseau et des systèmes afin de soutenir nos activités accordant la priorité aux clients, ainsi que dans la préparation du réseau et des systèmes pour la mise hors service future d'actifs existants. Le ratio d'intensité du capital du secteur des services mobiles s'est établi à 10 % au premier trimestre de 2016, en baisse par rapport à 15 % à la période correspondante de 2015.

Les **dépenses d'investissement du secteur des services filaires** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 51 millions de dollars au premier trimestre de 2016, en raison de nos investissements continus dans notre infrastructure à large bande pour les services filaires, incluant le branchement direct de plus de foyers et d'entreprises à notre réseau à fibres optiques. Cet investissement soutient la croissance du nombre d'abonnés aux services Internet haute vitesse et aux services Télé OPTIK, ainsi que la demande des clients concernant des vitesses des services Internet plus élevées, et accroît le champ d'application et la fonctionnalité de nos solutions en santé. Nous avons également poursuivi nos investissements dans les initiatives visant à assurer la résilience et la fiabilité du réseau et des systèmes. Le ratio d'intensité du capital du secteur des services filaires s'est établi à 30 % au premier trimestre de 2016, en hausse par rapport à 28 % à la période correspondante de 2015.

7.4 Entrées liées aux activités de financement

Les entrées nettes de trésorerie liées aux activités de financement se sont élevées à 352 millions de dollars au premier trimestre de 2016, par rapport à 1,7 milliard de dollars à la période correspondante de 2015. Les activités de financement ont trait à ce qui suit.

Dividendes versés aux détenteurs d'actions ordinaires

Les dividendes versés aux détenteurs d'actions ordinaires ont totalisé 263 millions de dollars au premier trimestre de 2016, en hausse de 19 millions de dollars par rapport au premier trimestre de 2015. L'augmentation reflète la hausse des taux de dividende en vertu de notre programme de croissance du dividende (se reporter à la *rubrique 4.3*), facteur neutralisé en partie par la diminution du nombre d'actions en circulation découlant du rachat et de l'annulation d'actions dans le cadre de nos offres publiques de rachat dans le cours normal des activités. Après le 31 mars 2016, soit en avril 2016, nous avons versé des dividendes de 261 millions de dollars aux détenteurs d'actions ordinaires.

Rachat d'actions ordinaires à des fins d'annulation

Au premier trimestre de 2016, nous avons racheté environ 1 million d'actions dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Se reporter à la *rubrique 4.3* pour une analyse détaillée des rachats prévus en vertu de notre programme de rachat d'actions pluriannuel.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2016

Période	Actions ordinaires rachetées et annulées (en millions)	Prix d'achat moyen par action (en dollars)	Coûts d'achat (en millions de dollars)	Augmentation (diminution) des crédateurs (en millions de dollars)	Décaissements (en millions de dollars)
Premier trimestre	1	37,77	50	(10)	60

Emprunts à court terme

Les emprunts à court terme comprennent principalement les sommes qui nous sont avancées par une fiducie de titrisation sans lien de dépendance à la suite du transfert des opérations de titrisation de créances (se reporter à la rubrique 7.7, « Vente de créances clients »). Le produit s'établissait à 100 millions de dollars au 31 mars 2016, ce qui est conforme au solde au 31 mars 2015.

Émission et remboursement de titres de créance à long terme

Les émissions de titres de créance à long terme, déduction faite des remboursements, se sont établies à 675 millions de dollars au premier trimestre de 2016, en raison principalement de l'augmentation du papier commercial au premier trimestre de 2016, qui est passé de 256 millions de dollars au 31 décembre 2015 à 891 millions de dollars au 31 mars 2016, montant qui est intégralement libellé en dollars américains (686 millions de dollars US).

En comparaison, les émissions de titres de créance à long terme, déduction faite des remboursements, au premier trimestre de 2015, se sont établies à 2,1 milliards de dollars et se composent de ce qui suit :

- Le 24 mars 2015, dans le cadre d'un appel public à l'épargne, nous avons émis des billets de premier rang non garantis d'un montant de 1,75 milliard de dollars, en trois séries, soit des billets à 1,50 % d'un montant de 250 millions de dollars échéant le 27 mars 2018, des billets à 2,35 % d'un montant de 1,0 milliard de dollars échéant le 28 mars 2022, et des billets à 4,40 % d'un montant de 500 millions de dollars échéant le 29 janvier 2046. Le produit net a servi à financer une portion du prix d'achat de 1,5 milliard de dollars des licences de spectre pour les services sans fil acquises dans le cadre des enchères concernant le spectre des SSFE-3 tenues en mars 2015, et la tranche résiduelle a été utilisée aux fins générales de la société.
- Une augmentation du papier commercial de 389 millions de dollars.

La durée moyenne à l'échéance de la dette à long terme (excluant le papier commercial) a diminué pour s'établir à environ 10,8 ans au 31 mars 2016, par rapport à environ 11,1 ans au 31 mars 2015. De plus, le coût moyen pondéré de la dette à long terme (excluant le papier commercial) était de 4,32 % au 31 mars 2016, par rapport à 4,42 % au 31 mars 2015.

7.5 Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

La dette nette au 31 mars 2016 s'est établie à 12,4 milliards de dollars, soit une hausse de 2,4 milliards de dollars par rapport à l'exercice précédent, découlant de l'émission de titres de créance supplémentaires (principalement aux fins de l'acquisition de spectre dans la bande de fréquence de 2 500 MHz en août 2015), ainsi que de la diminution de la trésorerie et des placements temporaires découlant en partie du paiement final de 1,2 milliard de dollars effectué en avril 2015 aux fins de l'acquisition des licences de spectre pour les SSFE-3.

La dette à taux fixe en proportion du total de la dette s'est établie à 92 % au 31 mars 2016, soit une baisse par rapport à 95 % à l'exercice précédent, qui est attribuable à l'augmentation du papier commercial, qui imite la dette à taux variable.

Le ratio de la dette nette par rapport au BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts s'est établi à 2,74 fois pour la période de 12 mois close le 31 mars 2016, en hausse par rapport à 2,30 fois à l'exercice précédent. Notre objectif à long terme relatif à cette mesure se situe dans une fourchette de 2,00 à 2,50 fois, ce qui est selon nous conforme au maintien de notations du crédit de première qualité de BBB+, ou de notations équivalentes, et nous donne un accès raisonnable à des capitaux. Au 31 mars 2016, ce ratio sortait de la fourchette cible à long terme en raison de l'émission de titres de créance supplémentaires, principalement aux fins de l'acquisition de licences de spectre effectuée dans le cadre d'un nombre inhabituellement élevé d'enchères concernant le spectre pour les services sans fil en 2014 et en 2015, laquelle a été neutralisée en partie par la croissance du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts. En raison des licences acquises, nous avons plus que doublé notre spectre à l'échelle nationale, et ces licences représentent un investissement qui nous permettra d'accroître la capacité de notre réseau afin de continuer à soutenir la croissance de la consommation de données, ainsi que la croissance des abonnés aux services mobiles. Nous nous efforcerons de faire en sorte que ce ratio revienne dans la fourchette cible à moyen terme, car nous

sommes d'avis que cette fourchette s'aligne sur notre stratégie à long terme. Bien que le ratio sorte de notre fourchette cible à long terme, nous respectons le ratio de levier financier prévu par les clauses restrictives de nos facilités de crédit, en vertu desquelles nous devons nous assurer que notre ratio de la dette nette sur les flux de trésorerie d'exploitation n'est pas supérieur à 4,00:1,00 (se reporter à la *rubrique 7.6, « Facilités de crédit »*).

Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

Aux 31 mars et pour les périodes de 12 mois closes à ces dates	2016	2015	Variation
Composantes des ratios d'endettement et de couverture¹ (en millions de dollars)			
Dette nette	12 374	10 011	(2 363)
BAlIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts	4 524	4 358	166
Charges d'intérêts, montant net	494	462	32
Ratios d'endettement			
Dette à taux fixe en proportion du total de la dette (en %)	92	95	(3) pts
Durée moyenne jusqu'à l'échéance de la dette à long terme (excluant le papier commercial) (en années)	10,8	11,1	(0,3)
Dette nette/BAlIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts ¹ (fois)	2,74	2,30	0,44
Ratios de couverture¹ (fois)			
Couverture par le bénéfice	4,6	5,2	(0,6)
Couverture des intérêts par le BAlIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts	9,2	9,4	(0,2)
Autres mesures (en %)			
Ratio de distribution du bénéfice net ajusté ^{1,2}	76	65	11 pts
Ratio de distribution ^{1,2}	76	65	11 pts
1. Se reporter à la <i>rubrique 11.1, « Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières »</i> . 2. Pour la période de 12 mois close le 31 mars 2016, nous avons fait concorder la période concernant le numérateur avec la période concernant le dénominateur; les montants des périodes correspondantes ont été retraités (se reporter à la <i>rubrique 11.1</i>).			

Le **ratio de couverture par le bénéfice** s'est établi à 4,6 fois pour la période de 12 mois close le 31 mars 2016, soit une baisse comparativement à 5,2 fois à l'exercice précédent. L'augmentation des coûts d'emprunt s'est traduite par une baisse de 0,5 du ratio, et la diminution du bénéfice avant les coûts d'emprunt et l'impôt sur le résultat a donné lieu à une baisse de 0,1 du ratio.

Le **ratio de couverture des intérêts par le BAlIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts** s'est établi à 9,2 fois pour la période de 12 mois close le 31 mars 2016, en baisse par rapport à 9,4 fois à l'exercice précédent. La hausse du montant net des charges d'intérêts a donné lieu à une diminution de 0,6 du ratio, tandis que la croissance du BAlIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts a donné lieu à une augmentation de 0,4 du ratio. Se reporter à la *rubrique 7.6, « Facilités de crédit »*.

Ratios de distribution : Les décisions touchant les distributions réelles continueront d'être assujetties à l'évaluation du conseil et à la détermination de notre situation financière et de nos perspectives, ainsi qu'à notre indication concernant le ratio de distribution à long terme qui est de 65 % à 75 % des bénéfices nets, sur une base prospective. Les ratios de distribution de base et ajustés présentés constituent des mesures historiques fondées sur les dividendes déclarés et le bénéfice par action des quatre derniers trimestres, et ils sont présentés à titre indicatif dans le cadre de l'évaluation de notre indication visée. Les ratios de distribution de base et ajustés pour la période de 12 mois close le 31 mars 2016 sortaient de la fourchette visée, en raison principalement de la hausse des coûts de restructuration et autres coûts tenant en grande partie à la réduction des postes (équivalents temps plein) annoncée en novembre 2015. À titre d'exemple de l'incidence de la hausse des coûts de restructuration et autres coûts, si ces coûts avaient été intégralement exclus, le ratio de distribution ajusté se serait établi à 67 % pour la période de 12 mois close le 31 mars 2016, par rapport à 62 % pour la période correspondante de 2015.

7.6 Facilités de crédit

Au 31 mars 2016, nous avons des liquidités disponibles d'un montant de 1,4 milliard de dollars en vertu des facilités de crédit inutilisées ainsi que d'un montant de 128 millions de dollars en vertu de facilités non consenties sous forme de lettres de crédit, et nous disposons d'un montant de 400 millions de dollars aux termes de notre programme de titrisation de créances clients (se reporter à la *rubrique 7.7*), ce qui est conforme à notre objectif visant à faire en sorte que les liquidités disponibles s'élèvent généralement à au moins 1,0 milliard de dollars.

Facilité de crédit renouvelable

Nous disposons d'une facilité de crédit renouvelable de 2,25 milliards de dollars (ou l'équivalent en dollars américains) conclue avec un consortium se composant de 15 institutions financières. Cette facilité de crédit a été renouvelée au deuxième trimestre de 2014 et arrivera à échéance le 31 mai 2019. La facilité de crédit renouvelable est utilisée aux fins générales de la société, notamment à titre de sûreté pour le papier commercial, le cas échéant.

Facilités de crédit et autres facilités de crédit bancaire de TELUS au 31 mars 2016

(en millions de dollars)	Échéance	Montant disponible	Montant utilisé	Lettres de crédit émises, mais non utilisées	Sûreté pour le programme de papier commercial	Liquidités disponibles
Facilité renouvelable de cinq ans ¹	31 mai 2019	2 250	—	—	891	1 359
1. Dollars canadiens ou équivalent des dollars américains.						

Notre facilité de crédit renouvelable comporte les clauses restrictives habituelles. Celles-ci nous interdisent notamment de laisser notre ratio de levier financier consolidé dépasser 4,00:1,00 et de laisser notre ratio de couverture consolidé (BAIIA sur charges d'intérêts sur 12 mois) être inférieur à 2,00:1,00 à la fin d'un trimestre financier. Au 31 mars 2016, notre ratio de levier financier consolidé s'établissait à environ 2,74:1,00 et notre ratio de couverture consolidé à environ 9,16:1,00. On s'attend à ce que ces ratios se maintiennent bien au-dessus des clauses restrictives. Il y a certaines petites différences entre le calcul du ratio de levier financier et du ratio de couverture en vertu de la facilité de crédit renouvelable et le calcul de la dette nette sur le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts et du ratio de couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts. Les calculs n'ont jamais présenté de différences importantes. La réévaluation, le cas échéant, des immobilisations corporelles, des immobilisations incorporelles et du goodwill aux fins comptables n'a pas d'incidence sur les clauses restrictives. L'accès continu à nos facilités de crédit n'est pas assujéti au maintien d'une notation en particulier. Après le 31 mars 2016, la facilité de crédit a été renouvelée et prorogée jusqu'au 31 mai 2021.

Papier commercial

TELUS Corporation a un programme de papier commercial non garanti adossé à notre facilité de crédit renouvelable, qui nous permet d'émettre du papier commercial d'un montant maximal de 1,4 milliard de dollars au 31 mars 2016, y compris un programme de papier commercial libellé en dollars américains pouvant aller jusqu'à 1,0 milliard de dollars US. Le programme de papier commercial doit être utilisé aux fins générales de la société, y compris, sans s'y limiter, pour les dépenses d'investissement et les placements. Notre capacité à avoir un accès raisonnable au marché du papier commercial au Canada et aux États-Unis dépend de nos notations du crédit (se reporter à la *rubrique 7.8*, « *Notations du crédit* »).

Autres facilités sous forme de lettres de crédit

Au 31 mars 2016, nous disposons de lettres de crédit en cours de 209 millions de dollars (202 millions de dollars au 31 décembre 2015), lesquelles ont été émises en vertu de diverses facilités non engagées; ces facilités de lettres de crédit s'ajoutent à notre capacité de fournir des lettres de crédit conformément à notre facilité de crédit bancaire consentie. Au 31 mars 2016, nous disposons de liquidités disponibles d'un montant de 128 millions de dollars aux termes de diverses facilités non consenties sous forme de lettres de crédit.

7.7 Vente de créances clients

TELUS Communications Inc., filiale en propriété exclusive de TELUS, est partie à une convention conclue avec une fiducie de titrisation sans lien de dépendance liée à une grande banque canadienne de l'annexe I, aux termes de laquelle elle est en mesure de vendre une participation dans certaines créances, jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 500 millions de dollars. Au 31 mars 2016, le montant des liquidités disponibles aux termes de la convention s'élevait à 400 millions de dollars. Après le 31 mars 2016, la convention de titrisation a été renouvelée et prorogée jusqu'au 31 décembre 2018. (Se reporter à la *note 19* des états financiers consolidés intermédiaires). Les cessions de créances clients effectuées dans le cadre de transactions de titrisation sont comptabilisées à titre d'emprunts à court terme garantis et, par conséquent, ne se traduisent pas par une décomptabilisation des créances clients cédées.

TELUS Communications Inc. doit maintenir une notation de DBRS Ltd. d'au moins BB, sinon la fiducie de titrisation pourrait exiger la dissolution du programme de vente avant la fin de la durée. Au 5 mai 2016, la notation était plus élevée que la notation devant être maintenue.

7.8 Notations du crédit

Aucun changement n'a été apporté à nos notations du crédit de première qualité au 5 mai 2016.

7.9 Instruments financiers, engagements et passifs éventuels

Instruments financiers

Nos instruments financiers ainsi que la nature de certains risques auxquels ils pourraient être assujettis sont décrits à la *rubrique 7.9* de notre rapport de gestion annuel 2015.

Risque de liquidité

Dans le cadre des politiques financières liées à notre structure du capital, pour lesquelles une analyse est présentée à la *rubrique 4.3*, « *Situation de trésorerie et sources de financement* », nous gérons notre risque de liquidité et, par conséquent, notre capacité à satisfaire à nos besoins en fonds de roulement actuels et futurs, en assurant le maintien d'un processus d'équilibrage de trésorerie quotidien qui nous permet de gérer nos liquidités disponibles et nos besoins en liquidités selon nos besoins réels; le maintien de facilités bancaires bilatérales et d'une facilité de crédit consorsial (se reporter à la *rubrique 7.6*, « *Facilités de crédit* »); le maintien d'une convention pour la vente de créances clients à une fiducie de titrisation sans lien de dépendance; le maintien d'un programme de papier commercial; le maintien d'un prospectus préalable de base en vigueur; la surveillance continue des flux de trésorerie prévisionnels et réels; et la gestion des échéances des actifs financiers et des passifs financiers.

Le 29 mars 2016, nous avons déposé un prospectus préalable de base qui demeurera en vigueur jusqu'en avril 2018, en vertu duquel nous pourrions émettre un montant maximal de 3,0 milliards de dollars de titres de créance à long terme ou de titres de participation. À la date du présent rapport de gestion, nous n'avons émis aucun titre de créance ni aucun titre de participation en vertu de ce prospectus. Nous avons subséquemment mis fin au prospectus préalable de base précédent, qui devait demeurer en vigueur jusqu'en décembre 2016.

Au 31 mars 2016, nous disposions de liquidités d'un montant de 1,4 milliard de dollars aux termes des facilités de crédit inutilisées et d'un montant de 128 millions de dollars aux termes des facilités non consenties sous forme de lettres de crédit (se reporter à la *rubrique 7.6*, « *Facilités de crédit* »), ainsi que d'un montant de 400 millions de dollars aux termes de notre programme de titrisation de créances clients (se reporter à la *rubrique 7.7*, « *Vente de créances clients* »). De plus, la trésorerie et les placements temporaires s'élevaient à 478 millions de dollars au 31 mars 2016. Cela est conforme à notre objectif visant à faire en sorte que les liquidités disponibles s'élèvent généralement à au moins 1 milliard de dollars. Nous estimons que nos notations du crédit de première qualité contribuent à nous donner un accès raisonnable aux marchés financiers.

Engagements et passifs éventuels

Obligations d'achat

Au 31 mars 2016, nos engagements contractuels liés à l'acquisition d'immobilisations corporelles s'élevaient à 363 millions de dollars jusqu'au 31 décembre 2017, comparativement à des engagements de 326 millions de dollars jusqu'au 31 décembre 2017 présentés dans notre rapport annuel 2015, ce qui s'explique principalement par l'augmentation des engagements liés à l'élargissement de notre réseau à large bande.

Obligations en matière d'indemnisation

Au 31 mars 2016, nous n'avons constaté aucun passif en ce qui a trait à nos engagements d'indemnisation.

Réclamations et poursuites

Diverses réclamations et poursuites (incluant des recours collectifs et des réclamations en matière de violation de la propriété intellectuelle) visant des dommages-intérêts et d'autres compensations ont été déposées contre nous et, dans certains cas, contre plusieurs autres entreprises de services mobiles et fournisseurs de services de télécommunications. Aussi, nous avons reçu des avis de réclamation ou sommes au courant de certaines réclamations éventuelles (incluant des réclamations en matière de violation de la propriété intellectuelle) contre nous.

À l'heure actuelle, nous ne pouvons prévoir l'issue de ces réclamations, réclamations éventuelles et poursuites en raison de divers facteurs, y compris ce qui suit : la nature préliminaire de certaines réclamations; la nature incertaine des théories et réclamations en matière de dommages; un dossier factuel incomplet; la nature incertaine des théories juridiques, des procédures judiciaires et de leur résolution par les tribunaux, tant dans le cadre du procès que de l'appel; la nature imprévisible des parties adverses et de leurs revendications.

Cependant, sous réserve des restrictions précédentes, la direction est d'avis, en vertu des évaluations juridiques et selon l'information dont elle dispose actuellement, qu'il est improbable qu'un passif non couvert par les assurances ou autrement ait une incidence significative sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation, y compris sur nos flux de trésorerie, sauf en ce qui concerne les éléments décrits à la *note 23 a)* des états financiers consolidés intermédiaires.

7.10 Information sur les actions en circulation

Actions en circulation (en millions)	31 mars 2016	30 avril 2016
Actions ordinaires	593	593
Options d'achat d'actions ordinaires pouvant être exercées	2	2

7.11 Transactions entre parties liées

Placements dans des entités contrôlées importantes

Au 31 mars 2016, TELUS Corporation contrôlait 100 % des participations dans TELUS Communications Inc., laquelle contrôlait pour sa part 100 % des participations dans Société TELUS Communications et dans SOCIÉTÉ TÉLÉ-MOBILE, soit un pourcentage inchangé par rapport au 31 décembre 2015.

Transactions avec les principaux dirigeants

Nos principaux dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité liées à la surveillance, à la planification, à la direction et au contrôle de nos activités. Il s'agit des membres de notre conseil d'administration et de notre équipe de la haute direction. Le total de la rémunération versée aux principaux dirigeants s'établit à 16 millions de dollars au premier trimestre de 2016, par rapport à 11 millions de dollars au premier trimestre de 2015. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la *note 24 a)* des états financiers consolidés intermédiaires.

Transactions impliquant des régimes de retraite à prestations définies

Nous avons versé des cotisations aux régimes de retraite à prestations définies, comme il est illustré dans le tableau présenté à la *rubrique 7.2*. Nous avons également fourni des services de gestion et d'administration relativement à nos régimes de retraite à prestations définies. Les charges liées à ces services ont été comptabilisées selon la méthode du recouvrement des coûts et elles sont non significatives.

Transactions avec des coentreprises immobilières

Au premier trimestre de 2016, nous avons effectué des transactions avec des coentreprises immobilières, qui sont des parties liées, comme il est décrit à la *note 18* des états financiers consolidés intermédiaires. Les engagements et les passifs éventuels liés à la coentreprise immobilière Jardin TELUS comprennent des engagements contractuels jusqu'en 2016 au titre des travaux de construction (environ 24 millions de dollars au 31 mars 2016), et des facilités de crédit aux fins des travaux de construction (financement de 136 millions de dollars conclu avec deux institutions financières canadiennes en leur qualité de coprêteur à 50 % et avec TELUS en sa qualité de coprêteur à 50 %). Au 31 mars 2016, environ 98 % des locaux de la tour de bureaux Jardin TELUS étaient loués.

Les engagements et les passifs éventuels liés à la coentreprise immobilière TELUS Sky^{MC} comprennent des engagements contractuels jusqu'en 2018 au titre des travaux de construction (environ 135 millions de dollars au 31 mars 2016), et des facilités de crédit aux fins des travaux de construction (financement de 342 millions de dollars conclu avec trois institutions financières canadiennes en leur qualité de coprêteur à 66% et avec TELUS en sa qualité de coprêteur à 33% %).

8. Questions comptables

8.1 Estimations comptables critiques

Nos principales méthodes comptables sont décrites à la *note 1* des états financiers consolidés datés du 31 décembre 2015. Nos estimations comptables critiques et nos jugements importants sont décrits à la *rubrique 8.1* de notre rapport de gestion annuel 2015. La préparation d'états financiers conformément aux IFRS de l'IASB exige que nous ayons recours à des estimations, à des hypothèses et à des jugements qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants présentés des produits et des charges au cours de la période considérée. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs. Nos estimations comptables critiques et nos jugements importants sont généralement l'objet de discussions entre les membres du comité d'audit chaque trimestre.

8.2 Faits nouveaux concernant les méthodes comptables

L'analyse présentée ci-après reflète les mises à jour apportées à la *rubrique 8.2*, « *Faits nouveaux concernant les méthodes comptables* », de notre rapport de gestion annuel 2015. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la *note 2* des états financiers consolidés intermédiaires.

Modifications apportées à IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie* : En janvier 2016, l'International Accounting Standards Board a publié des modifications apportées à IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*, dans le cadre de son initiative concernant les informations à fournir. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017; nous les avons cependant appliquées à la période considérée, comme il est décrit à la *note 25 c*) des états financiers consolidés intermédiaires, et l'application de ces modifications n'a eu aucune incidence sur notre performance financière ni sur les informations à fournir.

Améliorations annuelles des IFRS : Cycle 2012-2014 : En septembre 2014, l'International Accounting Standards Board a publié le document intitulé *Améliorations annuelles des IFRS : Cycle 2012-2014*. Ces améliorations s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016, et cette application n'a eu aucune incidence sur notre performance financière ni sur les informations à fournir.

9. Mise à jour des hypothèses

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du présent rapport de gestion.

Les hypothèses relatives à nos perspectives pour 2016, telles qu'elles sont décrites à la *rubrique 9*, « *Tendances générales, perspectives et hypothèses* », de notre rapport de gestion annuel 2015, demeurent inchangées, sauf en ce qui trait à ce qui suit.

- Notre estimation révisée concernant la croissance de l'économie au Canada est d'environ 1,4 % pour 2016 (1,7 % auparavant). En ce qui concerne les provinces de l'Ouest canadien où nous sommes une entreprise de services locaux titulaire (« ESLT »), nous estimons que la croissance de l'économie en Colombie-Britannique s'élèvera à environ 2,5 % en 2016 (entre 2,0 % et 2,5 % auparavant), et que la contraction de l'économie en Alberta se situera entre (1,0) % et (1,5) % en 2016 (croissance se situant entre 0,5 % et 1,0 % auparavant).

10. Risques et gestion des risques

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du présent rapport de gestion. Nos risques principaux et nos incertitudes susceptibles d'influer sur nos résultats dans l'avenir, ainsi que nos activités connexes visant à atténuer les risques, sont décrits dans notre rapport de gestion annuel 2015. Certaines mises à jour sont présentées ci-après.

10.1 Questions de réglementation

L'information qui suit constitue une mise à jour de la *rubrique 10.4, « Questions de réglementation »*, de notre rapport de gestion annuel 2015.

Nos services de télécommunications, de diffusion et de radiocommunication sont réglementés par les lois fédérales par le truchement du CRTC, du ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique du Canada, et du ministre du Patrimoine canadien. Ces lois et les règlements connexes concernent notamment les tarifs, les modalités visant la prestation de services de télécommunications, la concession de licences pour les services de diffusion, la concession de licences de spectre et de licences pour appareils radio, ainsi que les restrictions à la propriété et le contrôle par des non-Canadiens. L'issue des instances réglementaires, des procédures, des appels, des annonces en matière de politiques, des procédures judiciaires et des autres faits nouveaux pourrait se répercuter sensiblement sur nos procédures opérationnelles et sur notre rentabilité.

Licences de radiocommunication et exigences relatives aux services d'itinérance mobile et au partage des pylônes d'antennes

Modifications de la politique visant la bande de 3 500 MHz

Le 19 août 2014, le ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique a amorcé une consultation et, le 18 décembre 2014, a publié les Décisions relatives aux modifications de la politique visant la bande de 3 500 MHz (3 475 MHz-3 650 MHz) et sur un nouveau processus de délivrance des licences, qui fait suite au document intitulé Décisions relatives au renouvellement de licences exploitées dans les bandes de 2 300 MHz et de 3 500 MHz publié par le ministère en novembre 2013. Le ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique a décidé de réaffecter le spectre dans la bande de 3 500 MHz de manière à permettre l'accès au spectre pour les services mobiles dans l'ensemble de la bande. Dans le cadre de cette réaffectation fondamentale et par suite des autres consultations effectuées, tous les systèmes d'accès sans fil à utilisation fixe seront assujettis à une éventuelle transition à un nouveau plan de répartition de la bande permettant une utilisation flexible de la bande. D'ici là, toutes les licences dans la bande de 3 500 MHz garderont leur statut de licences pour services fixes seulement. Le 21 avril 2016, nous avons obtenu l'approbation du ministère concernant notre demande de transfert avec Xplornet Communications Inc. aux fins de l'échange de nos licences de spectre destinées à l'accès fixe sans fil dans la bande de fréquence de 3 500 MHz dans les régions secondaires et tertiaires contre les licences de spectre dans la bande de fréquence de 2 300 MHz de Xplornet dans des régions similaires (se reporter à la *rubrique 2, « Activités principales et stratégie »*).

Publication de la Décision sur la réattribution de la bande de 600 MHz

Le 14 août 2015, le ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique a publié la Décision sur la réattribution de la bande de 600 MHz, avis SLPB-004-15. Dans cette décision, le ministère a annoncé qu'il a l'intention de participer à un processus conjoint de réattribution de la bande de fréquence de 600 MHz avec les États-Unis, et d'adopter la structure de répartition des bandes mobiles qui découlera de la mise aux enchères incitatives de la Commission fédérale des communications (« FCC ») ayant débuté le 29 mars 2016. Nous nous attendons à ce que le ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique effectue, en temps voulu, des consultations concernant le cadre pour l'attribution de licences (y compris les règles concernant les enchères), lorsque la mise aux enchères aux États-Unis aura pris fin. Il est donc improbable que des enchères concernant le spectre dans la bande de fréquence de 600 MHz aient lieu au Canada avant 2018 au plus tôt. Il y a un risque que certains fournisseurs puissent bénéficier d'un traitement de faveur. TELUS fera valoir que tous les fournisseurs devraient être traités sur un pied d'égalité lors des enchères.

Atténuation des risques : Nous continuons à nous efforcer de nous conformer à l'ensemble des conditions de licence et de renouvellement, et nous prévoyons participer aux futures enchères de spectre pour les services sans fil. Nous avons fait valoir que l'application des règles relatives aux enchères de spectre devrait se faire de manière équitable, afin que les entreprises de services mobiles bien établies telles que TELUS puissent présenter leurs soumissions sur un même pied d'égalité que les autres entreprises, en ce qui a trait aux blocs de spectre pouvant être acquis dans le cadre des enchères, ou qu'elles puissent acquérir des licences de spectre disponibles à la vente auprès de nouveaux venus. Les nouveaux venus font maintenant partie de groupes établis et bien financés, et nous ferons valoir qu'il n'y a pas lieu de leur accorder un traitement préférentiel.

Examens réglementaires et examens par le gouvernement fédéral

Le CRTC a tenu des instances publiques ayant notamment pour objet l'examen des services filaires de gros (y compris le bien-fondé de rendre obligatoire l'accès par les concurrents à nos installations FTTP), des services mobiles de gros et du cadre réglementaire relatif aux entreprises de télédiffusion. Il a également amorcé une instance sur les services de télécommunications de base (y compris le mécanisme national de contribution).

Examen des services mobiles de gros

Le 5 mai 2015, le CRTC a rendu sa décision après avoir conclu son examen des services mobiles de gros. Il a été principalement décidé que le CRTC réglerait les tarifs d'itinérance liés aux services de gros basés sur la technologie GSM au pays que TELUS, Rogers et Bell facturent aux nouveaux fournisseurs de services mobiles. Le 23 novembre 2015, TELUS, Rogers et Bell ont déposé des propositions de tarifs définitifs basés sur la méthode d'établissement des coûts de la phase II du CRTC. Le CRTC a amorcé l'examen des propositions de tarifs, et on s'attend à ce que les tarifs définitifs soient annoncés vers la fin de 2016. Bien que TELUS ne s'attende actuellement pas à ce que la décision ait une incidence importante sur ses activités, elle évaluera cette incidence lorsque les tarifs d'itinérance définitifs liés aux services de gros auront été approuvés.

En février 2016, le CRTC a rejeté l'appel déposé en août 2015 par le Consortium des Opérateurs de Réseaux Canadiens inc. (le « CORC »), dans lequel il demandait au Conseil de mandater les services de gros des opérateurs de réseaux virtuels mobiles, et de régler les tarifs liés au partage des pylônes d'antennes.

Services de télécommunications de base

Le 9 avril 2015, le CRTC a publié l'Avis de consultation de télécom CRTC 2015-134, dans lequel il annonce qu'il compte procéder à un examen en deux phases afin de déterminer les services de télécommunications (p. ex., voix et large bande) dont tous les Canadiens ont besoin pour participer à l'économie numérique. Dans le cadre de la première phase de l'examen, le CRTC a recueilli de l'information afin de mieux comprendre quels services de télécommunications sont offerts à l'échelle du Canada et de déterminer si des régions sont mal desservies ou non desservies. Dans le cadre de la deuxième phase de l'examen, le CRTC a consulté les Canadiens pour leur demander de fournir des commentaires sur les questions mises en évidence. À la suite de la deuxième phase, le CRTC a tenu une audience publique en avril 2016. L'examen effectué par le CRTC a consisté notamment à déterminer si le service Internet à large bande devrait constituer un service de télécommunications de base et si des changements doivent être apportés au Fonds de contribution national, en vertu duquel les services de transmission de la voix dans les zones de desserte à coût élevé sont subventionnés (le service de relais vidéo étant prévu en 2016). Bien qu'elle appuie l'inclusion des services à large bande dans les services de télécommunications de base selon des vitesses de téléchargement de 5 Mbps et des vitesses de téléversement de 1 Mbps, TELUS s'oppose à toutes nouvelles exigences réglementaires concernant la fourniture de services à large bande ou l'établissement d'indicateurs de la qualité du service minimaux relatifs à ces services, ainsi qu'à l'établissement de nouvelles subventions aux fins des services à large bande en vertu du Fonds de contribution national. Nous nous attendons à ce que le Conseil publie une décision découlant de cette instance au plus tard au quatrième trimestre de 2016; toutefois, il est trop tôt pour déterminer l'incidence de l'issue de cette instance sur TELUS.

Atténuation des risques : Nous avons participé à l'instance concernant les services mobiles de gros afin de démontrer que le marché des services mobiles est concurrentiel et qu'il n'y a pas lieu d'ajouter d'autres règles du CRTC en ce qui a trait aux services mobiles de gros, y compris les tarifs d'itinérance et les tarifs liés à l'accès aux pylônes et aux emplacements aux fins des services mobiles. Nous avons déposé des études de coûts concernant la phase II, qui soutiennent une proposition de tarifs comprenant des tarifs définitifs pour les services d'itinérance mobiles qui s'appliqueraient aux nouveaux venus offrant des services mobiles.

Nous continuons de participer à l'examen des services de télécommunications de base, et nous nous opposons à toute nouvelle subvention financée par l'industrie en ce qui a trait aux services à large bande ou aux autres services.

11. Définitions et rapprochements

11.1 Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières

Nous présentons certaines mesures non définies par les PCGR et fournissons des indications à ce sujet. Nous avons recours à ces mesures pour évaluer le rendement de TELUS et de ses secteurs opérationnels, et aussi pour déterminer si nous respectons les clauses restrictives de nos conventions d'emprunt et pour gérer notre structure du capital. Étant donné que les mesures non définies par les PCGR n'ont généralement pas de signification normalisée, elles pourraient ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Les règlements sur les valeurs mobilières exigent que ces mesures soient définies clairement et qu'elles fassent l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR les plus semblables.

Bénéfice par action de base ajusté : Cette mesure sert à évaluer le rendement consolidé et ne tient pas compte des éléments qui pourraient fausser les tendances sous-jacentes concernant le rendement. Cette mesure ne doit pas être substituée au bénéfice par action de base pour évaluer le rendement de TELUS. Les éléments qui pourraient, selon la direction, obscurcir les tendances sous-jacentes concernant le rendement comprennent les profits ou les pertes

importants liés aux participations dans la coentreprise de réaménagement immobilier, les coûts de restructuration et autres coûts, la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme, les ajustements liés à l'impôt sur le résultat, ainsi que les mises hors service d'immobilisations liées aux activités de restructuration (se reporter à la rubrique 1.3).

Intensité du capital : Cette mesure est calculée comme les dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre) divisées par le total des produits d'exploitation. Cette mesure fournit une méthode utile pour comparer le niveau des dépenses d'investissement avec celui d'autres entreprises de tailles diverses du même secteur.

Ratio de distribution : Il s'agit d'une mesure historique représentant le total des dividendes des quatre derniers trimestres déclarés par action ordinaire, tels qu'ils sont présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires, divisé par le total du bénéfice par action de base pour les quatre trimestres les plus récents en ce qui concerne les périodes intermédiaires (divisé par le bénéfice par action de base annuel des exercices). L'indication visée par notre politique est d'avoir un ratio de distribution annuel sur une base prospective plutôt que sur une base actuelle, qui représente 65 % à 75 % des bénéfices nets, sur une base prospective (se reporter à la rubrique 7.5).

Calcul du ratio de distribution

Périodes de 12 mois closes les 31 mars (en dollars)	2016	2015
Numérateur – Total des dividendes des quatre derniers trimestres déclarés par action ordinaire ¹	1,72	1,56
Dénominateur – Bénéfice net par action ordinaire	2,25	2,39
Ratio (en %)	76	65

1. Pour la période de 12 mois close le 31 mars 2016, nous avons fait concorder la période concernant le numérateur avec la période concernant le dénominateur; les montants des périodes correspondantes ont été retraités.

Ratio de distribution du bénéfice net ajusté : Cette mesure est calculée comme le ratio historique fondé sur le bénéfice par action déclaré ajusté de manière à ne pas tenir compte des ajustements liés à l'impôt, de la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme, et des éléments ajustés dans le BAIIA. Notre indication est d'avoir un ratio de distribution annuel, sur une base prospective plutôt que sur une base actuelle, qui représente de 65 % à 75 % des bénéfices nets, sur une base prospective (se reporter à la rubrique 7.5).

Calcul du ratio de distribution du bénéfice net ajusté

Périodes de 12 mois closes les 31 mars (en dollars)	2016	2015
Numérateur – Total des dividendes des quatre derniers trimestres déclarés par action ordinaire ¹	1,72	1,56
Bénéfice net ajusté (en millions de dollars) :		
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires	1 345	1 463
Ajouter : prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme après impôt sur le résultat	—	10
Ajouter : ajustements défavorables nets (déduire : ajustements favorables nets) liés à l'impôt sur le résultat	2	(6)
	1 347	1 467
Dénominateur – Bénéfice net ajusté par action	2,25	2,40
Ratio ajusté (en %)	76	65

1. Pour la période de 12 mois close le 31 mars 2016, nous avons fait concorder la période concernant le numérateur avec la période concernant le dénominateur; les montants des périodes correspondantes ont été retraités.

Couverture par le bénéfice : Cette mesure est définie dans le Règlement 41-101 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et dans les règlements connexes, qui est calculée comme suit :

Calcul du ratio de couverture par le bénéfice

Périodes de 12 mois closes les 31 mars (en millions de dollars, sauf les ratios)	2016	2015
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires	1 345	1 463
Impôt sur le résultat	516	513
Coûts d'emprunt (intérêts sur la dette à long terme plus les intérêts sur les emprunts à court terme et les autres emprunts et plus la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme, plus la réintégration des intérêts capitalisés)	523	465
Numérateur	2 384	2 441
Dénominateur – Coûts d'emprunt	523	465
Ratio (fois)	4,6	5,2

BAIIA (bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements) : Nous présentons le BAIIA et fournissons des indications à ce sujet parce qu'il constitue une mesure clé utilisée pour évaluer le rendement consolidé ainsi que l'apport de nos deux secteurs opérationnels. Le BAIIA est une mesure commune à laquelle les investisseurs et les établissements de crédit recourent largement en tant qu'indicateur du rendement opérationnel d'une société et de sa capacité de contracter des dettes et d'en assurer le service, ainsi qu'à titre de paramètre d'évaluation. Le BAIIA ne doit pas être substitué au bénéfice net comme mesure du rendement de TELUS ni utilisé comme mesure unique des flux de trésorerie. Le BAIIA tel qu'il est calculé par TELUS correspond aux produits d'exploitation moins les montants inscrits aux postes « Achat de biens et services » et « Charge au titre des avantages du personnel ».

Nous pourrions également calculer un BAIIA ajusté qui exclurait les éléments de nature inhabituelle qui ne reflètent pas nos activités habituelles ou continues; selon nous, ce BAIIA ne devrait pas être considéré comme une mesure d'évaluation et ne devrait pas être pris en compte aux fins d'une évaluation de notre capacité à assurer le service de la dette ou à contracter des dettes. En ce qui a trait à la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS, qui est prise en compte dans le secteur des services filaires et dans le secteur des services mobiles, nous ne prévoyons pas conserver une participation dans la tour d'habitation en copropriété du projet Jardin TELUS une fois que les travaux de construction seront terminés. En ce qui a trait à la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS, nous avons, aux premiers trimestres de 2016 et de 2015, comptabilisé des gains, déduction faite des pertes liées à la participation, de néant.

Rapprochement du BAIIA

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2016	2015
Bénéfice net	378	415
Coûts de financement	123	117
Impôt sur le résultat	139	147
Amortissement des immobilisations corporelles	385	347
Amortissement des immobilisations incorporelles	115	109
BAIIA	1 140	1 135

BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts : Nous présentons cette mesure en tant qu'indicateur supplémentaire de notre rendement opérationnel. Cette mesure sert aussi au calcul du **ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts** et du **ratio de couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts**.

Calcul du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2016	2015
BAIIA	1 140	1 135
Coûts de restructuration et autres coûts compris dans le BAIIA	48	17
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts	1 188	1 152

Couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts : Cette mesure est définie comme le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts divisé par le montant net des charges d'intérêts, calculé sur 12 mois. Cette mesure est semblable au ratio de couverture prévu par les clauses restrictives des facilités de crédit de TELUS (se reporter à la *rubrique 7.6*).

Flux de trésorerie disponibles : Nous présentons cette mesure comme un indicateur supplémentaire de notre rendement opérationnel. Les flux de trésorerie disponibles ne doivent pas être substitués aux mesures présentées dans les tableaux consolidés intermédiaires des flux de trésorerie. Ils excluent les variations de certains éléments du fonds de roulement (tels que les créances clients et les dettes fournisseurs), le produit tiré des actifs cédés ainsi que d'autres sources et affectations des liquidités figurant dans les tableaux consolidés intermédiaires des flux de trésorerie. Ils fournissent une estimation des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation qui sont disponibles après les dépenses d'investissement (excluant les acquisitions de licences de spectre) et qui peuvent notamment être utilisés pour payer les dividendes, rembourser la dette, racheter des actions, ou effectuer d'autres investissements. Les flux de trésorerie disponibles peuvent être complétés de temps à autre par le produit tiré des actifs cédés ou par les activités de financement.

Calcul des flux de trésorerie disponibles

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2016	2015
BAIIA	1 140	1 135
Coûts de restructuration, déduction faite des décaissements	(28)	(7)
Éléments des tableaux consolidés intermédiaires des flux de trésorerie :		
Rémunération fondée sur des actions	16	(23)
Montant net des charges au titre des régimes à prestations définies du personnel	22	28
Cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies du personnel	(25)	(27)
Intérêts versés	(123)	(85)
Dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre)	(618)	(635)
Autres	(3)	—
Flux de trésorerie disponibles avant impôt	381	386
Impôt sur le résultat payé, déduction faite des remboursements	(273)	(115)
Flux de trésorerie disponibles	108	271

Le tableau ci-dessous présente le rapprochement des flux de trésorerie disponibles selon notre définition et des entrées liées aux activités d'exploitation.

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles et des entrées liées aux activités d'exploitation

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2016	2015
Flux de trésorerie disponibles	108	271
Ajouter (déduire) :		
Dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre)	618	635
Ajustements aux fins du rapprochement avec les entrées liées aux activités d'exploitation	(163)	(188)
Entrées liées aux activités d'exploitation	563	718

Dettes nettes : Nous estimons que la dette nette est une mesure utile, parce qu'elle représente le montant des emprunts à court terme et des obligations relatives à la dette à long terme qui ne sont pas couverts par la trésorerie et les placements temporaires disponibles. La mesure définie par les IFRS qui se rapproche le plus de la dette nette est la dette à long terme, y compris la tranche à court terme de la dette à long terme. La dette nette est un élément du **ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts**.

Calcul de la dette nette

Aux 31 mars (en millions de dollars)	2016	2015
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme	12 676	11 439
Frais d'émission de titres de créance portés en déduction de la dette à long terme	50	51
Passifs dérivés, montant net	26	—
Trésorerie et placements temporaires	(478)	(1 579)
Emprunts à court terme	100	100
Dette nette	12 374	10 011

Ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts : Cette mesure est définie comme la dette nette à la fin de la période divisée par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts sur 12 mois. Notre indication à long terme pour ce ratio est de 2,00 à 2,50 fois. Cette mesure est analogue au ratio de levier financier prévu par les clauses restrictives de nos facilités de crédit (se reporter à la *rubrique 7.6*).

Montant net des charges d'intérêts : Cette mesure est le dénominateur utilisé pour calculer le **ratio de couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts**. Le montant net des charges d'intérêts représente les coûts de financement excluant les intérêts sur la dette à long terme capitalisés, les intérêts nets des régimes à prestations définies du personnel et les recouvrements liés au remboursement par anticipation et à l'échéance de la dette, calculés sur 12 mois. Aucun recouvrement lié au remboursement par anticipation et à l'échéance de la dette n'a été comptabilisé en 2016 et en 2015. Les charges comptabilisées relativement à la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme, le cas échéant, sont prises en compte dans le montant net des charges d'intérêts. Le montant net des charges d'intérêts s'est établi à 494 millions de dollars pour la période de 12 mois close le 31 mars 2016 et à 462 millions de dollars pour la période de 12 mois close le 31 mars 2015.

Coûts de restructuration et autres coûts : Afin de réduire nos coûts permanents, nous engageons des coûts de restructuration supplémentaires connexes non récurrents. Il est également possible que nous engagions des charges inhabituelles lorsque nous apportons des changements importants ou structurels à nos modèles d'affaires ou à nos modèles opérationnels. Les autres coûts comprennent les coûts externes supplémentaires engagés relativement aux acquisitions d'entreprises ou à la cession d'activités, ainsi que les frais de litige, dans le contexte de pertes ou de règlements importants.

Composantes des coûts de restructuration et autres coûts

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2016	2015
Achat de biens et services	4	12
Charge au titre des avantages du personnel	44	5
Coûts de restructuration et autres coûts compris dans le BAIIA	48	17

11.2 Indicateurs opérationnels

Les mesures suivantes constituent des paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement opérationnel d'une entité de télécommunications offrant des services mobiles et des services filaires. Elles n'ont cependant pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB.

Produits moyens par appareil d'abonné (« PMAA ») mensuels Nombre, exprimé en pourcentage mensuel, obtenu au moyen de la division des produits tirés des services de réseau par le nombre moyen d'appareils en service dans le réseau au cours de la période.

Taux de désabonnement, par mois Nombre d'appareils d'abonnés désactivés au cours d'une période donnée, divisé par le nombre moyen d'appareils dans le réseau au cours de la période, exprimé sous forme de taux mensuel. L'appareil d'un abonné des services prépayés de TELUS ou des services prépayés de Koodo ou de Public Mobile est désactivé lorsque ce dernier n'utilise pas les services au cours des 90 jours suivant l'expiration des crédits prépayés.

Frais d'acquisition Montant total au titre du financement des appareils (coût des appareils pour TELUS, moins le montant initial facturé au client), des commissions ainsi que des frais de publicité et de promotion qu'il faut déboursier pour l'acquisition initiale des abonnés au cours d'une période donnée. Tels qu'ils sont définis, les frais d'acquisition excluent les frais engagés pour conserver les abonnés existants (frais de fidélisation).

Frais d'acquisition par ajout brut d'abonné Frais d'acquisition divisés par les ajouts bruts d'abonnés au cours de la période.

Frais de fidélisation par rapport aux produits tirés des services de réseau Coûts directs liés aux activités de marketing et aux promotions (y compris le financement des appareils et les commissions) visant à fidéliser les abonnés existants, divisés par les produits tirés des services de réseau.

Volumes de fidélisation Nombre d'appareils d'abonnés conservés au cours de la période en raison des efforts au chapitre de la commercialisation et des promotions, qui donnent lieu à l'échange d'appareils par les abonnés ou au renouvellement de leur contrat.

Appareil d'abonné des services mobiles (« abonné ») Unité génératrice de produits active et récurrente (p. ex., un téléphone cellulaire, une tablette ou une clé Internet mobile) dotée d'un numéro d'identité d'abonné unique (numéro SIM ou IMEI), qui donne accès aux réseaux mobiles de transmission de la voix ou de données à des fins de communication. De plus, TELUS établit une relation directe avec l'utilisateur de chaque appareil aux fins de la facturation ou des services de soutien. Les appareils d'abonnés excluent les appareils offrant les services machine à machine (« M à M ») (un sous-ensemble de l'Internet des objets) tels que ceux utilisés pour effectuer le suivi des biens, les systèmes de contrôle à distance et les compteurs, les distributeurs automatiques et les guichets automatiques sans fil.

Nombre d'abonnés des services filaires Unité génératrice de produits active et récurrente, qui a accès aux services autonomes y compris l'accès à Internet, TELUS TV et les lignes résidentielles d'accès au réseau. De plus, TELUS établit une relation directe avec l'utilisateur de chaque service aux fins de la facturation ou des services de soutien. Le nombre d'abonnés présentés ne tient pas compte des lignes d'affaires d'accès au réseau, car le remplacement des lignes utilisées pour les services de transmission de la voix par les services IP a entraîné des pertes de lignes d'affaires d'accès au réseau sans qu'aucune baisse similaire des produits soit observée, en raison de la pertinence réduite de ces lignes d'affaires d'accès au réseau en tant qu'indicateur de rendement clé.

Comptes consolidés intermédiaires résumés de résultat et de résultat global

(non audité)

Périodes closes les 31 mars (en millions, sauf les montants par action)	Trimestres	
	2016	2015
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Services	2 924 \$	2 829 \$
Équipement	172	182
Produits tirés de contrats conclus avec des clients	3 096	3 011
Autres produits d'exploitation	12	17
	3 108	3 028
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achat de biens et services	1 300	1 284
Charge au titre des avantages du personnel	668	609
Amortissement des immobilisations corporelles	385	347
Amortissement des immobilisations incorporelles	115	109
	2 468	2 349
BÉNÉFICE D'EXPLOITATION	640	679
Coûts de financement	123	117
BÉNÉFICE AVANT IMPÔT	517	562
Impôt sur le résultat	139	147
BÉNÉFICE NET	378	415
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL		
Éléments qui peuvent être ultérieurement reclassés en résultat		
Variation de la juste valeur latente des dérivés désignés à titre de couvertures de flux de trésorerie	(10)	(4)
Écart de change découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger	(4)	10
Variation de la juste valeur latente des actifs financiers disponibles à la vente	—	(3)
	(14)	3
Élément qui ne sera jamais ultérieurement reclassé en résultat		
Réévaluations des régimes à prestations définies du personnel	(77)	237
	(91)	240
BÉNÉFICE GLOBAL	287 \$	655 \$
BÉNÉFICE NET PAR ACTION ORDINAIRE		
De base	0,64 \$	0,68 \$
Dilué	0,64 \$	0,68 \$
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ TOTAL D' ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION		
De base	593	608
Dilué	594	610

États consolidés intermédiaires résumés de la situation financière (non audité)

(en millions)	Au 31 mars 2016	Au 31 décembre 2015
ACTIF		
Actifs courants		
Trésorerie et placements temporaires, montant net	478 \$	223 \$
Débiteurs	1 361	1 428
Impôt sur le résultat et autres impôts à recevoir	8	1
Stocks	341	360
Charges payées d'avance	325	213
Avances aux coentreprises immobilières	74	66
Actifs dérivés courants	7	40
	2 594	2 331
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles, montant net	9 800	9 736
Immobilisations incorporelles, montant net	10 047	9 985
Goodwill, montant net	3 761	3 761
Autres actifs non courants	515	593
	24 123	24 075
	26 717 \$	26 406 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passifs courants		
Emprunts à court terme	100 \$	100 \$
Créditeurs et charges à payer	1 823	1 990
Impôt sur le résultat et autres impôts à payer	9	108
Dividendes à payer	261	263
Facturation par anticipation et dépôts de clients	758	760
Provisions	173	197
Tranche à court terme de la dette à long terme	2 189	856
Passifs dérivés courants	35	2
	5 348	4 276
Passifs non courants		
Provisions	421	433
Dette à long terme	10 487	11 182
Autres passifs non courants	710	688
Impôt sur le résultat différé	2 093	2 155
	13 711	14 458
Passif	19 059	18 734
Capitaux propres		
Capitaux propres attribuables aux actions ordinaires	7 658	7 672
	26 717 \$	26 406 \$

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

Périodes closes les 31 mars (en millions)	Trimestres	
	2016	2015
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice net	378 \$	415 \$
Ajustements visant le rapprochement du bénéfice net et des entrées liées aux activités d'exploitation :		
Amortissement des immobilisations corporelles et amortissement des immobilisations incorporelles	500	456
Impôt sur le résultat différé	(31)	(73)
Charge de rémunération fondée sur des actions, montant net	16	(23)
Montant net des charges au titre des régimes à prestations définies du personnel	22	28
Cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies du personnel	(25)	(27)
Autres	4	(4)
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation	(301)	(54)
Entrées liées aux activités d'exploitation	563	718
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Paiements en trésorerie au titre des immobilisations, excluant les licences de spectre	(646)	(613)
Paiements en trésorerie au titre des licences de spectre	—	(302)
Avances et apports aux coentreprises immobilières	(12)	(8)
Sommes reçues des coentreprises immobilières	—	1
Autres	(2)	(4)
Sorties liées aux activités d'investissement	(660)	(926)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Dividendes versés aux détenteurs d'actions ordinaires	(263)	(244)
Rachat d'actions ordinaires à des fins d'annulation	(60)	(156)
Émission de titres de créance à long terme	1 246	2 847
Remboursements par anticipation et à l'échéance sur la dette à long terme	(571)	(711)
Autres	—	(9)
Entrées liées aux activités de financement	352	1 727
SITUATION DE TRÉSORERIE		
Augmentation de la trésorerie et des placements temporaires, montant net	255	1 519
Trésorerie et placements temporaires, montant net au début	223	60
Trésorerie et placements temporaires, montant net à la fin	478 \$	1 579 \$
INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION		
Intérêts versés	(123) \$	(85) \$
Impôt sur le résultat payé, montant net	(273) \$	(115) \$

Trimestres clos les 31 mars (en millions)	Services mobiles		Services filaires		Éliminations		Chiffres consolidés		
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	
Produits d'exploitation									
Produits externes	1 702 \$	1 672 \$	1 406 \$	1 356 \$	— \$	— \$	3 108 \$	3 028 \$	
Produits intersectoriels	14	14	47	43	(61)	(57)	—	—	
	1 716 \$	1 686 \$	1 453 \$	1 399 \$	(61) \$	(57) \$	3 108 \$	3 028 \$	
BAlIA¹	756 \$	744 \$	384 \$	391 \$	— \$	— \$	1 140 \$	1 135 \$	
Dépenses d'investissement, excluant les licences de spectre ²	180 \$	248 \$	438 \$	387 \$	— \$	— \$	618 \$	635 \$	
							Produits d'exploitation (ci-dessus)	3 108 \$	3 028 \$
							Achat de biens et services	1 300	1 284
							Charge au titre des avantages du personnel	668	609
							BAlIA (ci-dessus)	1 140	1 135
							Amortissement des immobilisations corporelles	385	347
							Amortissement des immobilisations incorporelles	115	109
							Bénéfice d'exploitation	640	679
							Coûts de financement	123	117
							Bénéfice avant impôt	517 \$	562 \$

1. Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (le « BAlIA ») n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB et, par conséquent, il est peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs; selon notre définition, le BAlIA correspond aux produits d'exploitation diminués des biens et services achetés et de la charge au titre des avantages du personnel. Nous avons publié des indications au sujet du BAlIA et l'avons inclus dans l'information présentée parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de nos activités et qu'il sert aussi à déterminer si nous respectons certaines clauses restrictives de nos conventions d'emprunt.
2. Total des dépenses d'investissement.



Communiqué de

TELUS Corporation AVIS DE DIVIDENDE EN ESPÈCES

AVIS EST DONNÉ PAR LA PRÉSENTE que le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de quarante-six cents (0,46 \$) canadiens par action sur les actions ordinaires émises et en circulation, payable le 4 juillet 2016 aux détenteurs inscrits à la clôture des marchés le 10 juin 2016.

Par décret du conseil d'administration

Monique Mercier
VPE aux affaires générales, chef de la direction des affaires juridiques et secrétaire générale

Vancouver, Colombie-Britannique
4 mai 2016

Personne-ressource pour les relations avec les investisseurs
1 800 667-4871
ir@telus.com